

Téléchargé sur
www.AERISC.com

LOIS & NORMES



Le droit est l'ensemble des règles de conduite qui sont imposées à l'individu par la collectivité. Le droit est une science qui étudie ces règles. Le droit est une science qui étudie les règles de conduite qui sont imposées à l'individu par la collectivité. Le droit est une science qui étudie ces règles.

Le droit est l'ensemble des règles de conduite qui sont imposées à l'individu par la collectivité. Le droit est une science qui étudie ces règles. Le droit est une science qui étudie les règles de conduite qui sont imposées à l'individu par la collectivité. Le droit est une science qui étudie ces règles.

Table des matières

Table des matières.....	2
I. Résumé.....	4
II. Avertissement.....	4
III. Hiérarchie des textes.....	5
III.1. Valeurs juridiques des recommandations.....	5
III.2. Règles de l'art.....	5
Codes Sanctions	
I. Code Civil.....	6
II. Code Pénal.....	7
Directives Européennes	
I. Directive européenne 89-391 dite « Directive Cadre ».....	8
II. Directive européenne 2009-104 « Équipements de Travail ».....	8
III. Directive européenne 89-654 « Lieux de Travail ».....	8
IV. Directive européenne 89-686 « Fabrication des EPI ».....	8
V. Directive européenne 89-656 « Utilisation des EPI ».....	8
VI. Directive européenne 2006-42 dite « Directive Machine ».....	8
Codes de Calculs	
I. Eurocode 1.....	12
II. Norme NF P 06-111-2.....	13
III. Norme NF P 06-001.....	13
Code du Travail	
I. Table des matières.....	15
I.1. Code du Travail (partie législative).....	15
I.2. Code du Travail (partie réglementaire).....	19
II. Commentaires.....	32
II.1. Responsabilité pénale des Entreprises et Chefs d'entreprise.....	32
Code de la Construction et de l'Habitation	
I. Règles « ERP » : Arrêté du 25 juin 1980 modifié.....	33
I.1. Définition.....	33
I.2. Liste des types.....	33
I.3. Liste des catégories.....	33
I.4. Articles généraux.....	34
I.5. Salles de type L.....	34
Textes de Lois et Circulaires	
I. Arrêté « Acrobatie » du 12 septembre 1960.....	37
II. Arrêté « Levage de personnes » du 2 décembre 1998.....	37
III. Circulaire « Levage de personnes » du 15 juin 1999.....	38
IV. Arrêtés « Appareils et Accessoires de Levage » des 1 & 2 mars 2004.....	38
I.1. Arrêté du 1er mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage.....	38
I.2. Arrêté du 2 mars 2004 relatif au carnet de maintenance des appareils de levage.....	39
V. En clair.....	39
VI. Décret « Travaux en Hauteur » du 1er septembre 2004.....	40
VII. Circulaire DGT 2009-08 relative aux « Travaux en Hauteur ».....	41
VIII. Loi « Prévention des Risques » du 31 décembre 1991.....	42
IX. Circulaire « Document unique » du 18 avril 2002.....	43
X. Droit de retrait.....	43
XI. Obligations de formation.....	43

Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.

XII. Obligations des Entreprises Étrangères.....	44
XII.1. Détachement temporaire en France d'un salarié étranger.....	45
XIII. Fourniture des Équipements de Travail et de Protection.....	47
XIII.1. Travailleurs permanents.....	47
XIII.2. Travailleurs temporaires ou intérimaires.....	48
Mémentos et Règles de l'Art	
I. Mémento « Conception et Fabrication des Agrès de Cirque ».....	49
II. Mémento de la Sécurité dans le Spectacle Vivant.....	49
II.1. Levage, manutention de charge, élévation du personnel.....	49
III. Principes de redondance.....	51
IV. Coefficient d'Utilisation ? Design Factor ?.....	52
IV.1. Levage « classique » de charge.....	52
IV.2. Levage « humain » de personnes.....	52
Références	
I. Sources, Liens et Références.....	53
Annexes : Lois et Normes étrangères	
I. Grandes institutions internationales et nationales.....	54
I.3. Recherche sur tous les pays.....	54
I.4. International.....	54
I.5. Europe.....	54
I.6. France.....	54
I.7. Belgique.....	54
I.8. Suisse.....	54
I.9. Canada.....	55
I.10. USA.....	55
I.11. Allemagne.....	55
I.12. Angleterre.....	55
II. European OSHA.....	56
Annexe 1 : Droit belge	
I. Liste des textes de référence :.....	57
II.1. En matière de Sécurité du Travail.....	57
II.2. En matière de Sécurité Incendie.....	59
Annexe 2 : Droit canadien	
I. Liste des Lois de référence :.....	63
II.3. Lois sur la Sécurité au Travail.....	63
II.4. Lois sur la Sécurité au Incendie.....	72
III. Liste des Normes de référence :.....	73
III.1. CSA - ACNOR : Identité et Missions.....	73
III.2. Normes sur la santé et sécurité au travail.....	73
III.3. Normes sur la sécurité incendie.....	74
III.4. NFPA : Identité et Missions.....	75
III.5. Normes NFPA disponibles en français.....	75
Annexe 3 : Droit USA	
IV. Liste des Lois de référence :.....	77
IV.1. Lois sur la Sécurité au Travail.....	77
IV.2. Lois sur la Sécurité Incendie.....	95
V. Liste des Normes de référence :.....	96
V.1. Normes sur la Sécurité au Travail.....	96
V.2. Normes sur la Sécurité Incendie.....	98
Annexe 4 : Droit... autres pays	
VI. Liste des Lois de référence :.....	99
VI.1. Lois sur la Sécurité au Travail.....	99
VI.2. Lois sur la Sécurité Incendie.....	99
VII. Liste des Normes de référence :.....	99
VII.1. Normes sur la Sécurité au Travail.....	99
VII.2. Normes sur la Sécurité Incendie.....	99

Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.

I. Résumé

La réglementation qui s'applique aux activités de spectacle n'est pas clairement identifiable.

Elle dépend pour l'essentiel du code du travail dont les exigences sont souvent considérées comme incompatibles avec les besoins artistiques.

C'est pourquoi deux mémentos sont venus compléter et préciser ce contexte juridique :

- Le « Mémento de la SÉCURITÉ dans le SPECTACLE VIVANT » édité en avril 1999 par le Conseil National de la Scénographie avec le soutien du Ministère de la Culture ;
- Le Mémento : « Conception et Fabrication des Agrès de Cirque » édité en octobre 2003 par l'association Hors-Les-Murs avec le soutien du Ministère de la Culture ;

Pour autant, les dispositions techniques applicables doivent en partie être recherchées dans divers arrêtés (voir ci-après), et les dispositions organisationnelles doivent être intégralement reprises du code du travail (Formation, évaluation des risques, prévention, etc.).

En complément, signalons que certains usages a priori non-conformes peuvent généralement être mis en œuvre à condition de mettre en œuvre des mesures compensatoires adaptées :

- Prévention des risques : organisation, anticipation, évaluation des sources de danger, évaluation des besoins humains et matériels, évaluation des facteurs aggravants (rapidité, fatigue, éclairage insuffisant, etc.)
- Évaluation précise des charges statiques et dynamiques dans chaque élément,
- Sélection et utilisation d'équipements et d'accessoires adaptés et de qualité : accessoires de levage conformes CE, marqués CMU et vérifiés périodiquement,
- Sécurisation des dispositifs sensibles par un moyen complémentaire, distinct et de conception différente,
- Installation de protections collectives pour les personnes (garde-corps, filets, matelas mousse, etc.) à défaut, en cas d'impossibilité technique, choix et utilisation correcte de protections individuelles (harnais, longes, absorbeurs, etc.).

II. Avertissement

La réglementation qui s'applique aux activités de spectacle est multiple et ses ramifications sont complexes.

Ce chapitre ne prétend donc pas être exhaustif. Il reprend des extraits des textes les plus significatifs. Certaines autres informations juridiques sont insérées directement dans les différents chapitres concernés.

Il est de la responsabilité de chacun (concepteur, fabricant, utilisateur, etc.) de s'informer régulièrement des évolutions réglementaires des domaines qui le concernent. Divers services de *veille juridique* sont disponibles auprès des prestataires spécialisés.

Toute la numérotation des articles du Code du Travail français ayant changé au 1er janvier 2008, une partie du texte qui suit cite les anciennes références. La mise à jour de ces références est effectuée au fur et à mesure de notre travail de rédaction.

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

III. Hiérarchie des textes

Les textes réglementaires peuvent provenir de différents niveaux de pouvoir juridique :

- Les directives européennes
- Les codes « généralistes »
 - ◆ Code de la construction et de l'habitation
 - ◆ Code de l'urbanisme
 - ◆ Code du travail
 - ◆ Code de la sécurité sociale
 - ◆ Code des collectivités territoriales
 - ◆ Code de la route
 - ◆ Code des assurances
 - ◆ Etc...
- Les codes « sanctions » :
 - ◆ Code civil
 - ◆ Code pénal
- Les textes non codifiés :
 - ◆ Les lois
 - ◆ Les décrets
 - ◆ Les arrêtés
- Les circulaires ministérielles



Domaine législatif

Domaine technique

- Les recommandations des organismes publics de prévention
- Les normes et standards techniques
 - ◆ Les normes ayant un décret d'application
 - ◆ Les normes homologuées
 - ◆ Les normes simples
 - ISO (Internationales)
 - EN (Communauté Européenne)
 - NF, NBN, DIN, BS,... (Françaises, belges, allemandes, anglaises)
- Les instructions des fabricants
- Les règles de l'art

Domaine technique

Domaine de l'entreprise

- Les conventions collectives
- Les règlements intérieurs des entreprises
- Les consignes hiérarchiques

III.1. Valeurs juridiques des recommandations

En tant que telle, la recommandation n'est pas une réglementation et l'ambition de ses auteurs n'est pas de fixer des contraintes supplémentaires mais bien d'aider les chefs d'établissement à remplir au mieux leurs obligations. De ce fait, le non-respect d'une recommandation, édictée par un Comité technique compétent pour la branche d'activités dont il relève, ne saurait exposer le chef d'établissement à une sanction directe.

Dépourvues de force obligatoire directe, les recommandations peuvent cependant être sources de droit et leur non-respect peut avoir des conséquences juridiques, par exemple en matière de recherche des éléments constitutifs d'une faute inexcusable.

III.2. Règles de l'art

Définition des « Règles de l'art » ou « Règles techniques reconnues » : Principes techniques et méthodologiques d'une profession qui reflètent la réalité du métier en fonction de l'état de la technique et ont prouvé leur efficacité par l'expérience au cours du temps sans pour autant qu'ils soient écrits.

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

Codes Sanctions

I. Code Civil

CODE CIVIL : Livre III : Des différentes manières dont on acquiert la propriété : Titre IV : Des engagements qui se forment sans convention : Chapitre II : Des délits et des quasi-délits

Art. 1382

Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer.

Art. 1383

Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence.

Art. 1384

On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde. [...]

Titre IV bis : De la responsabilité des produits défectueux

Art. 1386-1

Le producteur est responsable du dommage causé par un défaut de son produit, qu'il soit ou non lié par un contrat avec la victime.

Art. 1386-4

Un produit est défectueux au sens du présent titre lorsqu'il n'offre pas la sécurité à laquelle on peut légitimement s'attendre.

Dans l'appréciation de la sécurité à laquelle on peut légitimement s'attendre, il doit être tenu compte de toutes les circonstances et notamment de la présentation du produit, de l'usage qui peut en être raisonnablement attendu et du moment de sa mise en circulation.

Un produit ne peut être considéré comme défectueux par le seul fait qu'un autre, plus perfectionné, a été mis postérieurement en circulation.

Art. 1386-6

Est producteur, lorsqu'il agit à titre professionnel, le fabricant d'un produit fini, le producteur d'une matière première, le fabricant d'une partie composante.

Est assimilée à un producteur pour l'application du présent titre toute personne agissant à titre professionnel [...] qui importe un produit dans la Communauté européenne en vue d'une vente, d'une location, avec ou sans promesse de vente, ou de toute autre forme de distribution. [...]

Art. 1386-7

Le vendeur, le loueur, à l'exception du crédit-bailleur ou du loueur assimilable au crédit-bailleur, ou tout autre fournisseur professionnel est responsable du défaut de sécurité du produit dans les mêmes conditions que le producteur. [...]

Art. 1386-8

En cas de dommage causé par le défaut d'un produit incorporé dans un autre, le producteur de la partie composante et celui qui a réalisé l'incorporation sont solidairement responsables.

Art. 1386-10

Le producteur peut être responsable du défaut alors même que le produit a été fabriqué dans le respect des règles de l'art ou de normes existantes ou qu'il a fait l'objet d'une autorisation administrative.

Art. 1386-14

La responsabilité du producteur envers la victime n'est pas réduite par le fait d'un tiers ayant concouru à la réalisation du dommage.

Art. 1386-15

Les clauses qui visent à écarter ou à limiter la responsabilité du fait des produits défectueux sont interdites et réputées non écrites.

Toutefois, pour les dommages causés aux biens qui ne sont pas utilisés par la victime principalement pour son usage ou sa consommation privée, les clauses stipulées entre professionnels sont valables.

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

II. Code Pénal

CODE PENAL : Partie Législative : LIVRE Ier : Dispositions générales : TITRE II : De la responsabilité pénale : CHAPITRE Ier : Dispositions générales

Article L.121-3

Il n'y a point de crime ou de délit sans intention de le commettre.

Toutefois, lorsque la loi le prévoit, il y a délit en cas de mise en danger délibérée de la personne d'autrui.

Il y a également délit, lorsque la loi le prévoit, en cas de faute d'imprudence, de négligence ou de manquement à une obligation de prudence ou de sécurité prévue par la loi ou le règlement, s'il est établi que l'auteur des faits n'a pas accompli les diligences normales compte tenu, le cas échéant, de la nature de ses missions ou de ses fonctions, de ses compétences ainsi que du pouvoir et des moyens dont il disposait.

Dans le cas prévu par l'alinéa qui précède, les personnes physiques qui n'ont pas causé directement le dommage, mais qui ont créé ou contribué à créer la situation qui a permis la réalisation du dommage ou qui n'ont pas pris les mesures permettant de l'éviter, sont responsables pénalement s'il est établi qu'elles ont, soit violé de façon manifestement délibérée une obligation particulière de prudence ou de sécurité prévue par la loi ou le règlement, soit commis une faute caractérisée et qui exposait autrui à un risque d'une particulière gravité qu'elles ne pouvaient ignorer.

Il n'y a point de contravention en cas de force majeure.

CODE PENAL : Partie Législative : LIVRE II : Des crimes et délits contre les personnes : CHAPITRE Ier : Des atteintes à la vie de la personne : Section 2 : Des atteintes involontaires à la vie

Article L.221-6

Le fait de causer, dans les conditions et selon les distinctions prévues à l'article 121-3, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou manquement à une obligation de sécurité ou de prudence imposée par la loi ou le règlement, la mort d'autrui constitue un homicide involontaire puni de trois ans d'emprisonnement et de 45000 euros d'amende.

En cas de violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de sécurité ou de prudence imposée par la loi ou le règlement, les peines encourues sont portées à cinq ans d'emprisonnement et à 75000 euros d'amende.

CODE PENAL : Partie Législative : LIVRE II : Des crimes et délits contre les personnes : CHAPITRE III : De la mise en danger de la personne : Section 1 : Des risques causés à autrui

Article L.223-1

Le fait d'exposer directement autrui à un risque immédiat de mort ou de blessures de nature à entraîner une mutilation ou une infirmité permanente par la violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de sécurité ou de prudence imposée par la loi ou le règlement est puni d'un an d'emprisonnement et de 15000 euros d'amende.

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

Directives Européennes

I. Directive européenne 89-391 dite « Directive Cadre »

Directive 89/391 modifiée par le règlement n°1882/2003 ; relative à la mise en œuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleurs au travail.

Ce texte fondamental définit les grands principes de la prévention des risques professionnels et de l'obligation de résultats des employeurs. Il est d'une portée trop générale pour être présenté ici.

II. Directive européenne 2009-104 « Équipements de Travail »

Directive 89/655 modifiée par les directives 95/63 et 2001/45 ; relative aux prescriptions minimales de sécurité et de santé pour l'utilisation par les travailleurs au travail d'équipements de travail.

Recodifiée ensuite par la Directive européenne 2009-014 « Équipements de Travail »

III. Directive européenne 89-654 « Lieux de Travail »

Directive 89/654 ; relative aux prescriptions minimales de sécurité et de santé sur les lieux de travail.

IV. Directive européenne 89-686 « Fabrication des EPI »

Directive 89/686 modifiée par les directives 93/68, 93/95 et 96/58 ; relative au rapprochement des législations des États membres relatives aux équipements de protection individuelle

V. Directive européenne 89-656 « Utilisation des EPI »

Directive 89/656 ; relatives aux prescriptions minimales de sécurité et de santé pour l'utilisation par les travailleurs au travail d'équipements de protection individuelle.

VI. Directive européenne 2006-42 dite « Directive Machine »

Directive 98/37 modifiée par les directives 95/16 et 2006/42 ; relative aux machines.

Extraits :

Exclusion des tampons et machines de vol de la Directive Machine

Exclusion de la directive européenne 98/37, abrogée, dite « directive machine », retranscrite en droit français par l'article CdT R233-83-1:

1. Champ d'application : §3. Sont exclus du champ d'application de la présente directive : [...] les élévateurs de machinerie théâtrale, définis par le commentaire ci-dessous.

Commentaires sur la directive 98/37/CE

Le présent document ne constitue pas une interprétation juridiquement contraignante de la directive, mais un document de référence, visant à permettre l'application uniforme par toutes les parties intéressées.

page 29 :

« g) les élévateurs de machinerie théâtrale sont définis par une déclaration au procès-verbal du Conseil « Marché intérieur » du 20 juin 1991 comme :

Les dispositifs de levage de personnes, installés de façon permanente ou provisoire dans les salles de spectacles, qui permettent le passage des personnes, qu'elles soient acteurs ou machinistes, depuis la scène vers les lieux annexes de la scène (cave, combles, coulisses, fosse d'orchestre, décors) et vice versa. On imagine difficilement une cantatrice apparaissant sur scène entourée de barrières ! »

Exclusion de la directive européenne 2006/42, refonte de la « directive machine », qui précise le type d'équipement de spectacle visé :

1. Champ d'application : §2. Sont exclus du champ d'application de la présente directive : [...] les machines prévues pour déplacer des artistes pendant des représentations artistiques. [Ndr : définition qui renvoi, de fait, aux tampons, aux machines de vol et autres plateaux mobiles. Les monte-décors et monte-orchestre étant soumis à la directive]

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

Opérations de Levage

4. EXIGENCES ESSENTIELLES DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ COMPLÉMENTAIRES POUR PALLIER LES DANGERS DUS AUX OPÉRATIONS DE LEVAGE

4.1.1. Définitions

c) «Coefficient d'utilisation»: rapport arithmétique entre la charge qu'un composant peut retenir, garantie par le fabricant ou son mandataire, et la charge maximale d'utilisation indiquée sur le composant.

4.1.2.3. Résistance mécanique

La machine, les accessoires de levage ainsi que leurs éléments doivent pouvoir résister aux contraintes auxquelles ils sont soumis en service et, s'il y a lieu, hors service, dans les conditions d'installation et de fonctionnement prévues et dans toutes les configurations possibles, compte tenu, le cas échéant, des effets des facteurs atmosphériques et des forces exercées par les personnes. Cette exigence doit également être satisfaite pendant le transport, le montage et le démontage.

La machine et les accessoires de levage doivent être conçus et construits de manière à éviter des défaillances dues à la fatigue et à l'usure, compte tenu de l'usage prévu.

Les matériaux employés doivent être choisis en tenant compte des milieux d'utilisation prévus, notamment en ce qui concerne la corrosion, l'abrasion, les chocs, les températures extrêmes, la fatigue, la fragilité et le vieillissement.

4.1.2.5. Accessoires de levage et leurs éléments

Les accessoires de levage et leurs éléments doivent être dimensionnés en tenant compte des phénomènes de fatigue et de vieillissement pour un nombre de cycles de fonctionnement conforme à la durée de vie prévue dans les conditions de service spécifiées pour une application donnée.

Commentaire issu du code du travail français : Décret du 1 août 1965 relatif à la sécurité sur les chantiers : Rapport entre la dimension des poulies et le type de câbles :

- Le diamètre des tambours doit être au moins égal à 20 fois le diamètre du câble.
- Le diamètre des poulies doit être au moins égal à 22 fois le diamètre du câble.

En outre:

- a) le coefficient d'utilisation des ensembles câble métallique et terminaison doit être choisi de manière à garantir un niveau de sécurité adéquat; ce coefficient est, en règle générale, égal à 5. Les câbles ne doivent comporter aucune épissure ou boucle autre que celles de leurs extrémités;
- b) lorsque des chaînes à maillons soudés sont utilisées, elles doivent être du type à maillons courts. Le coefficient d'utilisation des chaînes doit être choisi de manière à garantir un niveau de sécurité adéquat; ce coefficient est, en règle générale, égal à 4;
- c) le coefficient d'utilisation des câbles ou élingues en fibres textiles dépend du matériau, du procédé de fabrication, des dimensions et de l'utilisation. Ce coefficient doit être choisi de manière à garantir un niveau de sécurité adéquat; il est, en règle générale, égal à 7,
- d) le coefficient d'utilisation de tous les composants métalliques d'une élingue, ou utilisés avec une élingue, est choisi de manière à garantir un niveau de sécurité adéquat; ce coefficient est, en règle générale, égal à 4;

à condition qu'il soit démontré que les matériaux utilisés sont de très bonne qualité et que le procédé de fabrication soit approprié à l'usage prévu. Dans le cas contraire, le coefficient est, en règle générale, fixé à un niveau plus élevé afin d'obtenir un niveau de sécurité équivalent.

Ces dispositions sont transcrites en droit français par l'arrêté du 18 décembre 1992

Coefficients d'utilisation

- 4 pour les **chaînes** et les **accessoires métalliques**,
- 5 pour **câbles métalliques** et leurs terminaisons,
- 7 pour les **accessoires textiles**, naturels et synthétiques.

4.2.2. Contrôle des sollicitations

Les machines d'une charge maximale d'utilisation au moins égale à 1 000 kg [...] doivent être équipées de dispositifs avertissant le conducteur et empêchant les mouvements dangereux en cas de surcharge par dépassement de la charge maximale d'utilisation [...]

4.3. INFORMATION ET MARQUAGES

Chaque accessoire de levage doit porter les marques suivantes:

- identification du fabricant ;
- identification de la charge maximale d'utilisation.

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

➤ **marquage «CE».**

Pour les accessoires [...] sur lesquels le marquage est matériellement impossible, les renseignements visés au premier alinéa doivent être donnés sur une plaque ou par d'autres moyens solidement fixés à l'accessoire.

Ces indications doivent être lisibles et placées à un endroit tel qu'elles ne risquent pas de disparaître par usinage, usure, etc., ni de compromettre la résistance de l'accessoire.

4.3.3. Machines de levage

[...] Les machines uniquement destinées au levage d'objets, équipées d'un habitacle qui permet l'accès des personnes, doivent porter une **indication claire et indélébile interdisant le levage de personnes.** Cette indication doit être visible à chacun des emplacements permettant l'accès.

4.4. NOTICE D'INSTRUCTIONS

Chaque accessoire de levage ou chaque lot commercialement indivisible d'accessoires de levage doit être accompagné d'une notice d'instructions donnant au minimum les indications suivantes:

- l'usage prévu ;
- les limites d'emploi ;
- les instructions pour le montage, l'utilisation et l'entretien ;
- le coefficient d'épreuve statique utilisé.

6. EXIGENCES ESSENTIELLES DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ COMPLÉMENTAIRES POUR LES MACHINES PRÉSENTANT DES DANGERS PARTICULIERS DUS AU **LEVAGE DE PERSONNES**

Les machines présentant des dangers dus au levage de personnes doivent **répondre à l'ensemble des exigences essentielles** de santé et de sécurité pertinentes décrites dans la présente partie (voir principes généraux, point 4)

6.1. GÉNÉRALITÉS

6.1.1. Résistance mécanique

L'habitable, y compris les trappes, doit être conçu et construit de façon à offrir l'espace et la résistance correspondant au nombre maximal de personnes pouvant se trouver dans l'habitable et à la charge maximale d'utilisation.

Les coefficients d'utilisation des composants figurant sections 4.1.2.4 et 4.1.2.5 ne sont pas suffisants pour les machines destinées au levage de personnes et doivent, en règle générale, être doublés. La machine destinée au levage de personnes ou de personnes et d'objets doit être équipée d'une suspension ou d'un système de support de l'habitable conçu et construit de manière à assurer un niveau global de sécurité adéquat et à éviter le risque de chute de l'habitable.

Lorsque des câbles ou des chaînes sont utilisés pour suspendre l'habitable, en règle générale, au moins deux câbles ou chaînes indépendants sont requis, chacun disposant de son propre ancrage.

6.1.2. Contrôle des sollicitations pour les machines mues par une énergie autre que la force humaine

Les exigences de la section 4.2.2 [Ndr : détecteur de surcharge et de moment de renversement] s'appliquent quelles que soient les valeurs de la charge maximale d'utilisation et du moment de renversement, à moins que le fabricant puisse démontrer qu'il n'existe pas de risques de surcharge ou de renversement.

6.2. ORGANES DE SERVICE

Lorsque les exigences de sécurité n'imposent pas d'autres solutions, l'habitable doit, en règle générale, être conçu et construit de manière à ce que les personnes s'y trouvant disposent de moyens de commande des mouvements de montée, de descente et, le cas échéant, d'autres déplacements de l'habitable.

Ces organes de service doivent avoir la priorité sur tout autre organe commandant le même mouvement, à l'exception des dispositifs d'arrêt d'urgence. **Les organes de service de ces mouvements doivent nécessiter une action maintenue,** sauf si l'habitable lui-même est complètement clos.

6.3. RISQUES POUR LES PERSONNES SE TROUVANT DANS L'HABITACLE

6.3.1. Risques dus aux déplacements de l'habitable

La machine de levage de personnes doit être conçue, construite ou équipée de façon que les accélérations et décélérations de l'habitable ne créent pas de risques pour les personnes.

6.3.2. Risques de chute des personnes hors de l'habitable

L'habitable ne doit pas s'incliner au point de créer un risque de chute de ses occupants, y compris lorsque la machine et l'habitable sont en mouvement.

Lorsque l'habitable est conçu en tant que poste de travail, il faut en assurer la stabilité et empêcher les mouvements dangereux.

Si les mesures visées section 1.5.15 [Ndr : main courante] ne sont pas suffisantes, **l'habitable doit être équipé de points d'ancrage en nombre adapté au nombre de personnes pouvant se trouver dans l'habitable. Les points d'ancrage doivent être suffisamment résistants pour permettre l'utilisation d'équipements de**

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

protection individuelle destinés à protéger contre les chutes d'une certaine hauteur.

Les trappes dans le plancher ou le plafond ou les portillons latéraux doivent être conçues et construites de manière à empêcher l'ouverture inopinée, et leur sens d'ouverture doit s'opposer au risque de chute en cas d'ouverture inopinée.

6.3.3. Risques dus à la chute d'objets sur l'habitable

Lorsqu'il existe un risque de chute d'objets sur l'habitable mettant en danger les personnes, l'habitable doit être équipé d'un toit de protection.

[...]

6.4.3. Accès à l'habitable

Les protecteurs aux paliers et sur l'habitable doivent être conçus et construits de manière à assurer le transfert en toute sécurité vers et depuis l'habitable, compte tenu de l'ensemble prévisible d'objets et de personnes à lever.

6.5. MARQUAGES

L'habitable doit porter les indications nécessaires pour assurer la sécurité, notamment:

- le nombre de personnes pouvant se trouver dans l'habitable,
- la charge maximale d'utilisation.

ANNEXE IV - Marquage CE

Appareils soumis à la procédure de marquage CE par un organisme notifié au niveau européen, procédure dite « CE de Type » :

17. Appareils de levage de personnes ou de personnes et d'objets, présentant un danger de chute verticale supérieure à 3 mètres.

Les exigences des « Directives Machines » successives ont été retranscrites à plusieurs reprises dans les différentes législations nationales des pays de l'union. En France, ces données sont notamment reprises dans les annexes 1 et 2 prévues par le nouvel article R.4312-1 et R.4312-23 (ex. R 233-84) du code du travail.



*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

Codes de Calculs

I. Eurocode 1

NF EN 1991-1-1 de Mars 2003 « Eurocode 1 - Actions sur les structures - Partie 1-1 : Actions générales — Poids volumiques, poids propres, charges d'exploitation des bâtiments »

[extraits] Valeurs caractéristiques des charges d'exploitation

6.3.1 Bâtiments résidentiels, sociaux, commerciaux ou administratifs

6.3.1.1 Catégories

Tableau 6.1 — Catégories d'usages

Catégorie	Usage spécifique	Exemples
A	Habitation, résidentiel	Pièces des bâtiments et maisons d'habitation ; chambres et salles des hôpitaux ; chambres d'hôtels et de foyers ; cuisines et sanitaires.
B	Bureaux	
C	Lieux de réunion (à l'exception des surfaces des catégories A, B et D)	<p>C1 : Espaces équipés de tables etc., par exemple : écoles, cafés, restaurants, salles de banquet, salles de lecture, salles de réception</p> <p>C2 : Espaces équipés de sièges fixes, par exemple : églises, théâtres ou cinémas, salles de conférence, amphithéâtres, salles de réunion, salles d'attente</p> <p>C3 : Espaces ne présentant pas d'obstacles à la circulation des personnes, par exemple : salles de musée, salles d'exposition etc. et accès des bâtiments publics et administratifs, hôtels, hôpitaux, gares</p> <p>C4 : Espaces permettant des activités physiques, par exemple : dancings, salles de gymnastique, scènes</p> <p>C5 : Espaces susceptibles d'accueillir des foules importantes, par exemple : bâtiments destinés à des événements publics tels que salles de concert, salles de sport y compris tribunes, terrasses et aires d'accès, quais de gare</p>
D	Commerces	<p>D1 : Commerces de détail courants</p> <p>D2 : Grands magasins</p>

Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.

II. Norme NF P 06-111-2

NF P 06-111-2, Annexe nationale à la NF EN 1991-1-1, de Juin 2004 « Eurocode 1 Actions sur les structures - Partie 1-1 : Actions générales - Poids volumiques, poids propres, charges d'exploitation des bâtiments »

Tableau 6.2 (NF) — Charges d'exploitation sur les planchers, balcons et escaliers dans les bâtiments

Catégorie de la surface chargée	Charges réparties q_k [kN/m ²]	Charges ponctuelles Q_k [kN]
Catégorie A :		
— planchers	1,5	2,0
— escaliers	2,5	2,0
— balcons	3,5	2,0
Catégorie B	2,5	4,0
Catégorie C :		
— C1	2,5	3,0
— C2	4,0	4,0
— C3	4,0	4,0
— C4	5,0	7,0
— C5	5,0	4,5
Catégorie D :		
— D1	5,0	5,0
— D2	5,0	7,0

Tableau 6.12 — Charges horizontales sur les murs de séparation et les garde-corps

Aires chargées	Charges réparties sur 1m de garde-corps à 1m de hauteur q_k [kN/m]
Catégorie A	0,6
Catégories B et C1	0,6
Catégories C2 à C4 et D	1
Catégorie C5	3

III. Norme NF P 06-001

Certaines de ces valeurs sont nouvelles dans la mesure où l'ancienne norme française NF P 06-001 de Juin 1986 « Bases de calcul des constructions : Charges d'exploitation des bâtiments » précisait :

Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.

Nature du local	Valeur kN/m ²
1 Hébergement en chambres, salles de jeux et repos des crèches	1,5
2 Hébergement collectif (dortoirs)	2,5
3 Salles de restaurants, cafés, cantines de dimensions réduites (nombre de places assises ≤ 100)	2,5
4 Bureaux proprement dits	2,5
5 Salles de réunion avec tables de travail	2,5
6 Halles diverses (gares, etc.) où le public se déplace	4,0
7 Salles d'exposition de moins de 50 m ² de 50 m ² ou plus ...	2,5 3,5
8 Salles de réunion et lieux de culte avec assistance debout (14)	5,0
9 Salles, tribunes et gradins des lieux de spectacles et de sport avec places debout (14)	6,0
10 Salles de théâtre, salles de conférences, amphithéâtres, tribunes et autres lieux avec sièges — (sans tables ni pupitres) (14)	4,0
11 Cuisines des collectivités, non compris les charges du gros matériel prises en compte indépendamment (15)	2,5
12 Salles de lecture des bibliothèques	4,0
13 Salles de danse (16)	5,0
14 Boutiques et annexes	5,0
15 Garages et parcs de stationnement de voitures légères, à l'exclusion des ateliers d'entretien et de réparation	2,5
16 Circulations intérieures des bâtiments. La valeur ne sera pas inférieure à celle des locaux desservis. Elle doit être accrue jusqu'à 5 kN/m ² lorsqu'une accumulation statique d'un grand nombre de personnes y est normalement prévisible (17).	
17 Balcons. La charge surfacique sur les balcons ne sera pas inférieure à	3,5
Elle doit être accrue jusqu'à : lorsqu'une accumulation de personnes est possible (cas de bâtiments recevant du public et précisée dans le DPM).	6,0
18 Loggias. Prendre comme charge celle des locaux contigus.	

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

Code du Travail

I. Table des matières

Site web de référence : <http://www.legifrance.gouv.fr>

Site web de référence : <http://www.lexinter.net/Legislation5/JURISOC2/sommaire.htm>

I.1. Code du Travail (partie législative)

I.1.1. première partie les relations individuelles de travail

I.1.2. deuxième partie les relations collectives de travail

I.1.3. troisième partie durée du travail salaire intéressement participation et épargne salariale

I.1.4. quatrième partie santé et sécurité au travail

I.1.4.1. LIVRE Ier : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

I.1.4.1.1. TITRE Ier : CHAMP ET DISPOSITIONS D'APPLICATION

Chapitre unique

Section 1 : Champ d'application. (Articles L4111-1 à L4111-5)

Section 2 : Dispositions d'application. (Article L4111-6)

I.1.4.1.2. TITRE II : PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

Chapitre Ier : Obligations de l'employeur. (Articles L4121-1 à L4121-5)

Chapitre II : Obligations des travailleurs. (Articles L4122-1 à L4122-2)

TITRE III : DROITS D'ALERTE ET DE RETRAIT

Chapitre Ier : Principes. (Articles L4131-1 à L4131-4)

Chapitre II : Conditions d'exercice des droits d'alerte et de retrait. (Articles L4132-1 à L4132-5)

I.1.4.1.3. TITRE IV : INFORMATION ET FORMATION DES TRAVAILLEURS

Chapitre Ier : Obligation générale d'information et de formation. (Articles L4141-1 à L4141-4)

Chapitre II : Formations et mesures d'adaptation particulières. (Articles L4142-1 à L4142-4)

Chapitre III : Consultation des représentants du personnel. (Article L4143-1)

I.1.4.1.4. TITRE V : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À CERTAINES CATÉGORIES DE TRAVAILLEURS

Chapitre Ier : Champ d'application. (Article L4151-1)

Chapitre II : Femmes enceintes, venant d'accoucher ou allaitant. (Articles L4152-1 à L4152-2)

Chapitre III : Jeunes travailleurs

Section 1 : Age d'admission. (Articles L4153-1 à L4153-7)

Section 2 : Travaux interdits. (Article L4153-8)

Section 3 : Travaux réglementés. (Article L4153-9)

Chapitre IV : Salariés titulaires d'un contrat de travail à durée déterminée et salariés temporaires

Section 1 : Travaux interdits. (Article L4154-1)

Section 2 : Obligations particulières d'information et de formation. (Articles L4154-2 à L4154-4)

I.1.4.2. LIVRE II : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX LIEUX DE TRAVAIL

I.1.4.2.1. TITRE Ier : OBLIGATIONS DU MAÎTRE D'OUVRAGE POUR LA CONCEPTION DES LIEUX DE TRAVAIL

Chapitre Ier : Principes généraux. (Articles L4211-1 à L4211-2)

Chapitre II : Aération et assainissement.

Chapitre III : Éclairage, insonorisation et ambiance thermique.

Chapitre IV : Sécurité des lieux de travail.

Chapitre V : Installations électriques.

Chapitre VI : Risques d'incendies et d'explosions et évacuation.

Chapitre VII : Installations sanitaires, restauration.

I.1.4.2.2. TITRE II : OBLIGATIONS DE L'EMPLOYEUR POUR L'UTILISATION DES LIEUX DE TRAVAIL

Chapitre Ier : Principes généraux. (Article L4221-1)

Chapitre II : Aération, assainissement.

Chapitre III : Éclairage, ambiance thermique.

Chapitre IV : Sécurité des lieux de travail.

Chapitre V : Aménagement des postes de travail.

Chapitre VI : Installations électriques.

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

Chapitre VII : Risques d'incendies et d'explosions et évacuation.
Chapitre VIII : Installations sanitaires, restauration et hébergement.

I.1.4.3. LIVRE III : ÉQUIPEMENTS DE TRAVAIL ET MOYENS DE PROTECTION

I.1.4.3.1. TITRE Ier : CONCEPTION ET MISE SUR LE MARCHÉ DES ÉQUIPEMENTS DE TRAVAIL ET DES MOYENS DE PROTECTION

Chapitre Ier : Règles générales
Section 1 : Principes. (Articles L4311-1 à L4311-6)
Section 2 : Dispositions d'application. (Article L4311-7)
Chapitre II : Règles techniques de conception.
Chapitre III : Procédures de certification de conformité. (Article L4313-1)
Chapitre IV : Procédure de sauvegarde. (Article L4314-1)

I.1.4.3.2. TITRE II : UTILISATION DES ÉQUIPEMENTS DE TRAVAIL ET DES MOYENS DE PROTECTION

Chapitre Ier : Règles générales
Section 1 : Principes. (Articles L4321-1 à L4321-3)
Section 2 : Dispositions d'application. (Articles L4321-4 à L4321-5)
Chapitre II : Maintien en état de conformité.
Chapitre III : Mesures d'organisation et conditions d'utilisation des équipements de travail et des équipements de protection individuelle.
Chapitre IV : Utilisation des équipements de travail non soumis à des règles de conception lors de leur première mise sur le marché.

I.1.4.4. LIVRE IV : PRÉVENTION DE CERTAINS RISQUES D'EXPOSITION

I.1.4.4.1. TITRE Ier : RISQUES CHIMIQUES

Chapitre Ier : Mise sur le marché des substances et préparations
Section 1 : Mesures générales et dispositions d'application. (Articles L4411-1 à L4411-2)
Section 2 : Fabrication, importation et vente
Sous-section 1 : Déclaration des substances et préparations
Paragraphe 1 : Mise sur le marché. (Article L4411-3)
Paragraphe 2 : Information des autorités. (Article L4411-4)
Paragraphe 3 : Exceptions. (Article L4411-5)
Sous-section 2 : Protection des utilisateurs et acheteurs
Paragraphe 1 : Information des utilisateurs. (Article L4411-6)
Paragraphe 2 : Résolution de la vente. (Article L4411-7)
Chapitre II : Mesures de prévention des risques chimiques (Article L4412-1)
Chapitre III : Risques d'exposition aux agents cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction.
Chapitre IV : Risques d'exposition à l'amiante.
Chapitre V : Règles particulières à certains agents chimiques dangereux.

I.1.4.4.2. TITRE II : PRÉVENTION DES RISQUES BIOLOGIQUES

Chapitre Ier : Dispositions générales. (Article L4421-1)
Chapitre II : Principes de prévention.
Chapitre III : Évaluation des risques.
Chapitre IV : Mesures et moyens de prévention.
Chapitre V : Information et formation des travailleurs.
Chapitre VI : Surveillance médicale.
Chapitre VII : Déclaration administrative.

I.1.4.4.3. TITRE III : PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPOSITION AU BRUIT

Chapitre Ier : Dispositions générales. (Article L4431-1)
Chapitre II : Principes de prévention.
Chapitre III : Évaluation des risques.
Chapitre IV : Mesures et moyens de prévention.
Chapitre V : Surveillance médicale.
Chapitre VI : Information et formation des travailleurs.
Chapitre VII : Dérogations.

I.1.4.4.4. TITRE IV : PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPOSITION AUX VIBRATIONS MÉCANIQUES

Chapitre Ier : Dispositions générales. (Article L4441-1)
Chapitre II : Principes de prévention.
Chapitre III : Valeurs limites d'exposition.
Chapitre IV : Évaluation des risques.
Chapitre V : Mesures et moyens de prévention.
Chapitre VI : Surveillance médicale.
Chapitre VII : Information et formation des travailleurs.

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

I.1.4.4.5. TITRE V : PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPOSITION AUX RAYONNEMENTS

Chapitre Ier : Prévention des risques d'exposition aux rayonnements ionisants. (Articles L4451-1 à L4451-2)

Chapitre II : Prévention des risques d'exposition aux rayonnements optiques artificiels.

Chapitre III : Prévention des risques d'exposition aux champs électromagnétiques.

I.1.4.4.6. TITRE VI : AUTRES RISQUES

Chapitre Ier : Prévention des risques en milieu hyperbare.

I.1.4.5. LIVRE V : PRÉVENTION DES RISQUES LIÉS À CERTAINES ACTIVITÉS OU OPÉRATIONS

I.1.4.5.1. TITRE Ier : TRAVAUX RÉALISÉS DANS UN ÉTABLISSEMENT PAR UNE ENTREPRISE EXTÉRIEURE

Chapitre Ier : Dispositions générales. (Article L4511-1)

Chapitre II : Mesures préalables à l'exécution d'une opération.

Chapitre III : Mesures à prendre pendant l'exécution des opérations.

Chapitre IV : Rôle des institutions représentatives du personnel.

Chapitre V : Dispositions particulières aux opérations de chargement et de déchargement.

I.1.4.5.2. TITRE II : INSTALLATIONS NUCLÉAIRES DE BASE ET INSTALLATIONS SUSCEPTIBLES DE DONNER LIEU À DES SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

Chapitre Ier : Champ d'application. (Article L4521-1)

Chapitre II : Coordination de la prévention. (Articles L4522-1 à L4522-2)

Chapitre III : Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail

Section 1 : Attributions particulières. (Articles L4523-1 à L4523-5)

Section 2 : Composition. (Article L4523-6)

Section 3 : Fonctionnement. (Articles L4523-7 à L4523-9)

Section 4 : Formation des représentants. (Article L4523-10)

Section 5 : Comité élargi. (Articles L4523-11 à L4523-17)

Chapitre IV : Comité interentreprises de santé et de sécurité au travail. (Article L4524-1)

Chapitre V : Dispositions particulières en matière d'incendie et de secours. (Article L4525-1)

Chapitre VI : Dispositions particulières en cas de danger grave et imminent et droit de retrait. (Article L4526-1)

I.1.4.5.3. TITRE III : BÂTIMENT ET GÉNIE CIVIL

Chapitre Ier : Principes de prévention. (Articles L4531-1 à L4531-3)

Chapitre II : Coordination lors des opérations de bâtiment et de génie civil

Section 1 : Déclaration préalable. (Article L4532-1)

Section 2 : Mission de coordination et coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé. (Articles L4532-2 à L4532-7)

Section 3 : Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé. (Article L4532-8)

Section 4 : Plan particulier de sécurité et de protection de la santé. (Article L4532-9)

Section 5 : Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail. (Articles L4532-10 à L4532-15)

Section 6 : Interventions ultérieures sur l'ouvrage. (Article L4532-16)

Section 7 : Travaux d'extrême urgence. (Article L4532-17)

Section 8 : Dispositions d'application. (Article L4532-18)

Chapitre III : Prescriptions techniques applicables avant l'exécution des travaux.

Chapitre IV : Prescriptions techniques de protection durant l'exécution des travaux.

Chapitre V : Dispositions applicables aux travailleurs indépendants. (Article L4535-1)

I.1.4.5.4. TITRE IV : AUTRES ACTIVITÉS ET OPÉRATIONS

Chapitre Ier : Manutention des charges. (Article L4541-1)

Chapitre II : Utilisation d'écrans de visualisation.

Chapitre III : Interventions sur les équipements élévateurs et installés à demeure.

Chapitre IV : Opérations sur les installations électriques et dans leur voisinage.

Chapitre V : Surveillance médicale.

I.1.4.6. LIVRE VI : INSTITUTIONS ET ORGANISMES DE PRÉVENTION

I.1.4.6.1. TITRE Ier : COMITÉ D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Chapitre Ier : Règles générales

Section 1 : Conditions de mise en place. (Articles L4611-1 à L4611-7)

Section 2 : Dispositions d'application. (Article L4611-8)

Chapitre II : Attributions

Section 1 : Missions. (Articles L4612-1 à L4612-7)

Section 2 : Consultations obligatoires. (Articles L4612-8 à L4612-15)

Section 3 : Rapport et programme annuels. (Articles L4612-16 à L4612-18)

Chapitre III : Composition et désignation. (Articles L4613-1 à L4613-4)

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

Chapitre IV : Fonctionnement

Section 1 : Présidence et modalités de délibération. (Articles L4614-1 à L4614-2)

Section 2 : Heures de délégation. (Articles L4614-3 à L4614-6)

Section 3 : Réunions. (Articles L4614-7 à L4614-11)

Section 4 : Recours à un expert. (Articles L4614-12 à L4614-13)

Section 5 : Formation. (Articles L4614-14 à L4614-16)

Chapitre V : Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail dans certains établissements de santé, sociaux et médico-sociaux.

I.1.4.6.2. TITRE II : SERVICES DE SANTÉ AU TRAVAIL

Chapitre Ier : Champ d'application. (Article L4621-1)

Chapitre II : Missions et organisation

Section 1 : Principes. (Articles L4622-1 à L4622-6)

Section 2 : Services de santé au travail interentreprises. (Article L4622-7)

Section 3 : Dispositions d'application. (Article L4622-8)

Chapitre III : Personnels concourant aux services de santé au travail

Section unique : Médecin du travail

Sous-section 1 : Recrutement et conditions d'exercice. (Articles L4623-1 à L4623-3)

Sous-section 2 : Protection. (Articles L4623-4 à L4623-7)

Chapitre IV : Actions du médecin du travail. (Article L4624-1)

Chapitre V : Surveillance médicale des salariés temporaires.

Chapitre VI : Services de santé au travail des établissements de santé, sociaux et médico-sociaux.

I.1.4.6.3. TITRE III : SERVICE SOCIAL DU TRAVAIL

Chapitre Ier : Mise en place et missions. (Articles L4631-1 à L4631-2)

Chapitre II : Organisation et fonctionnement.

I.1.4.6.4. TITRE IV : INSTITUTIONS CONCOURANT À L'ORGANISATION DE LA PRÉVENTION

Chapitre Ier : Conseil supérieur et comités régionaux de la prévention des risques professionnels.

Chapitre II : Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail

Section 1 : Missions. (Article L4642-1)

Section 2 : Composition. (Article L4642-2)

Section 3 : Dispositions d'application. (Article L4642-3)

Chapitre III : Organismes et commissions de santé et de sécurité

Section 1 : Organismes professionnels de santé, de sécurité et des conditions de travail. (Articles L4643-1 à L4643-3)

Section 2 : Commissions de santé et de sécurité. (Article L4643-4)

I.1.4.7. LIVRE VII : CONTRÔLE

I.1.4.7.1. TITRE Ier : DOCUMENTS ET AFFICHAGES OBLIGATOIRES

Chapitre unique. (Articles L4711-1 à L4711-5)

I.1.4.7.2. TITRE II : MISES EN DEMEURE ET DEMANDES DE VÉRIFICATIONS

Chapitre Ier : Mises en demeure

Section 1 : Mises en demeure du directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. (Articles L4721-1 à L4721-3)

Section 2 : Mises en demeure de l'inspecteur du travail et du contrôleur du travail

Sous-section 1 : Mise en demeure préalable au procès-verbal. (Articles L4721-4 à L4721-7)

Sous-section 2 : Mise en demeure préalable à l'arrêt temporaire d'activité. (Article L4721-8)

Chapitre II : Demandes de vérifications, d'analyses et de mesures. (Articles L4722-1 à L4722-2)

Chapitre III : Recours. (Articles L4723-1 à L4723-2)

Chapitre IV : Organismes de mesures et de vérifications.

I.1.4.7.3. TITRE III : MESURES ET PROCÉDURES D'URGENCE

Chapitre Ier : Arrêts temporaires de travaux ou d'activité. (Articles L4731-1 à L4731-6)

Chapitre II : Procédures de référé. (Articles L4732-1 à L4732-4)

I.1.4.7.4. TITRE IV : DISPOSITIONS PÉNALES

Chapitre Ier : Infractions aux règles de santé et de sécurité

Section 1 : Infractions commises par l'employeur ou son représentant. (Articles L4741-1 à L4741-8)

Section 2 : Infractions commises par une personne autre que l'employeur ou son représentant. (Articles L4741-9 à L4741-10)

Section 3 : Dispositions particulières aux personnes morales. (Articles L4741-11 à L4741-14)

Chapitre II : Infractions aux règles de représentation des salariés. (Article L4742-1)

Chapitre III : Infractions aux règles concernant le travail des jeunes et des femmes enceintes, venant d'accoucher ou allaitant. (Articles L4743-1 à L4743-2)

Chapitre IV : Opérations de bâtiment et de génie civil. (Articles L4744-1 à L4744-7)

Chapitre V : Infractions aux règles relatives à la médecine du travail. (Article L4745-1)

Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.

I.1.5. cinquième partie l'emploi

I.1.6. sixième partie la formation professionnelle tout au long de la vie

I.1.7. septième partie dispositions particulières à certaines professions et activités

I.1.8. huitième partie contrôle de l'application de la législation du travail

I.2. Code du Travail (partie réglementaire)

I.2.1. première partie les relations individuelles de travail

I.2.2. deuxième partie les relations collectives de travail

I.2.3. troisième partie durée du travail, salaire, intéressement, participation et épargne salariale

I.2.4. quatrième partie santé et sécurité au travail

I.2.4.1. LIVRE Ier : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

I.2.4.1.1. TITRE Ier : CHAMP ET DISPOSITIONS D'APPLICATION

Le présent titre ne comprend pas de dispositions réglementaires.

I.2.4.1.2. TITRE II : PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

Chapitre Ier : Obligations de l'employeur (Articles R4121-1 à R4121-4)

Chapitre II : Obligations des travailleurs

I.2.4.1.3. TITRE III : DROITS D'ALERTE ET DE RETRAIT

Chapitre Ier : Principes

Chapitre II : Conditions d'exercice des droits d'alerte et de retrait (Articles D4132-1 à D4132-2)

I.2.4.1.4. TITRE IV : INFORMATION ET FORMATION DES TRAVAILLEURS

Chapitre Ier : Obligation générale d'information et de formation

Section 1 : Objet et organisation de l'information et de la formation à la sécurité (Articles R4141-1 à R4141-10)

Section 2 : Conditions de circulation (Articles R4141-11 à R4141-12)

Section 3 : Conditions d'exécution du travail (Articles R4141-13 à R4141-16)

Section 4 : Conduite à tenir en cas d'accident ou de sinistre (Articles R4141-17 à R4141-20)

Chapitre II : Formations et mesures d'adaptation particulières

Chapitre III : Consultation des représentants du personnel (Articles R4143-1 à R4143-2)

I.2.4.1.5. TITRE V : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À CERTAINES CATÉGORIES DE TRAVAILLEURS

Chapitre Ier : Champ d'application

Chapitre II : Femmes enceintes, venant d'accoucher ou allaitant

Section 1 : Dispositions générales (Articles R4152-1 à R4152-2)

Section 2 : Travaux exposant à des agents biologiques (Article D4152-3)

Section 3 : Travaux exposant aux rayonnements ionisants (Articles D4152-4 à D4152-7)

Section 4 : Utilisation d'équipements de travail (Article D4152-8)

Section 5 : Travaux exposant aux agents chimiques dangereux (Articles D4152-9 à D4152-11)

Section 6 : Manutention des charges (Article D4152-12)

Section 7 : Local dédié à l'allaitement (Articles R4152-13 à R4152-28)

Chapitre III : Jeunes travailleurs

Section 1 : Âge d'admission

Sous-section 1 : Emploi pendant les vacances scolaires (Articles D4153-1 à D4153-7)

Sous-section 2 : Agrément des débits de boisson (Articles R4153-8 à R4153-12)

Sous-section 3 : Contrôle (Article D4153-13)

Sous-section 4 : Décision de renvoi par l'inspecteur du travail (Article D4153-14)

Section 2 : Travaux interdits

Sous-section 1 : Travaux portant atteinte aux bonnes mœurs et à la moralité (Articles D4153-15 à D4153-16)

Sous-section 2 : Travaux à l'extérieur (Articles D4153-17 à D4153-19)

Sous-section 3 : Utilisation d'équipements de travail (Articles D4153-20 à D4153-24)

Sous-section 4 : Travaux exposant à des agents chimiques dangereux (Articles D4153-25 à D4153-28)

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

Sous-section 5 : Travaux exposant à un risque électrique (Article D4153-29)
 Sous-section 6 : Travaux avec des appareils à pression et travaux en milieu hyperbare (Articles D4153-30 à D4153-32)
 Sous-section 7 : Travaux exposant aux rayonnements ionisants (Articles D4153-33 à D4153-34)
 Sous-section 8 : Travaux au contact d'animaux (Article D4153-35)
 Sous-section 9 : Travaux du bâtiment et travaux publics (Article D4153-36)
 Sous-section 10 : Travail du verre (Article D4153-37)
 Sous-section 11 : Travaux au contact du métal en fusion (Article D4153-38)
 Sous-section 12 : Manutention des charges (Articles D4153-39 à D4153-40)
 Section 3 : Travaux réglementés
 Sous-section 1 : Dérogations accordées pour les élèves et apprentis (Articles D4153-41 à D4153-47)
 Sous-section 2 : Autres dérogations (Articles D4153-48 à D4153-49)
 Chapitre IV : Salariés titulaires d'un contrat de travail à durée déterminée et salariés temporaires
 Section 1 : Travaux interdits (Article D4154-1)
 Section 2 : Dérogations (Articles D4154-2 à D4154-6)

I.2.4.2. LIVRE II : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX LIEUX DE TRAVAIL

I.2.4.2.1. TITRE Ier : OBLIGATIONS DU MAÎTRE D'OUVRAGE POUR LA CONCEPTION DES LIEUX DE TRAVAIL

Chapitre Ier : Principes généraux
 Section 1 : Champ d'application et définitions (Articles R4211-1 à R4211-2)
 Section 2 : Dossier de maintenance (Articles R4211-3 à R4211-5)
 Chapitre II : Aération et assainissement (Articles R4212-1 à R4212-7)
 Chapitre III : Éclairage, insonorisation et ambiance thermique
 Section 1 : Éclairage (Articles R4213-1 à R4213-4)
 Section 2 : Insonorisation (Articles R4213-5 à R4213-6)
 Section 3 : Ambiance thermique (Articles R4213-7 à R4213-9)
 Chapitre IV : Sécurité des lieux de travail
 Section 1 : Caractéristiques des bâtiments (Articles R4214-1 à R4214-8)
 Section 2 : Voies de circulation et accès (Articles R4214-9 à R4214-17)
 Section 3 : Quais et rampes de chargement (Articles R4214-18 à R4214-21)
 Section 4 : Aménagement des lieux et postes de travail (Articles R4214-22 à R4214-25)
 Section 5 : Accessibilité et aménagement des postes de travail des travailleurs handicapés (Articles R4214-26 à R4214-28)
 Chapitre V : Installations électriques (Articles R4215-1 à R4215-3)
 Chapitre VI : Risques d'incendies et d'explosions et évacuation
 Section 1 : Dispositions générales (Articles R4216-1 à R4216-4)
 Section 2 : Dégagements (Articles R4216-5 à R4216-12)
 Section 3 : Désenfumage (Articles R4216-13 à R4216-16)
 Section 4 : Chauffage des locaux (Articles R4216-17 à R4216-20)
 Section 5 : Stockage ou manipulation de matières inflammables (Articles R4216-21 à R4216-23)
 Section 6 : Bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de huit mètres du sol (Articles R4216-24 à R4216-29)
 Section 7 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie (Article R4216-30)
 Section 8 : Prévention des explosions (Article R4216-31)
 Section 9 : Dispenses de l'autorité administrative (Articles R4216-32 à R4216-34)
 Chapitre VII : Installations sanitaires, restauration (Articles R4217-1 à R4217-2)

I.2.4.2.2. TITRE II : OBLIGATIONS DE L'EMPLOYEUR POUR L'UTILISATION DES LIEUX DE TRAVAIL

Chapitre Ier : Dispositions générales (Article R4221-1)
 Chapitre II : Aération, assainissement
 Section 1 : Principes et définitions (Articles R4222-1 à R4222-3)
 Section 2 : Locaux à pollution non spécifique (Articles R4222-4 à R4222-9)
 Section 3 : Locaux à pollution spécifique (Articles R4222-10 à R4222-17)
 Section 4 : Pollution par les eaux usées (Articles R4222-18 à R4222-19)
 Section 5 : Contrôle et maintenance des installations (Articles R4222-20 à R4222-22)
 Section 6 : Travaux en espace confiné (Articles R4222-23 à R4222-24)
 Section 7 : Protection individuelle (Articles R4222-25 à R4222-26)
 Chapitre III : Éclairage, ambiance thermique
 Section 1 : Éclairage (Articles R4223-1 à R4223-12)
 Section 2 : Ambiance thermique (Articles R4223-13 à R4223-15)
 Chapitre IV : Sécurité des lieux de travail

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
 Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

Section 1 : Caractéristiques des lieux de travail (Articles R4224-1 à R4224-8)
 Section 2 : Portes et portails (Articles R4224-9 à R4224-13)
 Section 3 : Matériel de premier secours et secouriste (Articles R4224-14 à R4224-16)
 Section 4 : Maintenance, entretien et vérifications (Articles R4224-17 à R4224-19)
 Section 5 : Signalisation et matérialisation relatives à la santé et à la sécurité (Articles R4224-20 à R4224-24)
 Chapitre V : Aménagement des postes de travail
 Section 1 : Postes de travail extérieurs (Article R4225-1)
 Section 2 : Confort au poste de travail
 Sous-section 1 : Mise à disposition de boissons (Articles R4225-2 à R4225-4)
 Sous-section 2 : Mise à disposition de sièges (Article R4225-5)
 Section 3 : Travailleurs handicapés (Articles R4225-6 à R4225-7)
 Chapitre VI : Installations électriques
 Chapitre VII : Risques d'incendies et d'explosions et évacuation
 Section 1 : Champ d'application (Articles R4227-1 à R4227-3)
 Section 2 : Dégagements (Articles R4227-4 à R4227-14)
 Section 3 : Chauffage des locaux (Articles R4227-15 à R4227-20)
 Section 4 : Emploi et stockage de matières explosives et inflammables (Articles R4227-21 à R4227-27)
 Section 5 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie
 Sous-section 1 : Moyens d'extinction (Articles R4227-28 à R4227-33)
 Sous-section 2 : Systèmes d'alarme (Articles R4227-34 à R4227-36)
 Sous-section 3 : Consigne de sécurité incendie (Articles R4227-37 à R4227-41)
 Section 6 : Prévention des explosions (Articles R4227-42 à R4227-54)
 Section 7 : Dispenses partielles accordées par l'autorité administrative (Articles R4227-55 à R4227-57)
 Chapitre VIII : Installations sanitaires, restauration et hébergement
 Section 1 : Installations sanitaires
 Sous-section 1 : Dispositions générales (Article R4228-1)
 Sous-section 2 : Vestiaires collectifs (Articles R4228-2 à R4228-6)
 Sous-section 3 : Lavabos et douches (Articles R4228-7 à R4228-9)
 Sous-section 4 : Cabinets d'aisance (Articles R4228-10 à R4228-15)
 Sous-section 5 : Dispenses accordées par l'inspecteur du travail (Articles R4228-16 à R4228-18)
 Section 2 : Restauration et repos (Articles R4228-19 à R4228-25)
 Section 3 : Hébergement (Articles R4228-26 à R4228-37)

I.2.4.3. LIVRE III : ÉQUIPEMENTS DE TRAVAIL ET MOYENS DE PROTECTION

I.2.4.3.1. TITRE Ier : CONCEPTION ET MISE SUR LE MARCHÉ DES ÉQUIPEMENTS DE TRAVAIL ET DES MOYENS DE PROTECTION

Chapitre Ier : Règles générales
 Section 1 : Définitions et champs d'application.
 Sous-section 1 : Dispositions communes (Articles R4311-1 à R4311-3)
 Sous-section 2 : Équipements de travail visés. (Articles R4311-4 à R4311-8)
 Sous-section 3 : Moyens de protection visés
 Paragraphe 1 : Composants de sécurité (Articles R4311-9 à R4311-11)
 Paragraphe 2 : Équipements de protection individuelle (Articles R4311-12 à R4311-15)
 Section 2 : Dispositions d'application (Article R4311-16)
 Chapitre II : Règles techniques de conception
 Section 1 : Équipements de travail et composants de sécurité
 Sous-section 1 : Équipements neufs ou considérés comme neufs
 Paragraphe 1 : Machines, accessoires de levage, composants d'accessoires de levage, chaînes, câbles, sangles de levage et composants de sécurité (Articles R4312-1 à R4312-2)
 Paragraphe 2 : Cabines de projection par pulvérisation, cabines et enceintes de séchage de peintures liquides, de vernis, de poudres ou de fibres sèches et cabines mixtes (Articles R4312-3 à R4312-18)
 Sous-section 2 : Équipements d'occasion (Articles R4312-19 à R4312-22)
 Section 2 : Équipements de protection individuelle
 Sous-section 1 : Équipements neufs ou considérés comme neufs (Article R4312-23)
 Sous-section 2 : Équipements d'occasion (Articles R4312-24 à R4312-26)
 Chapitre III : Procédures de certification de conformité
 Section 1 : Typologie des procédures de certification des équipements de travail et moyens de protection neufs ou considérés comme neufs
 Sous-section 1 : Catégories de certification (Article R4313-1)

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
 Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

Sous-section 2 : Autocertification CE (Articles R4313-2 à R4313-4)
 Sous-section 3 : Procédure d'examen CE de type (Articles R4313-5 à R4313-20)
 Sous-section 4 : Procédure d'examen CE de type simplifiée (Articles R4313-21 à R4313-26)
 Sous-section 5 : Procédure d'examen CE de type applicable à certains équipements de protection individuelle
 Paragraphe 1 : Choix d'un système qualité (Article R4313-27)
 Paragraphe 2 : Système de garantie de qualité CE (Articles R4313-28 à R4313-32)
 Paragraphe 3 : Système d'assurance qualité CE de la production avec surveillance (Articles R4313-33 à R4313-46)
 Sous-section 6 : Dispositions communes (Article R4313-47)
 Section 2 : Procédure de certification applicable à chaque catégorie d'équipement de travail ou de moyen de protection neuf ou considéré comme neuf
 Sous-section 1 : Machines (Articles R4313-48 à R4313-50)
 Sous-section 2 : Accessoire de levage et composants d'accessoires de levage (Article R4313-51)
 Sous-section 3 : Composants de sécurité (Articles R4313-52 à R4313-53)
 Sous-section 4 : Équipements de protection individuelle (Articles R4313-54 à R4313-56)
 Section 3 : Certification des équipements de travail et moyens de protection d'occasion (Article R4313-57)
 Section 4 : Formalités obligatoires préalables à la mise sur le marché
 Sous-section 1 : Equipements de travail et moyens de protection neufs ou considérés comme neufs (Articles R4313-59 à R4313-65)
 Sous-section 2 : Equipements de travail et moyens de protection d'occasion (Articles R4313-66 à R4313-67)
 Section 5 : Interdictions (Articles R4313-68 à R4313-70)
 Section 6 : Organismes habilités (Articles R4313-71 à R4313-80)
 Section 7 : Communications à l'autorité administrative et mesures de contrôle (Articles R4313-81 à R4313-86)
 Chapitre IV : Procédure de sauvegarde (Articles R4314-1 à Annexe II à l'article R4312-23)

1.2.4.3.2. TITRE II : UTILISATION DES ÉQUIPEMENTS DE TRAVAIL ET DES MOYENS DE PROTECTION

Chapitre Ier : Règles générales
 Section 1 : Principes (Articles R4321-1 à R4321-5)
 Section 2 : Conventions conclues avec les organisations professionnelles (Article R4321-6)
 Chapitre II : Maintien en état de conformité (Articles R4322-1 à R4322-3)
 Chapitre III : Mesures d'organisation et conditions d'utilisation des équipements de travail et des équipements de protection individuelle
 Section 1 : Information et formation des travailleurs (Articles R4323-1 à R4323-5)
 Section 2 : Installation des équipements de travail (Articles R4323-6 à R4323-13)
 Section 3 : Utilisation et maintenance des équipements de travail (Articles R4323-14 à R4323-21)
 Section 4 : Vérifications des équipements de travail
 Sous-section 1 : Vérification initiale (Article R4323-22)
 Sous-section 2 : Vérifications périodiques (Articles R4323-23 à R4323-27)
 Sous-section 3 : Vérification lors de la remise en service (Article R4323-28)
 Section 5 : Dispositions particulières applicables aux équipements de travail servant au levage de charges (Articles R4323-29 à R4323-49)
 Section 6 : Dispositions particulières applicables aux équipements de travail mobiles (Articles R4323-50 à R4323-54)
 Section 7 : Autorisation de conduite pour l'utilisation de certains équipements de travail mobiles ou servant au levage de charges (Articles R4323-55 à R4323-57)
 Section 8 : Dispositions particulières applicables à l'exécution de travaux temporaires en hauteur et à certains équipements de travail utilisés à cette fin
 Sous-section 1 : Travaux réalisés à partir d'un plan de travail (Articles R4323-58 à R4323-61)
 Sous-section 2 : Travaux réalisés au moyen d'équipements de travail (Articles R4323-62 à R4323-64)
 Sous-section 3 : Conditions générales de travail, d'accès et de circulation en hauteur (Articles R4323-65 à R4323-68)
 Sous-section 4 : Caractéristiques et conditions particulières d'utilisation des différents catégories d'équipements de travail
 Paragraphe 1 : Échafaudages (Articles R4323-69 à R4323-80)
 Paragraphe 2 : Échelles, escabeaux et marchepieds (Articles R4323-81 à R4323-88)
 Paragraphe 3 : Cordes (Articles R4323-89 à R4323-90)
 Section 9 : Dispositions particulières pour l'utilisation des équipements de protection individuelle
 Sous-section 1 : Caractéristiques des équipements et conditions d'utilisation (Articles R4323-91 à R4323-98)

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
 Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

Sous-section 2 : Vérifications périodiques (Articles R4323-99 à R4323-103)
 Sous-section 3 : Information et formation des travailleurs (Articles R4323-104 à R4323-106)
 Chapitre IV : Utilisation des équipements de travail non soumis à des règles de conception lors de leur première mise sur le marché
 Section 1 : Prescriptions techniques communes
 Sous-section 1 : Protecteurs et dispositifs de protection (Articles R4324-1 à R4324-7)
 Sous-section 2 : Organes de service de mise en marche et d'arrêt (Articles R4324-8 à R4324-15)
 Sous-section 3 : Dispositifs d'alerte et de signalisation (Articles R4324-16 à R4324-17)
 Sous-section 4 : Isolation et dissipation des énergies (Articles R4324-18 à R4324-20)
 Sous-section 5 : Risques électrique et d'incendie (Articles R4324-21 à R4324-22)
 Sous-section 6 : Éclairage (Article R4324-23)
 Section 2 : Prescriptions complémentaires pour le levage de charges et le levage et le déplacement des travailleurs
 Sous-section 1 : Levage des charges (Articles R4324-24 à R4324-28)
 Sous-section 2 : Levage et déplacement des travailleurs (Article R4324-29)
 Section 3 : Prescriptions complémentaires pour les équipements de travail mobiles (Articles R4324-30 à R4324-45)

I.2.4.4. LIVRE IV : PRÉVENTION DE CERTAINS RISQUES D'EXPOSITION

I.2.4.4.1. TITRE Ier : RISQUES CHIMIQUES

Chapitre Ier : Mise sur le marché des substances et préparations
 Section 1 : Dispositions générales (Articles R4411-1 à R4411-2)
 Section 2 : Définitions et principes de classement (Articles R4411-3 à R4411-6)
 Section 3 : Fabrication, importation et vente
 Sous-section 3 : Information des autorités pour la prévention des risques
 Paragraphe 1 : Dispositions communes (Articles R4411-42 à R4411-49)
 Paragraphe 2 : Préparations très toxiques, toxiques ou corrosives. (Articles R4411-50 à R4411-53)
 Paragraphe 3 : Substances mises sur le marché sous un nom commercial et préparations dangereuses autres que très toxiques, toxiques ou corrosives (Article R4411-54)
 Sous-section 4 : Protection des secrets industriels et commerciaux (Articles R4411-56 à R4411-65)
 Section 4 : Protection des utilisateurs et acheteurs
 Sous-section 1 : Étiquetage et emballage (Articles R4411-69 à R4411-72)
 Sous-section 2 : Fiche de données de sécurité (Article R4411-73)
 Sous-section 3 : Utilisation de dénominations de remplacement (Articles R4411-74 à R4411-82)
 Sous-section 4 : Dispositions d'urgence (Articles R4411-83 à R4411-84)
 Chapitre II : Mesures de prévention des risques chimiques
 Section 1 : Dispositions applicables aux agents chimiques dangereux
 Sous-section 1 : Champ d'application et définitions (Articles R4412-1 à R4412-4)
 Sous-section 2 : Évaluation des risques (Articles R4412-5 à R4412-10)
 Sous-section 3 : Mesures et moyens de prévention (Articles R4412-11 à R4412-22)
 Sous-section 4 : Vérifications des installations et appareils de protection collective (Articles R4412-23 à R4412-26)
 Sous-section 5 : Contrôle de l'exposition
 Paragraphe 1 : Contrôle des valeurs limites d'exposition professionnelle (Articles R4412-27 à R4412-31)
 Paragraphe 2 : Contrôle des valeurs limites biologiques (Article R4412-32)
 Sous-section 6 : Mesures en cas d'accident ou d'incident (Articles R4412-33 à R4412-37)
 Sous-section 7 : Information et formation des travailleurs (Articles R4412-38 à R4412-39)
 Sous-section 8 : Suivi des travailleurs et surveillance médicale
 Paragraphe 1 : Liste et fiche d'exposition (Articles R4412-40 à R4412-43)
 Paragraphe 2 : Surveillance médicale
 Sous-paragraphe 1 : Examens médicaux et fiche d'aptitude (Articles R4412-44 à R4412-53)
 Sous-paragraphe 2 : Dossier médical (Articles R4412-54 à R4412-57)
 Sous-paragraphe 3 : Attestation d'exposition (Article R4412-58)
 Section 2 : Dispositions particulières aux agents chimiques dangereux cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction
 Sous-section 1 : Champ d'application et définitions (Articles R4412-59 à R4412-60)
 Sous-section 2 : Évaluation des risques (Articles R4412-61 à R4412-65)
 Sous-section 3 : Mesures et moyens de prévention (Articles R4412-66 à R4412-75)
 Sous-section 4 : Contrôle de l'exposition
 Paragraphe 1 : Contrôle des valeurs limites d'exposition professionnelle (Articles R4412-76 à R4412-81)
 Paragraphe 2 : Contrôle des valeurs limites biologiques (Article R4412-82)

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
 Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

Sous-section 5 : Mesures en cas d'accidents ou d'incidents (Articles R4412-83 à R4412-85)
 Sous-section 6 : Information et formation des travailleurs (Articles R4412-86 à R4412-93)
 Section 3 : Risques d'exposition à l'amiante
 Sous-section 1 : Champ d'application et définitions (Articles R4412-94 à R4412-96)
 Sous-section 2 : Dispositions communes à toutes les activités
 Paragraphe 1 : Information et formation des travailleurs (Articles R4412-97 à R4412-100)
 Paragraphe 2 : Organisation du travail (Articles R4412-101 à R4412-103)
 Paragraphe 3 : Valeur limite d'exposition professionnelle (Article R4412-104)
 Paragraphe 4 : Contrôle des niveaux d'empoussièrément (Articles R4412-105 à R4412-109)
 Paragraphe 5 : Fiche d'exposition (Article R4412-110)
 Paragraphe 6 : Traitement des déchets (Articles R4412-111 à R4412-113)
 Sous-section 3 : Dispositions spécifiques aux activités de confinement et de retrait d'amiante
 Paragraphe 1 : Champ d'application (Article R4412-114)
 Paragraphe 2 : Qualification des entreprises (Articles R4412-115 à R4412-116)
 Paragraphe 3 : Évaluation des risques (Articles R4412-117 à R4412-118)
 Paragraphe 4 : Plan de démolition, de retrait ou de confinement (Articles R4412-119 à R4412-124)
 Paragraphe 5 : Mesures et moyens de prévention
 Sous-paragraphe 1 : Confinement et retrait d'amiante ou de matériaux friables contenant de l'amiante (Articles R4412-125 à R4412-129)
 Sous-paragraphe 2 : Confinement et retrait de matériaux non friables contenant de l'amiante (Articles R4412-130 à R4412-133)
 Sous-paragraphe 3 : Dispositions applicables en fin de travaux (Articles R4412-134 à R4412-135)
 Paragraphe 6 : Formation (Articles R4412-136 à R4412-137)
 Paragraphe 7 : Surveillance médicale (Article R4412-138)
 Sous-section 4 : Dispositions particulières aux activités et interventions sur des matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante
 Paragraphe 1 : Champ d'application (Article R4412-139)
 Paragraphe 2 : Définition d'un mode opératoire (Articles R4412-140 à R4412-142)
 Paragraphe 3 : Dispositions préalables à chaque intervention (Articles R4412-143 à R4412-148)
 Section 4 : Règles particulières à certains agents chimiques dangereux
 Sous-section 1 : Fixation des valeurs limites d'exposition professionnelle (Articles R4412-149 à R4412-151)
 Sous-section 2 : Fixation des valeurs limites biologiques (Articles R4412-152 à R4412-153)
 Sous-section 3 : Silice cristalline (Articles R4412-154 à R4412-155)
 Sous-section 4 : Plomb et ses composés (Articles R4412-156 à R4412-161)
 Sous-section 5 : Benzène (Article R4412-162)
 Sous-section 6 : Chrome et ses composés (Articles R4412-163 à R4412-164)

1.2.4.4.2. TITRE II : PRÉVENTION DES RISQUES BIOLOGIQUES

Chapitre Ier : Dispositions générales (Articles R4421-1 à R4421-4)
 Chapitre II : Principes de prévention (Article R4422-1)
 Chapitre III : Évaluation des risques (Articles R4423-1 à R4423-4)
 Chapitre IV : Mesures et moyens de prévention
 Section 1 : Dispositions communes à toutes les activités (Articles R4424-1 à R4424-6)
 Section 2 : Dispositions particulières à certaines activités (Articles R4424-7 à R4424-10)
 Chapitre V : Information et formation des travailleurs
 Section 1 : Information (Articles R4425-1 à R4425-5)
 Section 2 : Formation (Articles R4425-6 à R4425-7)
 Chapitre VI : Surveillance médicale
 Section 1 : Liste des travailleurs exposés (Articles R4426-1 à R4426-4)
 Section 2 : Mise en œuvre de la surveillance renforcée (Articles R4426-5 à R4426-7)
 Section 3 : Dossier médical spécial (Articles R4426-8 à R4426-11)
 Section 4 : Suivi des pathologies (Articles R4426-12 à R4426-13)
 Chapitre VII : Déclaration administrative (Articles R4427-1 à R4427-5)

1.2.4.4.3. TITRE III : PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPOSITION AU BRUIT

Chapitre Ier : Dispositions générales
 Section 1 : Définitions (Article R4431-1)
 Section 2 : Valeurs limites d'exposition professionnelle (Articles R4431-2 à R4431-4)
 Chapitre II : Principes de prévention (Articles R4432-1 à R4432-3)
 Chapitre III : Évaluation des risques (Articles R4433-1 à R4433-7)
 Chapitre IV : Mesures et moyens de prévention
 Section 1 : Prévention collective (Articles R4434-1 à R4434-6)
 Section 2 : Protection individuelle (Articles R4435-1 à R4435-6)

**Document R4434-6 chargé sur www.AERISC.com.
 Il ne peut être ni exploité ni diffusé.**

- Chapitre V : Surveillance médicale (Articles R4435-1 à R4435-5)
- Chapitre VI : Information et formation des travailleurs (Article R4436-1)
- Chapitre VII : Dispositions dérogatoires (Articles R4437-1 à R4437-4)
- I.2.4.4.4. TITRE IV : PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPOSITION AUX VIBRATIONS MÉCANIQUES**
 - Chapitre Ier : Dispositions générales (Articles R4441-1 à R4441-2)
 - Chapitre II : Principes de prévention (Articles R4442-1 à R4442-2)
 - Chapitre III : Valeurs limites d'exposition (Articles R4443-1 à R4443-2)
 - Chapitre IV : Évaluation des risques (Articles R4444-1 à R4444-7)
 - Chapitre V : Mesures et moyens de prévention (Articles R4445-1 à R4445-6)
 - Chapitre VI : Surveillance médicale (Articles R4446-1 à R4446-4)
 - Chapitre VII : Information et formation des travailleurs (Article R4447-1)
- I.2.4.4.5. TITRE V : PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPOSITION AUX RAYONNEMENTS IONISANTS**
 - Chapitre Ier : Principes et dispositions d'application
 - Section 1 : Champ d'application (Articles R4451-1 à R4451-6)
 - Section 2 : Principes de radioprotection (Articles R4451-7 à R4451-11)
 - Section 3 : Valeurs limites d'exposition (Articles R4451-12 à R4451-17)
 - Chapitre II : Aménagement technique des locaux de travail
 - Section 1 : Zone surveillée et zone contrôlée (Articles R4452-1 à R4452-11)
 - Section 2 : Contrôles techniques
 - Sous-section 1 : Sources, appareils émetteurs de rayonnements ionisants, dispositifs de protection et d'alarme et instruments de mesure (Article R4452-12)
 - Sous-section 2 : Ambiance de travail (Article R4452-13)
 - Sous-section 3 : Organisation des contrôles (Articles R4452-14 à R4452-17)
 - Sous-section 4 : Exploitation des résultats (Articles R4452-18 à R4452-20)
 - Section 3 : Relevés des sources et appareils émetteurs de rayonnements ionisants (Articles R4452-21 à R4452-22)
 - Section 4 : Protections collective et individuelle (Articles R4452-23 à R4452-26)
 - Chapitre III : Condition d'emploi et de suivi des travailleurs exposés
 - Section 1 : Catégories de travailleurs (Articles R4453-1 à R4453-3)
 - Section 2 : Formation (Articles R4453-4 à R4453-7)
 - Section 3 : Information (Articles R4453-8 à R4453-10)
 - Section 4 : Certificat d'aptitude à la manipulation d'appareils de radiologie industrielle (Articles R4453-11 à R4453-13)
 - Section 5 : Fiche d'exposition (Articles R4453-14 à R4453-18)
 - Section 6 : Surveillance individuelle de l'exposition des travailleurs aux rayonnements ionisants
 - Sous-section 1 : Suivi dosimétrique de référence (Articles R4453-19 à R4453-23)
 - Sous-section 2 : Suivi dosimétrique opérationnel (Article R4453-24)
 - Sous-section 3 : Communication et exploitation des résultats dosimétriques (Articles R4453-25 à R4453-31)
 - Sous-section 4 : Dispositions d'application (Articles R4453-32 à R4453-33)
 - Section 7 : Mesures à prendre en cas de dépassements des valeurs limites (Articles R4453-34 à R4453-38)
 - Chapitre IV : Surveillance médicale
 - Section 1 : Examens médicaux (Articles R4454-1 à R4454-6)
 - Section 2 : Dossier individuel (Articles R4454-7 à R4454-9)
 - Section 3 : Carte de suivi médical (Articles R4454-10 à R4454-11)
 - Chapitre V : Situations anormales de travail
 - Section 1 : Autorisations spéciales et urgences radiologiques (Articles R4455-1 à R4455-4)
 - Section 2 : Mesures en cas d'accident (Articles R4455-5 à R4455-6)
 - Section 3 : Déclaration d'événement significatif (Articles R4455-7 à R4455-10)
 - Chapitre VI : Organisation de la radioprotection
 - Section 1 : Personne compétente en radioprotection
 - Sous-section 1 : Désignation (Articles R4456-1 à R4456-7)
 - Sous-section 2 : Missions (Articles R4456-8 à R4456-11)
 - Sous-section 3 : Moyens (Article R4456-12)
 - Section 2 : Participation du médecin du travail (Articles R4456-13 à R4456-16)
 - Section 3 : Information du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (Articles R4456-17 à R4456-19)
 - Section 4 : Travaux soumis à certificat de qualification (Articles R4456-20 à R4456-22)
 - Section 5 : Participation de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (Articles R4456-23 à R4456-26)
 - Section 6 : Contrôle (Articles R4456-27 à R4456-28)

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

Chapitre VII : Règles applicables en cas d'exposition professionnelle liée à la radioactivité naturelle
Section 1 : Exposition résultant de l'emploi ou du stockage de matières contenant des radionucléides naturels (Articles R4457-1 à R4457-5)

Section 2 : Exposition au radon d'origine géologique (Articles R4457-6 à R4457-9)

Section 3 : Exposition aux rayonnements ionisants à bord d'aéronefs en vol (Articles R4457-10 à R4457-12)

Section 4 : Dispositions communes (Articles R4457-13 à R4457-14)

I.2.4.4.6. TITRE VI : PRÉVENTION DES RISQUES EN MILIEU HYPERBARE

Le présent titre ne comprend pas de dispositions réglementaires.

I.2.4.5. LIVRE V : PRÉVENTION DES RISQUES LIÉS À CERTAINES ACTIVITÉS OU OPÉRATIONS

I.2.4.5.1. TITRE Ier : TRAVAUX RÉALISÉS DANS UN ÉTABLISSEMENT PAR UNE ENTREPRISE EXTÉRIEURE

Chapitre Ier : Dispositions générales

Section 1 : Champ d'application. (Articles R4511-1 à R4511-4)

Section 2 : Coordination de la prévention. (Articles R4511-5 à R4511-12)

Chapitre II : Mesures préalables à l'exécution d'une opération

Section 1 : Dispositions générales. (Article R4512-1)

Section 2 : Inspection commune préalable. (Articles R4512-2 à R4512-5)

Section 3 : Plan de prévention. (Articles R4512-6 à R4512-12)

Section 4 : Travail isolé. (Articles R4512-13 à R4512-14)

Section 5 : Information des travailleurs. (Articles R4512-15 à R4512-16)

Chapitre III : Mesures à prendre pendant l'exécution des opérations

Section 1 : Inspections et réunions périodiques de coordination. (Articles R4513-1 à R4513-7)

Section 2 : Locaux et installations à l'usage des entreprises extérieures. (Article R4513-8)

Section 3 : Surveillance médicale. (Articles R4513-9 à R4513-13)

Chapitre IV : Rôle des institutions représentatives du personnel

Section 1 : Dispositions communes. (Articles R4514-1 à R4514-5)

Section 2 : Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de l'entreprise utilisatrice. (Articles R4514-6 à R4514-7-1)

Section 3 : Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de l'entreprise extérieure. (Articles R4514-8 à R4514-10)

Chapitre V : Opérations de chargement et de déchargement

Section 1 : Champ d'application. (Articles R4515-1 à R4515-3)

Section 2 : Protocole de sécurité. (Articles R4515-4 à R4515-11)

I.2.4.5.2. TITRE II : INSTALLATIONS NUCLÉAIRES DE BASE ET INSTALLATIONS SUSCEPTIBLES DE DONNER LIEU À DES SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

Chapitre Ier : Champ d'application

Chapitre II : Coordination de la prévention

Chapitre III : Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail

Section 1 : Attributions particulières. (Articles R4523-1 à R4523-4-1)

Section 2 : Dispositions relatives à l'élargissement du comité, applicables en l'absence de convention ou d'accord collectif.

Sous-section 1 : Désignation des entreprises extérieures et de leurs représentants. (Articles R4523-5 à R4523-13)

Sous-section 2 : Fonctionnement du comité élargi. (Articles R4523-14 à R4523-16)

Sous-section 3 : Dérogation applicable aux établissements comprenant une installation nucléaire de base. (Article R4523-17)

Chapitre IV : Comité interentreprises de santé et de sécurité au travail

Section 1 : Mise en place. (Articles R4524-1 à R4524-2)

Section 2 : Missions. (Articles R4524-3 à R4524-4)

Section 3 : Composition. (Articles R4524-5 à R4524-6)

Section 4 : Fonctionnement. (Articles R4524-7 à R4524-10)

Chapitre V : Dispositions particulières en matière d'incendie et de secours

Chapitre VI : Dispositions particulières en cas de danger grave et imminent et droit de retrait

I.2.4.5.3. TITRE III : BÂTIMENT ET GÉNIE CIVIL

Chapitre Ier : Principes de prévention

Chapitre II : Coordination lors des opérations de bâtiment et de génie civil

Section 1 : Catégories d'opérations. (Article R4532-1)

Section 2 : Déclaration préalable. (Articles R4532-2 à R4532-3)

Section 3 : Mission de coordination et coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

Sous-section 1 : Obligations du maître d'ouvrage. (Articles R4532-4 à R4532-10)
 Sous-section 2 : Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.
 Paragraphe 1 : Missions du coordonnateur. (Articles R4532-11 à R4532-16)
 Paragraphe 2 : Conditions et modalités d'exercice de la mission. (Articles R4532-17 à R4532-22)
 Paragraphe 3 : Compétences. (Articles R4532-23 à R4532-29)
 Paragraphe 4 : Formation du coordonnateur et organisme de formation. (Articles R4532-30 à R4532-37)
 Sous-section 3 : Registre-journal. (Articles R4532-38 à R4532-41)
 Section 4 : Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.
 Sous-section 1 : Opérations de première et deuxième catégories. (Articles R4532-42 à R4532-51)
 Sous-section 2 : Opérations de troisième catégorie. (Articles R4532-52 à R4532-55)
 Section 5 : Plan particulier de sécurité et de protection de la santé.
 Sous-section 1 : Opérations de première et deuxième catégories. (Articles R4532-56 à R4532-74)
 Sous-section 2 : Opérations de troisième catégorie. (Articles R4532-75 à R4532-76)
 Section 6 : Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail.
 Sous-section 1 : Conditions de mise en place. (Article R4532-77)
 Sous-section 2 : Composition. (Articles R4532-78 à R4532-83)
 Sous-section 3 : Fonctionnement. (Articles R4532-84 à R4532-94)
 Section 7 : Interventions ultérieures sur l'ouvrage. (Articles R4532-95 à R4532-98)
 Chapitre III : Prescriptions techniques applicables avant l'exécution des travaux
 Section 1 : Voies et réseaux divers. (Articles R4533-1 à R4533-5)
 Section 2 : Dérogations. (Articles R4533-6 à R4533-7)
 Chapitre IV : Prescriptions techniques de protection durant l'exécution des travaux
 Section 1 : Champ d'application. (Articles R4534-1 à R4534-2)
 Section 2 : Mesures générales de sécurité.
 Sous-section 1 : Chutes de personnes. (Articles R4534-3 à R4534-6)
 Sous-section 2 : Rangement et éclairage du chantier. (Articles R4534-7 à R4534-9)
 Sous-section 3 : Travaux faisant appel à des véhicules, appareils et engins de chantier. (Articles R4534-10 à R4534-14)
 Sous-section 4 : Examens, vérifications, registres. (Articles R4534-15 à R4534-20)
 Section 3 : Opération de chargement ou de déchargement en hauteur. (Article R4534-21)
 Section 4 : Travaux de terrassement à ciel ouvert. (Articles R4534-22 à R4534-39)
 Section 5 : Travaux souterrains.
 Sous-section 1 : Éboulements et chutes de blocs. (Articles R4534-40 à R4534-42)
 Sous-section 2 : Ventilation. (Articles R4534-43 à R4534-49)
 Sous-section 3 : Circulation. (Articles R4534-50 à R4534-54)
 Sous-section 4 : Signalisation et éclairage. (Articles R4534-55 à R4534-59)
 Section 6 : Travaux de démolition. (Articles R4534-60 à R4534-73)
 Section 7 : Utilisation de plates-formes de travail, passerelles et escaliers.
 Sous-section 1 : Plates-formes de travail. (Articles R4534-74 à R4534-80)
 Sous-section 2 : Passerelles et escaliers. (Articles R4534-81 à R4534-84)
 Section 8 : Travaux sur toitures. (Articles R4534-85 à R4534-94)
 Section 9 : Montage, démontage et levage de charpentes et ossatures. (Articles R4534-95 à R4534-102)
 Section 10 : Travaux de construction comportant la mise en œuvre d'éléments préfabriqués lourds ou de béton précontraint. (Articles R4534-103 à R4534-104)
 Section 11 : Étaisements, cintres et coffrages. (Articles R4534-105 à R4534-106)
 Section 12 : Travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques.
 Sous-section 1 : Lignes, canalisations et installations intérieures et extérieures de haute tension et de basse tension B et lignes, canalisations et installations situées à l'extérieur de locaux et de basse tension A.
 Paragraphe 1 : Champ d'application. (Article R4534-107)
 Paragraphe 2 : Distances minimales de sécurité. (Articles R4534-108 à R4534-110)
 Paragraphe 3 : Travaux exécutés hors tension. (Articles R4534-111 à R4534-117)
 Paragraphe 4 : Travaux exécutés sous tension. (Articles R4534-118 à R4534-123)
 Paragraphe 5 : Dispositions communes. (Articles R4534-124 à R4534-125)
 Sous-section 2 : Lignes, canalisations et installations situées à l'intérieur des locaux et de basse tension A. (Articles R4534-126 à R4534-130)
 Section 13 : Travaux de soudage, de rivetage, de sablage ou de découpage. (Articles R4534-131 à R4534-133)
 Section 14 : Travaux exposant à des risques de projection. (Articles R4534-134 à R4534-135)
 Section 15 : Travaux exposant à des risques de noyade. (Article R4534-136)

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
 Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

Section 16 : Mesures d'hygiène. (Articles R4534-137 à R4534-145)
 Section 17 : Hébergement. (Articles R4534-146 à R4534-151)
 Section 18 : Premiers secours. (Article R4534-152)
 Section 19 : Affichage et information. (Articles R4534-153 à R4534-155)
 Section 20 : Dérogations. (Article R4534-156)
 Chapitre V : Dispositions applicables aux travailleurs indépendants
 Section 1 : Prescriptions techniques durant l'exécution de travaux de bâtiment et de génie civil. (Articles R4535-1 à R4535-5)
 Section 2 : Utilisation d'équipements de travail et de protection individuelle. (Articles R4535-6 à R4535-7)
 Section 3 : Risques chimiques.
 Sous-section 1 : Mesures générales de prévention des risques chimiques. (Article R4535-8)
 Sous-section 2 : Agents cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction. (Article R4535-9)
 Sous-section 3 : Activités de confinement et de retrait d'amiante et activités et interventions sur des matériaux et appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante. (Article R4535-10)

I.2.4.5.4. TITRE IV : AUTRES ACTIVITÉS ET OPERATIONS.

Chapitre Ier : Manutention des charges
 Section 1 : Dispositions générales. (Articles R4541-1 à R4541-2)
 Section 2 : Principes de prévention. (Articles R4541-3 à R4541-4)
 Section 3 : Évaluation des risques. (Articles R4541-5 à R4541-6)
 Section 4 : Mesures et moyens de prévention. (Articles R4541-7 à R4541-10)
 Section 5 : Surveillance médicale. (Article R4541-11)
 Chapitre II : Utilisation d'écrans de visualisation
 Section 1 : Champ d'application et définitions. (Articles R4542-1 à R4542-2)
 Section 2 : Évaluation des risques. (Article R4542-3)
 Section 3 : Mesures et moyens de prévention. (Articles R4542-4 à R4542-11)
 Section 4 : Ambiance physique de travail. (Articles R4542-12 à R4542-15)
 Section 5 : Information et formation des travailleurs. (Article R4542-16)
 Section 6 : Surveillance médicale. (Articles R4542-17 à R4542-19)

I.2.4.6. LIVRE VI : INSTITUTIONS ET ORGANISMES DE PRÉVENTION

I.2.4.6.1. TITRE Ier : COMITÉ D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Chapitre Ier : Règles générales
 Chapitre II : Attributions
 Section 1 : Missions. (Articles R4612-1 à R4612-2)
 Section 2 : Consultations obligatoires dans les établissements comportant une ou plusieurs installations soumises à autorisation ou une installation nucléaire de base. (Articles R4612-3 à R4612-6)
 Section 3 : Rapport et programme annuels. (Articles R4612-7 à R4612-9)
 Chapitre III : Composition et désignation
 Section 1 : Composition. (Articles R4613-1 à R4613-4)
 Section 2 : Désignation. (Articles R4613-5 à R4613-8)
 Section 3 : Recours et contestations. (Articles R4613-9 à R4613-12)
 Chapitre IV : Fonctionnement
 Section 1 : Dispositions générales. (Article R4614-1)
 Section 2 : Réunions. (Articles R4614-2 à R4614-5)
 Section 3 : Recours à un expert. (Articles R4614-6 à R4614-20)
 Section 4 : Formation.
 Sous-section 1 : Contenu et organisation de la formation. (Articles R4614-21 à R4614-24)
 Sous-section 2 : Obligations des organismes de formation. (Articles R4614-25 à R4614-29)
 Sous-section 3 : Congés de formation. (Articles R4614-30 à R4614-32)
 Sous-section 4 : Dépenses de formation. (Articles R4614-33 à R4614-36)
 Chapitre V : Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail dans certains établissements de santé, sociaux et médico-sociaux
 Section 1 : Champ d'application et définitions. (Articles R4615-1 à R4615-2)
 Section 2 : Conditions de mise en place. (Articles R4615-3 à R4615-8)
 Section 3 : Composition et désignation. (Articles R4615-9 à R4615-11)
 Section 4 : Fonctionnement. (Articles R4615-12 à R4615-13)
 Section 5 : Formation. (Articles R4615-14 à R4615-21)

I.2.4.6.2. TITRE II : SERVICES DE SANTÉ AU TRAVAIL

Chapitre Ier : Champ d'application (Article R4621-1)
 Chapitre II : Missions et organisation

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
 Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

Section 1 : Organisation des services de santé au travail. (Articles D4622-1 à R4622-4)

Section 2 : Services de santé au travail d'entreprise ou commun aux entreprises. constituant une unité économique et sociale

Sous-section 1 : Mise en place et administration.

Paragraphe 1 : Services de santé au travail d'entreprise. (Articles D4622-5 à D4622-8)

Paragraphe 2 : Services de santé au travail interétablissements. (Articles D4622-9 à D4622-12)

Paragraphe 3 : Services de santé au travail communs aux entreprises constituant une unité économique et sociale. (Articles D4622-13 à D4622-14)

Sous-section 2 : Agrément. (Articles D4622-15 à D4622-21)

Section 3 : Services de santé au travail interentreprises.

Sous-section 1 : Organisation du service de santé au travail.

Paragraphe 1 : Mise en place et administration. (Articles D4622-22 à D4622-29)

Paragraphe 2 : Cessation d'adhésion. (Articles D4622-30 à R4622-31)

Paragraphe 3 : Secteurs médicaux. (Articles D4622-32 à D4622-34)

Sous-section 2 : Approbations et agréments. (Articles D4622-35 à D4622-41)

Sous-section 3 : Organes de surveillance et de consultation.

Paragraphe 1 : Dispositions communes aux comité interentreprises et commission de contrôle. (Articles D4622-42 à D4622-45)

Paragraphe 2 : Dispositions particulières à la commission de contrôle. (Articles D4622-46 à D4622-57)

Paragraphe 3 : Commission consultative paritaire de secteur. (Articles D4622-58 à D4622-64)

Sous-section 4 : Documents et rapports.

Paragraphe 1 : Document signé par l'employeur et le président du service de santé au travail interentreprises. (Articles D4622-65 à D4622-69)

Paragraphe 2 : Rapports annuels. (Articles D4622-70 à D4622-73)

Section 4 : Commission médico-technique. (Articles D4622-74 à D4622-76)

Chapitre III : Personnels concourant aux services de santé au travail

Section 1 : Médecin du travail.

Sous-section 1 : Missions du médecin du travail. (Article R4623-1)

Sous-section 2 : Recrutement, nomination, affectation et conditions d'exercice.

Paragraphe 1 : Recrutement. (Articles R4623-2 à R4623-4)

Paragraphe 2 : Nomination. (Articles R4623-5 à R4623-7)

Paragraphe 3 : Affectation. (Articles R4623-8 à R4623-11)

Paragraphe 4 : Changement d'affectation. (Articles R4623-12 à R4623-14)

Paragraphe 5 : Conditions d'exercice. (Articles R4623-15 à R4623-17)

Sous-section 3 : Participation aux organes de surveillance et de consultation. (Articles R4623-18 à R4623-19)

Sous-section 4 : Protection en cas de licenciement. (Articles R4623-20 à R4623-25)

Section 2 : Intervenant en prévention des risques professionnels.

Sous-section 1 : Missions. (Articles R4623-26 à R4623-27)

Sous-section 2 : Conditions d'intervention. (Articles R4623-28 à R4623-35)

Sous-section 3 : Habilitation. (Articles R4623-36 à R4623-43)

Section 3 : Interne en médecine du travail. (Articles R4623-44 à R4623-50)

Section 4 : Personnel infirmier. (Articles R4623-51 à R4623-55)

Section 5 : Secrétaire médical. (Article R4623-56)

Chapitre IV : Actions du médecin du travail

Section 1 : Actions sur le milieu de travail. (Articles R4624-1 à R4624-9)

Section 2 : Examens médicaux.

Sous-section 1 : Examen d'embauche. (Articles R4624-10 à R4624-15)

Sous-section 2 : Examens périodiques. (Articles R4624-16 à R4624-18)

Sous-section 3 : Surveillance médicale renforcée. (Articles R4624-19 à R4624-20)

Sous-section 4 : Examen de reprise du travail. (Articles R4624-21 à R4624-24)

Sous-section 5 : Examens complémentaires. (Articles R4624-25 à R4624-27)

Sous-section 6 : Déroulement des examens médicaux. (Articles R4624-28 à R4624-30)

Sous-section 7 : Déclaration d'inaptitude. (Articles R4624-31 à R4624-32)

Section 3 : Documents et rapports.

Sous-section 1 : Plan d'activité. (Articles D4624-33 à D4624-36)

Sous-section 2 : Fiche d'entreprise. (Articles D4624-37 à D4624-41)

Sous-section 3 : Rapport annuel d'activité. (Articles D4624-42 à D4624-45)

Sous-section 4 : Dossier médical et fiches médicales d'aptitude. (Articles D4624-46 à D4624-49)

Section 4 : Recherches, études et enquêtes. (Article D4624-50)

Chapitre V : Surveillance médicale des salariés temporaires

*Document temporaire téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

Section 1 : Champ d'application. (Article D4625-1)
 Section 2 : Agrément du service de santé au travail et secteur médical.
 Sous-section 1 : Agrément du service de santé au travail. (Articles D4625-2 à D4625-4)
 Sous-section 2 : Secteur médical. (Articles D4625-5 à D4625-7)
 Section 3 : Action du médecin du travail.
 Sous-section 1 : Action sur le milieu de travail. (Article R4625-8)
 Sous-section 2 : Examens médicaux. (Articles R4625-9 à R4625-12)
 Section 4 : Documents et rapports. (Articles D4625-13 à D4625-15)
 Section 5 : Dossier médical et fichier commun. (Articles D4625-16 à D4625-18)
 Section 6 : Communication d'informations entre entreprises de travail temporaire et entreprises utilisatrices. (Articles D4625-19 à D4625-21)
 Chapitre VI : Services de santé au travail des établissements de santé, sociaux et médico-sociaux
 Section 1 : Champ d'application. (Article D4626-1)
 Section 2 : Services de santé au travail.
 Sous-section 1 : Organisation. (Articles D4626-2 à D4626-5)
 Sous-section 2 : Rapport annuel. (Articles D4626-6 à D4626-8)
 Section 3 : Médecin du travail. (Articles R4626-9 à R4626-18)
 Section 4 : Action du médecin du travail.
 Sous-section 1 : Action sur le milieu de travail. (Articles R4626-19 à R4626-21)
 Sous-section 2 : Examens médicaux.
 Paragraphe 1 : Examen médical préalable à la prise de fonction et vaccinations. (Articles R4626-22 à R4626-25)
 Paragraphe 2 : Examens périodiques. (Article R4626-26)
 Paragraphe 3 : Surveillance médicale renforcée. (Articles R4626-27 à R4626-28)
 Paragraphe 4 : Examen de reprise du travail. (Article R4626-29)
 Paragraphe 5 : Examens complémentaires. (Article R4626-30)
 Paragraphe 6 : Déroulement des examens médicaux. (Article R4626-31)
 Section 5 : Documents et rapports.
 Sous-section 1 : Rapport annuel d'activité. (Article D4626-32)
 Sous-section 2 : Dossier médical et fiche médicale d'aptitude. (Articles D4626-33 à D4626-35)

I.2.4.6.3. TITRE III : SERVICE SOCIAL DU TRAVAIL

Chapitre Ier : Mise en place et missions (Article D4631-1)
 Chapitre II : Organisation et fonctionnement (Articles D4632-1 à D4632-11)

I.2.4.6.4. TITRE IV : INSTITUTIONS CONCOURANT À L'ORGANISATION DE LA PRÉVENTION

Chapitre Ier : Conseil d'orientation sur les conditions de travail et comités régionaux de la prévention des risques professionnels.
 Section 1 : Conseil d'orientation sur les conditions de travail.
 Sous-section 1 : Dispositions générales
 Paragraphe 1 : Missions et organisation (Articles R4641-1 à R4641-3)
 Paragraphe 2 : Composition et désignation (Articles R4641-4 à D4641-6)
 Paragraphe 3 : Fonctionnement (Articles R4641-7 à D4641-12)
 Sous-section 2 : Comité permanent et observatoire de la pénibilité (Articles R4641-13 à D4641-15)
 Sous-section 3 : Commission générale (Articles R4641-16 à D4641-18)
 Sous-section 4 : Commissions spécialisées (Articles R4641-19 à D4641-24)
 Section 2 : Comités régionaux de la prévention des risques professionnels
 Sous-section 1 : Missions (Article R4641-30)
 Sous-section 2 : Composition (Articles R4641-31 à D4641-34)
 Sous-section 3 : Organisation et fonctionnement (Articles R4641-35 à D4641-39)
 Sous-section 4 : Indemnités et dépenses de déplacements (Article D4641-40)
 Chapitre II : Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail
 Section 1 : Missions. (Articles R4642-1 à R4642-3)
 Section 2 : Organisation et fonctionnement.
 Sous-section 1 : Conseil d'administration. (Articles R4642-4 à R4642-17)
 Sous-section 2 : Directeur de l'Agence. (Articles R4642-18 à R4642-19)
 Sous-section 3 : Comité scientifique. (Articles R4642-20 à R4642-22)
 Sous-section 4 : Concours des associations régionales. (Articles R4642-23 à R4642-25)
 Section 3 : Ressources de l'Agence. (Articles R4642-26 à R4642-29)
 Chapitre III : Organismes et commissions de santé et de sécurité
 Section 1 : Dispositions générales. (Article R4643-1)
 Section 2 : Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.
 Sous-section 1 : Missions. (Articles R4643-2 à R4643-3)
 Sous-section 2 : Composition. (Article R4643-4)

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
 Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

Sous-section 3 : Organisation et fonctionnement.
Paragraphe 1 : Comité national. (Articles R4643-5 à R4643-18)
Paragraphe 2 : Comités régionaux. (Articles R4643-19 à R4643-27)
Paragraphe 3 : Membres des comités. (Articles R4643-28 à R4643-34)
Paragraphe 4 : Dispositions financières. (Articles R4643-35 à R4643-42)

I.2.4.7. LIVRE VII : CONTRÔLE

I.2.4.7.1. TITRE Ier : DOCUMENTS ET AFFICHAGES OBLIGATOIRES

Chapitre unique (Articles D4711-1 à D4711-3)

I.2.4.7.2. TITRE II : MISES EN DEMEURE ET DEMANDES DE VÉRIFICATION

Chapitre Ier : Mises en demeure

Section 1 : Mises en demeure du directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. (Articles R4721-1 à R4721-3)

Section 2 : Mises en demeure de l'inspecteur du travail et du contrôleur du travail.

Sous-section 1 : Mise en demeure préalable au procès-verbal. (Articles R4721-4 à R4721-5)

Sous-section 2 : Mise en demeure préalable à l'arrêt temporaire d'activité. (Articles R4721-6 à R4721-10)

Sous-section 3 : Mise en demeure de réduction d'intervalle entre les vérifications périodiques. (Articles R4721-11 à R4721-12)

Chapitre II : Demandes de vérifications, d'analyses et de mesures

Section 1 : Aération et assainissement des locaux de travail. (Articles R4722-1 à R4722-2)

Section 2 : Éclairage des lieux de travail. (Articles R4722-3 à R4722-4)

Section 3 : Équipements de travail et moyens de protection. (Articles R4722-5 à R4722-9)

Section 4 : Risques chimiques.

Sous-section 1 : Analyse de produits. (Articles R4722-10 à R4722-12)

Sous-section 2 : Contrôle des valeurs limites d'exposition professionnelle. (Articles R4722-13 à R4722-14)

Sous-section 3 : Amiante. (Articles R4722-15 à R4722-16)

Section 5 : Bruit. (Articles R4722-17 à R4722-18)

Section 6 : Vibrations mécaniques. (Articles R4722-19 à R4722-20)

Section 7 : Rayonnements ionisants. (Articles R4722-21 à R4722-22)

Section 8 : Travaux du bâtiment et du génie civil. (Articles R4722-23 à R4722-25)

Section 9 : Dispositions communes. (Articles R4722-26 à R4722-27)

Chapitre III : Recours (Articles R4723-1 à R4723-6)

Chapitre IV : Organismes de mesures et de vérifications

Section 1 : Accréditations. (Article R4724-1)

Section 2 : Organismes de vérification en matière d'aération et d'assainissement des locaux de travail. (Articles R4724-2 à R4724-3)

Section 3 : Organismes de vérification des équipements de travail. (Articles R4724-4 à R4724-5)

Section 4 : Organismes de contrôle des risques chimiques.

Sous-section 1 : Analyse de produits. (Articles R4724-6 à R4724-7)

Sous-section 2 : Contrôle des valeurs limites d'exposition professionnelle. (Articles R4724-8 à R4724-13)

Sous-section 3 : Contrôle de la concentration en fibres d'amiante. (Article R4724-14)

Sous-section 4 : Contrôle des valeurs limites biologiques. (Article R4724-15)

Section 5 : Contrôle des ambiances physiques de travail. (Articles R4724-16 à R4724-18)

I.2.4.7.3. TITRE III : MESURES ET PROCÉDURES D'URGENCE

Chapitre Ier : Arrêts temporaires de travaux ou d'activité

Section 1 : Arrêt de travaux. (Articles R4731-1 à R4731-8)

Section 2 : Arrêt d'activité. (Articles R4731-9 à R4731-15)

Chapitre II : Procédures de référé

I.2.4.7.4. TITRE IV : DISPOSITIONS PÉNALES

Chapitre Ier : Infractions aux règles de santé et de sécurité

Section 1 : Infractions commises par l'employeur ou son représentant. (Articles R4741-1 à R4741-3)

Section 2 : Infractions commises par une personne autre que l'employeur ou son représentant. (Articles R4741-4 à R4741-5)

Section 3 : Dispositions particulières aux personnes morales.

La présente section ne comprend pas de dispositions réglementaires.

Chapitre II : Infractions aux règles de représentation des salariés

Chapitre III : Infractions aux règles concernant le travail des jeunes et des femmes enceintes, venant d'accoucher ou allaitant (Articles R4743-1 à R4743-7)

Chapitre IV : Opérations de bâtiment et de génie civil

**Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.**

I.2.4.8. LIVRE VIII : DISPOSITIONS RELATIVES À L'OUTRE-MER

I.2.5. cinquième partie l'emploi

I.2.6. sixième partie la formation professionnelle tout au long de la vie

I.2.7. septième partie dispositions particulières à certaines professions et activités

I.2.8. huitième partie contrôle de l'application de la législation du travail

II. Commentaires

II.1. Responsabilité pénale des Entreprises et Chefs d'entreprise

En cas d'accident grave (blessure irréversible ou décès) une enquête de police est systématiquement menée à partir du procès-verbal de l'Inspecteur du travail. Des poursuites pénales sont ensuite souvent engagées contre l'employeur sur le fondement du Code pénal qui prévoit des peines d'emprisonnement et d'amendes en cas d'homicide et/ou de blessures involontaires (par maladresse, imprudence, inattention, négligence, manquement à une obligation de sécurité et de prudence imposée par le Code du travail). Des peines de prison ferme sont très rares, mais vivre une garde à vue et deux ans de procédure pénale se terminant devant un tribunal correctionnel est toujours traumatisant.

Par ailleurs, l'entreprise donneur d'ordres peut être considérée comme pénalement responsable (en tant que personne morale) d'un accident survenu à un de ses employés ou à un employé d'une entreprise extérieure. Dans ce cas, l'entreprise subit des peines adaptées (fermeture de l'établissement en cause, exclusion des marchés publics, amende multipliée par cinq).

Il ne faut pas considérer les exigences légales de sécurité seulement comme une contrainte réglementaire, mais surtout comme un moyen de prévenir les accidents et d'éviter leurs conséquences financières (augmentation du taux de cotisation à la Cram, diminution des ressources productives...). La gestion de la sécurité des travailleurs permet aussi de limiter les effets indirects d'un accident (effet social, médiatique, image de marque, pertes de production...) car après enquête ont met au grand jour la non application des textes protecteurs des salariés, l'absence de déclaration des salariés aux institutions sociales, le délit de marchandage, etc. Autant de facteurs qui engagent la responsabilité civile et/ou pénale des chefs d'entreprise.

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

Code de la Construction et de l'Habitation

I. Règles « ERP » : Arrêté du 25 juin 1980 modifié

Retrouvez tous les textes ERP sur : www.sitesecurite.com et sur www.legifrance.gouv.fr

Les textes relatifs aux Établissements Recevant du Public (ERP) traitent essentiellement des obligations liées aux bâtiments dans le cadre de la prévention des risques d'incendie et de panique.

Remarque : Seuls sont repris ci-dessous certains articles relatifs aux équipements techniques des salles de spectacles. L'essentiel de la réglementation ERP a été placé dans le chapitre « ERP – Incendie - Panique » qui n'est traité en profondeur que dans le cadre des formations spécifiques.

I.1. Définition

Article R.123.2 du Code de la Construction et de l'Habitation.

« Constituent des établissements recevant du public tous bâtiments, locaux et enceintes dans lesquels des personnes sont admises, soit librement, soit moyennant une rétribution ou une participation quelconque, ou dans lesquels sont tenues des réunions ouvertes à tout venant ou sur invitation, payantes ou non. Sont considérées comme faisant partie du public toutes les personnes admises dans l'établissement à quelque titre que ce soit en plus du personnel. »

I.2. Liste des types

I.2.1. Établissements normaux :

- J Structures d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées ;
- **L (loisirs)** Salles d'auditions de conférences de réunions de spectacles ou à usage multiple ;
- M Magasins de vente, centres commerciaux ;
- N Restaurants et débits de boissons ;
- O Hôtels et pensions de famille ;
- P Salles de danse et salles de jeux ;
- R Établissements d'enseignement colonies de vacances ;
- S Bibliothèques, centres de documentation ;
- T Salles d'expositions ;
- U Établissements sanitaires ;
- V Établissements de culte ;
- W Administrations banques bureaux ;
- X Établissements sportifs couverts ;
- Y Musées.

I.2.2. Établissements spéciaux :

- **PA** Établissements de plein air (festivals, stades, etc.) ;
- **CTS** Chapiteaux, Tentes et Structures ;
- SG Structures gonflables ;
- PS Parcs de stationnement couverts
- GA Gares ;
- OA Hôtels restaurants d'altitude
- EF Établissements flottants ;
- REF Refuges de montagne.

I.3. Liste des catégories

- 1ère catégorie : effectif > 1500 personnes
- 2ème catégorie : 700 < effectif ≤ 1500 personnes
- 3ème catégorie : 300 < effectif ≤ 700 personnes
- 4ème catégorie : Seuil de la 5ème catégorie < effectif ≤ 300 personnes
- 5ème catégorie : 0 < effectif ≤ Seuil de la 5ème catégorie

Le seuil de la 5ème catégorie est variable en fonction du type d'établissement et du nombre de
*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

personnes situées en étages ou en sous-sols.

I.4. Articles généraux

Article AM 17 : Aménagements de planchers légers en superstructures

§ 1. Les aménagements de planchers légers en superstructures pouvant recevoir des personnes, tels que tribunes, tours, stands, podiums, estrades, gradins, praticables, et en général tous les planchers surélevés, aménagés à l'intérieur des bâtiments, doivent comporter une ossature en matériaux de catégorie M 3 et en bon état.

§ 2. Tous ces planchers doivent être bien jointifs ainsi que les marches et, si elles existent, les contremarches des escaliers et gradins. Ils peuvent être en bois.

§ 3. Leurs dessous doivent être débarrassés de tout dépôt de matières combustibles. Ils doivent être rendus inutilisables et inaccessibles au public par une cloison extérieure en matériaux de catégorie M 3 ne comportant que des ouvertures de visite. Si ces dessous ont une superficie supérieure à 100 mètres carrés, ils doivent être divisés en cellules d'une superficie maximale de 100 mètres carrés par des cloisonnements en matériaux de catégorie M 1.

§ 4. Les valeurs des charges d'exploitation à retenir sont celles prévues par la norme NF P 06-001, en fonction de la nature des locaux dans lesquels ces aménagements sont réalisés. (Arrêté du 23 octobre 1986 et arrêté du 10 novembre 1994)

§ 5. Les dispositions des normes NF P 01-012 et NF P 90-500 concernant les garde-corps s'appliquent à ces constructions et à leurs escaliers d'accès, afin d'éviter les chutes et pour résister aux poussées de la foule. L'obligation de garde-corps ne s'applique toutefois pas au devant d'une scène, à condition que le nombre de personnes accueillies soit strictement limité aux besoins du spectacle ou de l'animation. (Arrêté du 23 janvier 2004)

§ 6. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 ne s'appliquent pas aux gradins mobiles ou ajourés. Les jours entre gradins, ou le long des circulations, doivent respecter les dimensions fixées dans la norme relative aux garde-corps : un jour de dimension verticale inférieure ou égale à 0,18 m pour les vides entre deux niveaux de plancher de gradin et une distance horizontale inférieure ou égale à 0,05 m entre deux planchers de gradin. Les dessous doivent être rendus inaccessibles au public ; ils doivent être libres de tout dépôt et maintenus en permanence en parfait état de propreté. (Arrêté du 20 novembre 2000)

I.5. Salles de type L

I.5.1. Anciens Textes

Extraits : **Anciens textes** (jusqu'à janv 2007) :

Bien qu'abrogés, ces extraits sont maintenus dans le support car ils sont bien connus de nombreux professionnels et ils explicitent le changement qualitatif vers le nouveau texte.

~~SECTION 2 : ESPACE SCÉNIQUE ISOLABLE DE LA SALLE~~ (PRÉSENCE D'UN RIDEAU DE FER)

~~Article L.65 : Aménagements et décors~~

~~§ 1 — Les escaliers, les échelles, les ponts de service, l'ossature des grils, les supports des planchers, la machinerie et en général toutes les installations stables ou les équipements fixes aménagés dans la cage de scène doivent être réalisés en matériaux incombustibles. Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux poulies et aux cordages des décors.~~

~~SECTION 3 : ESPACES SCÉNIQUES INTÉGRÉS À LA SALLE~~ (SANS RIDEAU DE FER)

~~Article L.78 : Aménagements techniques~~

~~§ 1 — Les plafonds techniques, les parois et les plans mobiles, ainsi que les planchers techniques, constituent les aménagements techniques.~~

~~**Plafonds techniques** : ils peuvent être constitués par des passerelles, des nacelles (fixes ou mobiles) et des grils réservés au personnel technique et destinés à supporter :~~

- ~~➤ les appareils d'éclairage, de projection, de sonorisation, etc. ;~~
- ~~➤ les décors.~~

~~**Parois et plans mobiles** : ils sont principalement destinés à modifier les conditions d'utilisation d'une salle (acoustique par exemple), en dehors ou pendant la présence du public.~~

~~**Planchers techniques** : ils peuvent être constitués par des praticables, des plates-formes, des passerelles, des estrades modelables (par construction ou mécaniquement) et tous dispositifs similaires.~~

~~§ 2 — Les plafonds techniques doivent être réalisés en matériaux incombustibles.~~

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

Les planchers techniques doivent être réalisés en matériaux de catégorie M3.

§ 3 — Tous les équipements techniques doivent être fixés de manière à ne jamais constituer un risque pour le public. Les équipements mobiles, autres que les décors, situés au-dessus du public doivent être **fixés par deux systèmes distincts et de conception différente**.

Une ronde doit être effectuée avant le jeu par le personnel de l'établissement afin de s'assurer qu'aucun matériel susceptible de tomber sur le public n'a été oublié sur des éléments des plafonds techniques. [...]

Article L.80 : Décors

§ 3 — Les décors mobiles, propres au spectacle en cours, sont admis si l'ensemble des dispositions suivantes sont respectées :

- leurs mouvements ne compromettent pas la sécurité et l'évacuation du public ;
- chaque point de fixation doit être **doublé par un système de fixation distinct et de conception différente** ;
- les systèmes de fixation doivent faire l'objet d'une vérification par un organisme agréé.

I.5.2. Nouveaux Textes

Extraits : **Nouveaux textes** (à partir de fev 2007) :

SOUS-CHAPITRE IV : MESURES APPLICABLES AUX ESPACES SCÉNIQUES

I.5.2.1. Section I : Généralités

Article L. 49 : Terminologie

§ 1. Terminologie :

a) Espace scénique : espace comportant les scènes, les estrades, les plateaux (fixes ou mobiles), les pistes, les aires de service ou tout autre dispositif permettant des représentations théâtrales, des concerts, des attractions et, en général, tout spectacle.

b) Bloc-scène : volume destiné à recevoir les artistes, les installations techniques et les décors qui sont utilisés pendant le jeu scénique et qui peuvent s'escamoter en tous sens à la vue du public. La surface à prendre en compte est la surface réelle, mesurée au niveau du plancher de scène, non compris le proscénium.

c) Gril : surface technique située en partie haute du bloc-scène et pouvant recevoir la machinerie scénique.

d) Baie de scène : ouverture mettant en communication le bloc-scène et le bloc-salle.

e) Dessous de scène : niveaux non isolés situés sous le plancher de scène des espaces scéniques isolables et permettant l'installation des décors des spectacles en cours et la mise en place de machineries.

f) Fosse technique : volume technique d'un seul niveau situé sous la salle et/ou sous l'espace scénique permettant l'installation de machineries scéniques et/ou du décor du spectacle en cours.

g) Fosse d'orchestre : cavité pratiquée devant la scène et pouvant recevoir des artistes.

h) Avant-scène (proscénium) : partie de la scène située en avant du nu intérieur de la baie de scène.

i) Hauteur de la baie de scène : hauteur comprise entre le dessous du linteau du cadre de scène et le plancher de scène.

j) Hauteur cachée : hauteur comprise entre le dessous du linteau du cadre de scène et le dessous du gril. Un dispositif à claire-voie permettant de limiter la hauteur cachée peut être mis en place. Il doit être en matériau incombustible ou classé A1 et constituer un quadrillage à mailles d'une grandeur maximale de 1 m.

k) Parois et plans mobiles : ils sont principalement destinés à modifier les conditions d'utilisation d'une salle (acoustique par exemple), en dehors ou pendant la présence du public.

l) Planchers techniques : ils peuvent être constitués par des grils, des nacelles fixes ou mobiles, des praticables, des plates-formes, des passerelles, des estrades modulables (par construction ou mécaniquement) et tous dispositifs similaires.

m) Praticable : décor où l'on peut se mouvoir.

[NDR : Les « plafonds techniques » ne sont pas définis, de même que les « décors ». Un pont lumière en aluminium et son dispositif de suspension rentrent-ils dans la catégorie des « décors » ?]

§ 2. Les espaces scéniques peuvent être :

a) Espace scénique isolable du bloc-salle : l'espace scénique isolable ou bloc-scène comprend le volume de la scène proprement dite et, éventuellement la ou les aires de service visés à l'article L. 50 (§ 2) ;

b) Espace scénique intégré à la salle : espace constitué par un volume unique contenant un ou des espaces modulables pour les spectateurs et pour les artistes ;

c) Espace scénique adossé : espace scénique non isolable fixe situé sur une des parois du bloc-salle.

La création d'espaces scéniques d'un type non défini ci-dessus peut être autorisée, après avis de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur.

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

Article L.50 : Aménagements

§ 1. L'espace scénique ne doit contenir que les décors des spectacles en cours, sauf disposition contraire autorisée après avis de la commission de sécurité compétente. [...]

Article L.57 : Vérifications techniques et précautions d'exploitation

§ 1. Vérifications techniques :

c) Les vérifications des dispositifs des équipements de levage seront réalisées annuellement par des personnes ou organismes agréés.

§ 4. Au-dessus des personnes, tout élément suspendu mobile ou démontable propre au spectacle ou à la série de représentations en cours est admis si l'ensemble des dispositions suivantes est respecté :

- ils doivent être fixés de manière à ne jamais constituer un risque ;
- ils doivent être suspendus par deux systèmes distincts et de conception différente ;
- une ronde doit être effectuée avant le jeu par le personnel de l'établissement afin de s'assurer qu'aucun matériel ne soit susceptible de tomber ;
- leurs mouvements ne compromettent pas la sécurité et l'évacuation du public ;
- les systèmes particuliers de fixation non répétitifs doivent faire l'objet d'une vérification par un organisme agréé. [ndr : technologies de fixation « maison » par opposition aux accessoires industrialisés.]

§ 5. [...] Les planchers techniques situés au-dessus des personnes doivent être réalisés en matériaux de catégorie M1 ou classés B-s2, d0.

I.5.2.2. Section II : Espace scénique isolable de la salle

Article L. 60 : Plancher de scène

§ 1. S'il n'est pas en bois, le plancher de scène doit être réalisé en matériaux incombustibles ou classés A1. [...]

Article L. 61 : Aménagements et décors

§ 1. Les escaliers, les échelles, les ponts de service, l'ossature des grils, les supports des planchers, la machinerie et en général toutes les installations stables ou les équipements fixes aménagés dans le bloc-scène doivent être réalisés en matériaux incombustibles ou classés A1. Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux poulies et aux cordages des décors.

§ 2. Les décors doivent être réalisés en matériaux de catégorie M3 ou classés D-s3, d0.

En outre, aucune exigence de réaction au feu n'est imposée pour les accessoires.

I.5.2.3. Section III : Espaces scéniques intégrés à la salle

Article L. 75 : Décors

§ 2. Les décors doivent être en matériaux de catégorie M1 ou classés B-s2, d0. [...]

[NDR : la remarque issues de l'ancien article L.78 « Les plafonds techniques doivent être réalisés en matériaux incombustibles. » n'est plus présente telle quelle.]

I.5.2.4. Section IV : Espace scénique adossé fixe

Article L. 79 : Décors

§ 2. Les décors doivent être en matériaux M1 ou classés B-s2, d0. [...]

Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.

Textes de Lois et Circulaires

I. Arrêté « Acrobatie » du 12 septembre 1960

Extraits :

Article 1

[...] numéros d'acrobatie aérienne, dont les exécutants doivent évoluer à plus de 5 m au-dessus du sol et, en outre, effectuer des lâchés, c'est-à-dire perdre à certains moments tout contact soit avec un appareil, soit avec un partenaire.

Article 2

Préalablement à tout numéro d'acrobatie aérienne (ou toute répétition de ce numéro), tel qu'il est défini à l'article 1-, les entreprises devront installer un filet de protection fixé, avec toute la sécurité désirable, à la superstructure du local où ont lieu les représentations ou les répétitions.

[ndr : Un tapis mousse adapté à la hauteur de chute est également acceptable]

Article 3

Dans le cas où l'installation correcte du filet de sécurité visé à l'article 2 s'avérerait impossible, les artistes doivent, pendant leur travail, être porteurs d'une ceinture de sécurité reliée par une longe à un point fixe de la superstructure du local. [...]

Ndr : ATTENTION ! Cet arrêté est aujourd'hui très mal interprété et mal utilisé par la profession qui s'abrite derrière ce texte pour justifier de l'absence de mise en oeuvre de dispositifs de sécurité à plus de 5m sans lâchés d'agrès. RAPPEL : Ce texte a été largement dépassé par les dispositions plus récentes du Code du Travail.

II. Arrêté « Levage de personnes » du 2 décembre 1998

Fixant les conditions auxquelles doivent satisfaire les équipements de levage de charge pour pouvoir être utilisés pour le levage de personnes. Extraits :

CODE du TRAVAIL Art. R. 233-13-3

Le levage des personnes n'est permis qu'avec des équipements de travail et les accessoires prévus à cette fin. Toutefois, des équipements de travail non prévus pour le levage de personnes peuvent être utilisés pour accéder à un poste de travail ou pour exécuter un travail lorsque l'utilisation d'équipements spécialement conçus pour le levage des personnes est techniquement impossible ou expose celles-ci à un risque plus important lié à l'environnement de travail. [...]

Des équipements de travail non prévus pour le levage de personnes peuvent également être utilisés à cette fin, lorsque, en cas d'urgence l'évacuation de celles-ci le nécessite.

Article 1

Dans les conditions fixées à l'article R. 233-13-3 du code du travail, les équipements servant au levage de charge peuvent être utilisés pour le levage de personnes, sous réserve que soient satisfaites les obligations définies par les articles suivants.

Article 2

Le poids total de l'habitable, des personnes et des charges levées et transportées ne doit pas excéder 50 % pour les équipements fixes et 40 % pour les équipements mobiles de la charge nominale, à portée maximale, dans la configuration utilisée. [...]

ATTENTION ! L'esprit de l'article 2 constitue un critère minimal à respecter dans le secteur du spectacle.

Article 12

L'appareil doit être équipé de dispositifs empêchant l'habitable de dériver dangereusement ou de tomber intempestivement en chute libre en cas de défaillance partielle ou totale de l'énergie, ou lorsque cesse l'action de l'opérateur.

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

III. Circulaire « Levage de personnes » du 15 juin 1999

Cette circulaire explicite les conditions d'application et l'éventuelle interprétation de l'arrêté du 2 décembre 1998.

Extraits :

Le décret énumère limitativement les situations dans lesquelles l'utilisation d'équipements de levage de charges pour le levage de personnes est possible. Ces situations sont extrêmement rares, et l'utilisation d'équipement de levage de charges pour le levage de personnes sera de fait prohibée [...].

[...], les travaux en élévation, qu'il s'agisse de travaux en entreprise ou de travaux du bâtiment, doivent être réalisés avec des appareils spécialement conçus pour le levage de personnes ou tous autres moyens d'accès et de travail sûrs. [...]

Ces dernières, dans lesquelles, par exception au principe général de base, le recours aux équipements de levage de charges pour lever des personnes est autorisé sont les suivantes :

- l'utilisation d'équipements spécialement conçus est techniquement impossible : il s'agit de configuration de travaux dans les, quelles il n'existe pas, sur le marché, d'équipements de levage de personnes appropriés (cf. certains travaux, de grande hauteur, dans les chantiers navals). Cette exception ne peut couvrir une situation d'éloignement du fournisseur potentiel de l'équipement adéquat ou de coût élevé de la fourniture,
- l'utilisation d'équipements spécialement conçus expose les personnes à un risque plus important lié à l'environnement de travail : on peut, à titre d'exemple, citer les cas pouvant résulter d'une intervention sur le couronnement d'une cheminée foudroyée, le confortement d'une falaise instable, la fixation de containers les uns sur les autres,
- l'utilisation d'équipements non spécialement conçus est nécessaire pour l'évacuation de personnes en urgence.
- S'il n'est pas confronté à l'une de ces situations, le chef d'établissement doit impérativement utiliser un appareil de levage spécialement conçu pour le levage de personnes.
- C'est donc seulement lorsqu'il se trouve dans l'une de ces situations très rares, qu'il peut recourir, sous sa propre responsabilité, à un équipement de levage de charges. [...]

IV. Arrêtés « Appareils et Accessoires de Levage » des 1 & 2 mars 2004

Arrêté du 1er mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage, JO du 31 mars 2004

Arrêté du 2 mars 2004 relatif au carnet de maintenance des appareils de levage, NOR: SOCT0410465A, J.O n° 77 du 31 mars 2004 page 6192, texte n° 26

I.1. Arrêté du 1er mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage

Arrêté du 1er mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage, JO du 31 mars 2004

I.1.1. Résumé

Cet arrêté détermine la nature, la périodicité et les conditions de l'exécution des différentes vérifications auxquels sont soumis les appareils et les accessoires de levage lors de leur utilisation. Cet arrêté s'applique aux équipements de travail de type appareils de levage (grues, ponts roulants, chariots, etc) aux ponts élévateurs, aux PEMP, aux échafaudages volants motorisés ou non, aux ascenseurs de chantier.

I.1.2. Nature des Vérifications

- **Vérifications à la mise en service** (section 3 : articles 12 à 17) de matériel neuf ou matériel d'occasion
- **Vérifications à la remise en service** (section 4 : articles 18 à 21) : lors d'un changement de lieu ou de conditions d'utilisation, démontage, réparation importante ou défaillance d'un organe essentiel ayant entraîné un accident. Certains appareils peuvent être dispensés d'épreuves à la remise en service sous réserve toutefois d'avoir subi une vérification générale périodique de moins de 6 mois ou autres conditions.
- **Vérification générale périodique** (section 5 : articles 22 à 24) : les appareils de levage doivent faire l'objet d'une vérification générale périodique annuelle. Certains appareils sont vérifiés tous les 6 mois (ex : chariots élévateurs ; grues auxiliaires) et tous les 3 mois pour les appareils mus par la force humaine utilisés pour déplacer un poste de travail.

Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.

- Certaines vérifications ne peuvent être réalisées que par des **organismes agréés** (section 6 : articles 25 à 26). Il s'agit de vérifications de nature expérimentale ou de nature exceptionnelle.
- Un **rapport** provisoire est remis à l'issue de la vérification. Le rapport définitif est fourni dans un délai de 4 semaines (art 3 h). Le chef d'établissement doit tenir à disposition des personnes chargées des contrôles les documents nécessaires tels que rapports des vérifications précédentes, carnet de maintenance, notice d'instructions du fabricant, déclaration ou certificat de conformité (art 3b)
- Les résultats des vérifications sont portés sur le **registre de sécurité** par le chef d'établissement (art 3i)

I.2. Arrêté du 2 mars 2004 relatif au carnet de maintenance des appareils de levage

Arrêté du 2 mars 2004 relatif au carnet de maintenance des appareils de levage, NOR: SOCT0410465A, J.O n° 77 du 31 mars 2004 page 6192, texte n° 26

I.2.1. Résumé

Cet arrêté précise que « le chef d'établissement doit établir et tenir à jour un carnet de maintenance pour chacun des appareils afin de consigner toutes les opérations concourant à la maintenance indispensable à la bonne gestion des appareils de levage jusqu'à leur mise au rebut.

Les articles détaillés de ces textes peuvent être obtenus gratuitement sur internet :
<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000439029&dateTexte=>
<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000252250&dateTexte=>

V. En clair...

L'interprétation, voire le cumul, de ces différentes exigences réglementaires n'est pas toujours simple. Aussi, il y a lieu de considérer les principes suivants :

Levage de charge au-dessus du public :

Les équipements utilisés pour lever des charges au-dessus du public doivent :

- Être conformes aux exigences et aux règles de marquage (Nom du fabricant, CMU, CE) ;
- Ne pas être utilisés au-delà de leur charge maximale d'utilisation (CMU) ;
- Être correctement installés, conformément aux règles de l'art et à la notice d'utilisation ;
- Être sécurisés par un « système distinct de conception différente ».
- L'utilisation de textile est autorisée dans la suspension principale mais pas dans l'élingue de sécurité

Levage de charge au-dessus des travailleurs (artistes et techniciens) :

Les équipements utilisés pour lever des charges au-dessus des travailleurs doivent :

- Être conformes aux exigences et aux règles de marquage (Nom du fabricant, CMU, CE) ;
- Être correctement installés, conformément aux règles de l'art et à la notice d'utilisation ;
- Ne pas être utilisés au-delà de leur charge maximale d'utilisation (CMU) et être sécurisés par un « système distinct de conception différente »
- L'utilisation de textile est autorisée dans la suspension principale mais pas dans l'élingue de sécurité

Ou

- Ne pas être utilisés au-delà de la moitié de la valeur de leur CMU. (porteuses de théâtre)

Levage des travailleurs en dehors de la « représentation artistique » :

Le levage des personnes avec des équipements autres que ceux prévus à cet effet (nacelle élévatrice de type PEMP par exemple) est totalement interdit par la réglementation. Aucune mesure de prévention, aucun dispositif de sécurité complémentaire ne peut suffire à faire d'un équipement de levage standard, une solution conforme au levage de personnes.

Le travail sur corde n'est admis que dans la mesure où une solution traditionnelle permettant de privilégier les mesures de protection collective est techniquement impossible, ce qui est extrêmement rare. Ces techniques doivent alors être mise en œuvre conformément à la réglementation sur doubles cordes.

Il ne peut être ni exploité ni diffusé.

accroche, installation d'un dispositif mobile d'assurage sur support souple ou d'un antichute à rappel automatique.

Levage des travailleurs (artistes) au cours de la « représentation artistique » :

Le levage des artistes avec des équipements autres que ceux prévus pour le levage de personnes n'est admis que dans la mesure où l'utilisation de dispositifs conformes perturberait de manière trop importante l'expression de l'effet artistique souhaité.

Exemple : présence d'un garde-corps disgracieux en nez de scène, sur un plateau de décors surélevé ou lors d'une apparition par tampon.

C'est pourquoi les tampons « élévateurs de machinerie théâtrale » sont explicitement exclus de la directive européenne relative à la conformité des machines.

Néanmoins, il y a lieu de préciser deux points importants :

- Cette exclusion ne porte que sur les éléments directement perceptibles par le public.

Exemple : Un treuil, caché dans le gril, destiné au levage d'un artiste devra soit être conforme aux exigences réglementaires applicables aux appareils de levage de personnes de plus de 3m (procédure de certification via un organisme européen notifié), soit être doublé par un dispositif indépendant de type « antichute mobile sur support souple » (norme EN 353-2) ou « antichute à rappel automatique » (norme EN 360) qui sera fixé directement sur la charpente du bâtiment.

- Cette exclusion ne dispense pas l'employeur de mettre en œuvre toutes les mesures compensatoires adéquates dans le respect de la réglementation et des règles de l'art.

Exemple : L'absence de garde-corps au pourtour d'un tampon d'apparition ne dispense pas le concepteur/constructeur de mettre en place un dispositif conforme de prévention des risques de cisaillement.

- Cette exclusion ne dispense pas l'artiste de porter un harnais conforme, éventuellement intégré sous son costume, qui réponde au moins aux exigences du « maintien au travail » dans le domaine de la protection contre les chutes de hauteur. (norme EN 358)

(voir le sous-chapitre « Mémento de la sécurité dans le spectacle vivant » ci-dessous)

VI. Décret « Travaux en Hauteur » du 1^{er} septembre 2004

Voir articles Code du Travail R233-13-20 à R233-13-37. Extraits :

Code du Travail Art. R.233-13-21

Lorsque les travaux temporaires en hauteur ne peuvent être exécutés à partir du plan de travail [...]. La priorité doit être donnée aux équipements permettant d'assurer la protection collective des travailleurs. [...]

Code du Travail Art. R.233-13-23

Les techniques d'accès et de positionnement au moyen de cordes ne doivent pas être utilisées pour constituer un poste de travail. Toutefois, en cas d'impossibilité [...], celles-ci peuvent être utilisées pour des travaux temporaires en hauteur.

Code du Travail Art. R.233-13-24

Les postes de travail pour la réalisation de travaux en hauteur doivent être accessibles en toute sécurité. [...] Ce moyen doit [...] permettre de porter rapidement secours à toute personne en difficulté et d'assurer l'évacuation en cas de danger imminent.

Code du Travail Art. R.233-13-37

L'utilisation des techniques d'accès et de positionnement au moyen de cordes doit respecter les conditions suivantes :

- a) Le système doit comporter au moins deux cordes de travail semi-statiques, [...] Ces deux dispositifs sont ancrés séparément et les deux points d'ancrage doivent faire l'objet d'une note de calcul élaborée par le chef d'établissement ou une personne compétente ;
- b) Les travailleurs doivent être munis d'un harnais d'antichute approprié (harnais complet conforme à la norme EN 361), [...]
- c) Les outils [...] doivent être attachés [...]
- d) [...] de telle sorte qu'un secours puisse être immédiatement porté au travailleur en cas d'urgence ;
- e) Les travailleurs doivent recevoir une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées et aux procédures de sauvetage, [...]

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

VII. Circulaire DGT 2009-08 relative aux « Travaux en Hauteur »

Circulaire DGT 2009-08 du 2009-04-16 relative au décret du 2004-09-01

Rappel à la règle en matière de travaux sur cordes !

Dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des dispositions introduites dans le Code du travail par le décret du 1^{er} septembre 2004, l'attention de la direction générale du travail a été appelée sur le **fort accroissement des travaux réalisés selon la technique des « travaux sur cordes »**. Certains médias font d'ailleurs la promotion de cette technique pour des travaux courants en mettant en avant les gains qu'elle procure pour le client en terme de coût et de temps.

Un rappel à des pratiques plus sûres doit donc être fait.

La circulaire du 27 juin 2005 a très largement rappelé les obligations qui pèsent, désormais, sur tous les acteurs qui ont à intervenir dans la réalisation de travaux en hauteur. Le premier acteur est le donneur d'ordre, qu'il soit chef d'établissement ou maître d'ouvrage. Il est de sa responsabilité [...] de définir des modalités d'intervention qui permettent de réaliser les travaux en respectant l'ensemble des principes généraux de prévention. [...]

Or la technique d'intervention à l'aide de cordes pour ravalier des façades, si elle offre des avantages, d'ailleurs discutables, en termes de temps et de coûts, **n'est pas nécessairement la meilleure méthode en terme de sécurité**, de prévention et de conditions de travail. Le choix de cette méthode doit être précédé d'une analyse apportant la preuve des impossibilités techniques qui auraient été de nature à empêcher par exemple, l'installation d'un échafaudage de pied, d'une nacelle suspendue ou d'une plate-forme élévatrice. La démonstration que cette technique était la plus adaptée au chantier en fonction d'un environnement particulier, n'est pas davantage faite.

Des lors, un choix guidé par les seuls critères économiques ou de temps ne respecte pas les dispositions du Code du travail fondées sur le respect des principes généraux de prévention. Dans ce cas, un rappel aux dispositions réglementaires précitées pourra être fait par tous moyens autorisés.

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

VIII. Loi « Prévention des Risques » du 31 décembre 1991

Modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail. Extraits :

Code du Travail Art. L.230-2

I. Le chef d'établissement prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé des travailleurs de l'établissement, y compris les travailleurs temporaires. Ces mesures comprennent des actions de prévention des risques professionnels, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés. Il veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes.

Sans préjudice des autres dispositions du présent code, lorsque dans un même lieu de travail les travailleurs de plusieurs entreprises sont présents, les employeurs doivent coopérer à la mise en œuvre des dispositions relatives à la sécurité, à l'hygiène et à la santé selon des conditions et des modalités définies par décret en Conseil d'Etat.

II. - Le chef d'établissement met en œuvre les mesures prévues au I ci-dessus sur la base des principes généraux de prévention suivants:

- a) Eviter les risques ;
- b) Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- c) Combattre les risques à la source ;
- d) Adapter le travail à l'homme, (conception des postes de travail [...])
- e) Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
- f) Remplacer ce qui est dangereux par ce qui est moins dangereux ;
- g) Planifier la prévention en y intégrant [...] l'organisation du travail [...]
- h) Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;
- i) Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

III. - Sans préjudice des autres dispositions du présent code, le chef d'établissement doit, compte tenu de la nature des activités de l'établissement:

- a) Evaluer les risques pour la sécurité et la santé des travailleurs, y compris dans le choix des procédés de fabrication, des équipements de travail, des substances ou préparations chimiques, dans l'aménagement ou le réaménagement des lieux de travail ou des installations et dans la définition des postes de travail; à la suite de cette évaluation et en tant que de besoin, les actions de prévention ainsi que les méthodes de travail et de production mises en œuvre par l'employeur doivent garantir un meilleur niveau de protection de la sécurité et de la santé des travailleurs et être intégrées dans l'ensemble des activités de l'établissement et à tous les niveaux de l'encadrement;
- b) Lorsqu'il confie des tâches à un travailleur, prendre en considération les capacités de l'intéressé à mettre en œuvre les précautions nécessaires pour la sécurité et la santé.

Code du Travail Art. L.230-3

[...] il incombe à chaque travailleur de prendre soin, en fonction de sa formation et selon ses possibilités, de sa sécurité et de sa santé ainsi que de celles des autres personnes concernées du fait de ses actes ou de ses omissions au travail.

Code du Travail Art. L.230-4

Les dispositions de l'article L.230-3 n'affectent pas le principe de la responsabilité des employeurs ou chefs d'établissement.

Code du Travail Art. L.230-5

Les [...] équipements de travail [...] doivent être conçus et construits de façon que leur mise en place, leur utilisation, leur réglage, leur maintenance, dans des conditions conformes à leur destination, n'exposent pas les personnes à un risque d'atteinte à leur sécurité ou leur santé.

Les protecteurs et dispositifs de protection [...] doivent être conçus et fabriqués de manière à protéger les personnes [...] contre les risques pour lesquels ils sont prévus. [...]

Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.

IX. Circulaire « Document unique » du 18 avril 2002

Rédaction de l'évaluation : « Document Unique »

L'obligation de transcrire dans un document les résultats de l'évaluation des risques n'est pas qu'une obligation matérielle. Elle représente la première étape de la démarche générale de prévention qui incombe à l'employeur. Mais cette formalisation doit aussi contribuer au dialogue social au sein de l'entreprise, sur l'évaluation elle-même, et au-delà sur la conception et la réalisation des mesures de prévention qui devront, en tant que de besoin, faire suite à l'évaluation des risques.

La forme du « Document Unique »

Les résultats de l'évaluation des risques devront être transcrits sur un document unique, cela dans le souci de répondre à trois exigences : cohérence, commodité, traçabilité.

X. Droit de retrait

Code du travail Art. L.231-8-1

Aucune sanction, aucune retenue de salaire ne peut être prise à l'encontre d'un salarié ou d'un groupe de salariés qui se sont retirés d'une situation de travail dont ils avaient un motif raisonnable de penser qu'elle présentait un danger grave et imminent [...].

XI. Obligations de formation

Voir également le chapitre « Formations Obligatoires »

Directive Européenne 89-391 modifiée « Sécurité et Santé des Travailleurs »

Article 6 : Obligations générales des employeurs

1. Dans le cadre de ses responsabilités, l'employeur prend les mesures nécessaires pour la protection de la sécurité et de la santé des travailleurs, y compris les activités de prévention des risques professionnels, d'information et de **formation** ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens nécessaires. [...]

Article 12 : Formation des travailleurs

1. **L'employeur doit assurer que chaque travailleur reçoit une formation à la fois suffisante et adéquate à la sécurité et à la santé,** notamment sous forme d'informations et d'instructions, à l'occasion : de son engagement, d'une mutation ou d'un changement de fonction, de l'introduction ou d'un changement d'un équipement de travail, de l'introduction d'une nouvelle technologie, et spécifiquement axée sur son poste de travail ou sa fonction.

Cette formation doit : être adaptée à l'évolution des risques et à l'apparition de risques nouveaux, et être répétée périodiquement si nécessaire. [...]

4. La formation prévue aux paragraphes 1 et 3 **ne peut être mise à la charge des travailleurs** ou de représentants des travailleurs et doit se passer durant le temps de travail.

Directive Européenne 89-655 modifiée « Sécurité des équipements de travail »

Article 7 : Formation des travailleurs : Sans préjudice de l'article 12 de la directive 89/391/CEE, l'employeur prend les mesures nécessaires afin que : les travailleurs chargés de l'utilisation des équipements de travail reçoivent une formation adéquate, y compris sur les risques que, le cas échéant, cette utilisation comporte, les travailleurs visés à l'article 5 deuxième tiret [ndr : réparation, transformation, maintenance ou entretien] reçoivent une formation adéquate spécifique.

Code du travail Art. L.230-2

Le chef d'établissement prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité [...] des travailleurs [...] Ces mesures comprennent des actions de prévention des risques professionnels, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

Code du travail Art. L.231-8

L'existence de la *faute inexcusable de l'employeur* [...] présumée établie pour les salariés sous contrat à durée déterminée et les salariés mis à la disposition d'une entreprise [...] affectés à des postes de travail [...] pour lesquels ils n'auraient pas bénéficié de la formation à la sécurité renforcée. [...]

Code du travail Art. L.233-2

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

Le chef d'établissement doit informer de manière appropriée les travailleurs chargés de la mise en oeuvre ou de la maintenance des **équipements de travail** :

- a) Des conditions d'utilisation ou de maintenance de ces équipements de travail ;
- b) Des instructions ou consignes les concernant ;
- c) De la conduite à tenir face aux situations anormales prévisibles ;
- d) Des conclusions tirées de l'expérience acquise permettant de supprimer certains risques.

Il doit également informer tous les travailleurs de l'établissement des risques les concernant, dus, d'une part, aux équipements de travail situés dans leur environnement immédiat de travail, même s'ils ne les utilisent pas personnellement, d'autre part, aux modifications affectant ces équipements.

Code du travail Art. R.233-44

Le Chef d'établissement doit faire bénéficier les travailleurs qui doivent utiliser un **Équipement de Protection Individuelle**, d'une formation adéquate comportant en tant que de besoin, un entraînement au port de cet Équipement de Protection Individuelle. Cette formation doit être renouvelée aussi souvent qu'il est nécessaire pour que l'équipement soit utilisé conformément à la consigne d'utilisation prévue au dernier alinéa.

XII. Obligations des Entreprises Étrangères

CIRCULAIRE DGT 2008/17 du 5 octobre 2008 relative au détachement transnational de travailleurs en France dans le cadre d'une prestation de services.

La libre prestation des services inscrite à l'article 49 du traité instituant la Communauté européenne a permis le développement des interventions d'entreprises étrangères et de leurs salariés sur le sol français.

Partant de ce constat et dans la perspective d'encourager l'exercice de la liberté de prestations de services dans un cadre bien défini, de garantir une concurrence loyale entre les entreprises et de mieux protéger les travailleurs, les États membres de l'Union et le Parlement européen ont adopté le 16 décembre 1996 la **directive 96/71/CE concernant le détachement de travailleurs dans le cadre d'une prestation de services**, qui prévoit :

- l'existence d'un noyau dur de règles impératives à respecter dans le pays d'accueil,
- des échanges d'information entre autorités nationales,
- et des garanties d'application (contrôles, procédures à la disposition des travailleurs, compétence judiciaire).

[Extraits]

2.8. Règles de santé et de sécurité au travail

Dans le domaine de la santé et de la sécurité du travail, l'ensemble des règles de la partie IV du code du travail est applicable à l'entreprise détachant des salariés en France moyennant certaines adaptations, pour la médecine du travail et les CHSCT plus particulièrement.

a. Pour les **règles de sécurité**, s'appliquent en particulier :

- les règles de sécurité applicables à toutes les intervenants extérieurs à une entreprise (art. R 4511-1 ss) : inspection préalable des lieux de travail, analyse conjointe des risques, plan de prévention des risques, plan de retrait d'amiante, etc.
- les prescriptions techniques relatives aux chantiers du bâtiment et opérations de génie civil, comme les règles relatives aux travaux sur immeubles, à la coordination de la sécurité sur les chantiers (articles L. 4531-1 ss), etc.
- les règles en matière de danger grave ou imminent (art. L. 4731-1 ss).
- les règles relatives au droit de retrait des salariés (art. L. 4131-1).

b. Pour les règles d'**utilisation des équipements de travail**, il s'agit principalement :

- des règles communautaires de mise en circulation des équipements, conformément aux principes énoncés par la note de la DGT du 30 novembre 2006,
- des règles de vérifications des équipements de travail, qui doivent être effectuées par des personnes compétentes au sens des réglementations ou pratiques françaises.

Par exemple, les résultats de ces vérifications doivent être consignés et tenus à la disposition des agents de contrôle. La présentation d'une attestation ou d'un certificat déclarant que des vérifications ont été effectuées ne saurait suffire.

c. Pour les règles de **formation des salariés**, il s'agit des exigences :

- de qualification requise pour certaines activités, justifiée par la possession d'un certificat, par ex. pour réaliser des travaux hyperbare ou de radiologie industrielle.

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

- de « formation adéquate » devant être dispensée à certaines catégories de travailleurs (par ex. maintenance, réparation) et aux utilisateurs d'équipements de travail (par ex. conduite d'engins), le choix des moyens mis en oeuvre relevant de l'employeur, qui doit pouvoir justifier des dates, durées et contenus des actions de formation.

XII.1. Détachement temporaire en France d'un salarié étranger

Le détachement temporaire en France d'un salarié d'une entreprise étrangère

Source www.travail-solidarite.gouv.fr/informations-pratiques - dernière mise à jour le 24 mars 2009

Le même texte est disponible dans plusieurs langues

- *Temporary posting of workers in France*
- *Zeitweise Entsendung von ausländischen Arbeitnehmern nach Frankreich*
- *Detășarea temporară în Franța a unui salariat de la o societate străină*
- *Czasowe oddelegowanie do Francji pracownika przedsiębiorstwa zagranicznego*
- *Destacamento temporário em França de um trabalhador de uma empresa estrangeira*

Synthèse

Les entreprises dont le siège social est établi hors de France peuvent détacher temporairement leurs salariés en France. Elles doivent alors respecter plusieurs formalités obligatoires et appliquer aux salariés ainsi détachés, certaines dispositions prévues par le Code du travail en matière, notamment, de rémunération, de durée du travail et de conditions de travail.

A savoir

Le détachement est par nature temporaire. Sa durée varie suivant la mission confiée au travailleur détaché. La relation salariale avec l'employeur doit être maintenue pendant la durée du détachement du salarié en France.

Quelles sont les situations visées

Le détachement transnational de travailleurs, au sens du code du travail (articles L.1261-1 à L.1263-2 et R.1261-1 à R. 1264-3 du code du travail), vise les hypothèses où un employeur, régulièrement établi hors de France, confie une mission précise à ses salariés devant être exécutée en France, étant entendu qu'une fois leur mission effectuée, les salariés reprennent leur activité au sein de leur entreprise d'origine.

Les règles du « détachement transnational de travailleurs » s'appliquent ainsi aux employeurs établis hors de France qui sont amenés à intervenir en France dans les 4 cas suivants :

- exécution d'une prestation de services : les « prestations de services » s'entendent comme les activités de nature industrielle, commerciale, artisanale, libérale ou agricole, réalisées dans le cadre d'un contrat conclu entre une entreprise prestataire et le destinataire de cette prestation, moyennant un prix convenu entre eux. Sont notamment visées toutes les opérations de sous-traitance (secteur du BTP...).
- mobilité intragroupe : par exemple, mise à disposition de personnel à but non lucratif entre entreprises d'un même groupe ou établissements d'une même société, ayant par exemple pour objet une mission, une période de formation...
- mise à disposition de salariés au titre du travail temporaire : une entreprise de travail temporaire régulièrement établie à l'étranger peut détacher des salariés auprès d'une entreprise utilisatrice en France.
- réalisation d'une opération pour propre compte : par exemple, une entreprise établie à l'étranger, propriétaire en France de plantations, y détache temporairement ses salariés afin de procéder à des coupes de bois.

L'employeur établi hors de France doit exercer une activité significative dans son pays d'origine, pour pouvoir faire intervenir en France ses salariés en qualité de travailleurs détachés. S'il s'avère que l'entreprise prestataire exerce une activité habituelle, stable et continue en France, elle doit s'y établir et assujettir ses salariés à l'ensemble des règles du code du travail.

Par ailleurs, même si la durée de la prestation peut varier selon l'importance de la tâche à accomplir d'une journée à plusieurs mois, le détachement doit conserver un caractère temporaire.

En France, l'exercice de certaines professions est réglementé : médecins, architectes, chauffeurs de taxi, experts comptables, activités d'assurance, de gardiennage... En cas de détachement de salariés, l'entreprise qui relève d'une de ces professions doit pouvoir justifier des déclarations, autorisations, justificatifs ou diplômes requis en France pour les exercer.

Quelles sont les formalités préalables au détachement ?

Déclaration préalable obligatoire

Avant le début de la prestation, l'employeur doit transmettre une déclaration préalable de détachement à la direction départementale du travail du lieu où s'effectue la prestation (ou du 1er lieu de l'activité en cas de prestation « itinérante ») en langue française, par lettre recommandée avec avis de réception ou par

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

télécopie, ou par transmission électronique.

Les modèles de déclaration préalable (contrat de prestation de services, mobilité intra-groupe, détachement pour propre compte) sont en ligne sur ce site.

- la liste des directions départementales du travail peut être consultée à sur le site travail-solidarite
- les opérations de cabotage donnent également lieu à une déclaration préalable spécifique, à transmettre à la Direction générale du travail (DGT – 39/43 Quai André Citroën –75902 PARIS CEDEX 15 – Fax : 01 44 38 34 45). Les modalités sont disponibles sur le site du ministère des transports.

Le défaut de déclaration préalable de détachement par l'employeur est passible de l'amende prévue pour les contraventions de quatrième classe (article R. 1264-1 du code du travail), soit 135 euros (montant de l'amende forfaitaire).

Demande d'autorisation de travail (pour les employeurs établis dans un Etat tiers).

Seuls les employeurs établis dans un Etat tiers (hors UE, EEE, Suisse) qui souhaitent détacher leurs salariés ressortissants d'Etats tiers en France doivent solliciter en leur faveur la délivrance d'une autorisation de travail pour la durée de leur période d'activité en France. Ils doivent adresser leur demande à la direction départementale du travail du lieu d'exécution de la mission de leurs salariés.

Les ressortissants d'Etats tiers (hors UE, EEE, Suisse) employés de façon régulière par une entreprise établie dans l'UE, l'EEE ou la Confédération helvétique peuvent être détachés en France sans avoir à justifier d'une autorisation de travail s'ils sont titulaires d'un titre les autorisant à séjourner et travailler dans le pays où est établi leur employeur (article R. 5221-2, 2° du code du travail) (pour plus d'informations, on peut consulter le site du ministère de l'immigration

Quelles sont les règles applicables ?

Les employeurs sont soumis, pendant la durée du détachement de leurs salariés en France, aux règles françaises pour certaines matières limitativement énumérées à l'article L. 1262-4 du code du travail

Les « règles françaises » recouvrent :

- les dispositions législatives et réglementaires,
- les règles issues des accords et conventions collectives étendus applicables aux salariés français exerçant une activité identique au travail effectué par les salariés détachés (consulter ici les conventions collectives).

Les employeurs doivent ainsi se conformer aux dispositions françaises applicables en matière de conditions de travail et d'emploi des salariés. Le détail des dispositions françaises applicables aux salariés pendant la durée de leur détachement en France figure dans l'annexe ci-dessous.

Dispositions du code du travail dont l'application est exclue

Ne sont pas applicables aux salariés détachés les dispositions du droit du travail français relatives à la conclusion et à la rupture du contrat de travail, la représentation du personnel, la formation professionnelle, la prévoyance. En effet, pour ces différentes matières, c'est le droit du pays d'origine des salariés détachés qui s'applique.

Règles particulières

Accident du travail

Lorsqu'un salarié détaché non affilié à un régime français de sécurité sociale est victime d'un accident du travail en France, une déclaration d'accident du travail est envoyée à l'inspecteur du travail du lieu de survenance de cet accident par l'entreprise d'accueil (ou par l'employeur du salarié détaché s'il s'agit d'un détachement pour propre compte).

Affiliation à un régime de sécurité sociale

Les employeurs établis hors de l'Union européenne devront produire sans délai, à la demande de l'inspection du travail, une attestation de régularité de leur situation sociale :

- soit émanant de leur Etat d'origine, si ce dernier est signataire d'une convention bilatérale de sécurité sociale avec la France (pour consulter la liste des Etats ayant signé une convention bilatérale avec la France, consulter le site du Centre des Liaisons Européennes et Internationales de Sécurité Sociale (CLEISS) (www.cleiss.fr).
- soit émanant de l'organisme français de recouvrement des cotisations sociales dans le cas contraire.

En cas de contrôle, quels documents l'inspection du travail peut-elle demander à l'employeur ?

Les services de contrôle sont habilités à exiger la transmission sans délai par l'employeur d'une liste limitative de documents, qui doivent être rédigés en français et faire apparaître des montants en euros (cf., article R. 1263-1 du code du travail) :

- le document attestant de la régularité de la situation sociale de l'employeur, dans les cas où son entreprise est établie en dehors de l'Union Européenne.

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

- l'autorisation de travail des salariés ressortissants d'Etats tiers, le cas échéant (voir ci-dessus « Demande d'autorisation de travail pour les employeurs établis dans un Etat tiers ») ;
- le document attestant d'un examen médical dans le pays d'origine équivalent à celui pratiqué en France, pour les employeurs établis dans un pays de l'UE, de l'EEE ou de la Confédération Helvétique,
- les bulletins de paie de chaque salarié détaché ou tout document équivalent (lorsque le détachement est supérieur ou égal à un mois) ou tout document apportant la preuve du respect de la rémunération minimale.
- le document attestant de l'obtention d'une garantie financière ou tout document équivalent (pour les entreprises de travail temporaire).

Le défaut de présentation de ces documents à l'inspection du travail est constitutif de l'amende prévue pour les contraventions de 3ème classe (soit 68 euros, montant de l'amende forfaitaire), et peut être également constitutif du délit d'obstacle à l'accomplissement des fonctions de l'agent de contrôle, punissable d'une peine d'un an d'emprisonnement et d'une amende de 3750 euros (article L. 8114-1 du code du travail).

Quels sont les recours possibles ?

L'article R. 1412-5 du code du travail offre la faculté aux salariés détachés de porter les contestations relatives aux droits qui leur sont reconnus devant le conseil des prud'hommes dans le ressort duquel la prestation s'effectue ou a été effectuée. Si la prestation s'effectue ou a été effectuée en des lieux situés dans le ressort de plusieurs conseils de prud'hommes, ces contestations peuvent être portées devant l'une quelconque de ces juridictions (carte judiciaire).

Les salariés peuvent également porter leurs contestations devant la juridiction compétente du pays d'établissement de leur employeur.

Où peut-on obtenir des informations complémentaires ?

Les employeurs et les salariés qui souhaitent obtenir des informations complémentaires en matière de détachement transnational de travailleurs, ou qui souhaitent alerter les services de l'inspection du travail de certaines situations, peuvent contacter la direction départementale du travail du lieu d'exécution de la prestation en France.

XIII. Fourniture des Équipements de Travail et de Protection

XIII.1. Travailleurs permanents

Code du Travail Art. R.233-1

Le chef d'établissement doit mettre à la disposition des travailleurs les équipements de travail nécessaires, appropriés au travail à réaliser ou convenablement adaptés à cet effet, en vue de préserver la santé et la sécurité des travailleurs. [...]

En outre, le chef d'établissement doit mettre à la disposition des travailleurs, en tant que de besoin, les équipements de protection individuelle appropriés.

Et, lorsque le caractère particulièrement insalubre ou salissant des travaux l'exige, les vêtements de travail appropriés à la disposition des travailleurs et veiller à leur utilisation effective.

Les équipements cités ci-dessus ne constituent pas des avantages en nature. [...]

Code du Travail Art. R.233-42

[...] les équipements de protection individuelle et les vêtements de travail visés à l'article R. 233-1 doivent être **fournis gratuitement** par le chef d'établissement qui **assure leur bon fonctionnement et leur état hygiénique satisfaisant par les entretiens, réparations et remplacements nécessaires**.

Les équipements de protection individuelle sont **réservés à un usage personnel** dans le cadre des activités professionnelles de leur attributaire. [...]

Code du Travail Art. R.233-42-2

[...] équipement de protection individuelle pour lesquels le chef d'établissement ou le travailleur indépendant doit procéder ou **faire procéder à des vérifications générales périodiques** afin que soit décelé en temps utile toute défectuosité susceptible d'être à l'origine de situations dangereuses. [...]

Les vérifications sont effectuées par des personnes qualifiées appartenant ou non à l'établissement dont la

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

liste est tenue à la disposition de l'inspecteur du travail ou du contrôleur du travail. Ces personnes doivent avoir la compétence nécessaire pour exercer leur mission en ce qui concerne les équipements de protection individuelle. [...] Le résultat des vérifications générales périodiques est consigné sur le registre de sécurité. [...] Lorsque les vérifications périodiques sont réalisées par des personnes n'appartenant pas à l'établissement, les rapports doivent être annexés au registre de sécurité.

XIII.2. Travailleurs temporaires ou intérimaires

Code du Travail Art. L.1251-23 (ancienne réf. L.124-4-6)

Les équipements de protection individuelle sont fournis par l'entreprise utilisatrice.

Toutefois, certains équipements de protection individuelle personnalisés, définis par convention ou accord collectif de travail, peuvent être fournis par l'entreprise de travail temporaire. [ndr : casques, chaussures de sécurité, harnais antichute...] [Dans ce cas cela est noté dans le contrat de mise à disposition.]

Les salariés temporaires ne doivent pas supporter la charge financière des équipements de protection individuelle.

[ndr : L'entreprise utilisatrice doit veiller à l'utilisation effective de ces équipements de protection individuelle.]

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

Mémentos et Règles de l'Art

I. Mémento « Conception et Fabrication des Agrès de Cirque »

Ministère de la culture – Association Hors-Les-Murs - Octobre 2003 ; Extraits :

Facteurs dynamiques

Le facteur dynamique lié à l'utilisation d'un agrès aérien est le rapport arithmétique entre l'effort maximal appliqué à l'agrès par les acrobates et la masse de ceux-ci. Ce rapport est dû aux mouvements des acrobates (fouettés, échappés, rattrapes, chutes, tourbillons...) et aux forces centrifuges induites par le ballant.

Les travaux de recherche liés à la rédaction de ce mémento ont conduit à la définition des facteurs dynamiques suivants :

Agrès fixes : facteur dynamique = 2

Agrès ballants : facteur dynamique = 5

téléchargé sur
www.AERISC.com

II. Mémento de la Sécurité dans le Spectacle Vivant

Ministère de la culture – Conseil national de la scénographie - Avril 1999. Extraits :

II.1. Levage, manutention de charge, élévation du personnel

Les opérations de levage, manutention de charge notamment manuelle et l'élévation du personnel sont la source de plus du tiers des accidents dans le "spectacle vivant". De nombreuses situations, par exemple :

- [...] "vol" d'acteur,
- [...] accrochage et élingage sur structure ou tour d'échafaudage,

Elles présentent des risques importants et font l'objet de prescriptions particulières du code du travail.

Risques relatifs aux « Vols » en cours de représentation.

Risque : Chute de grande hauteur.

Les artistes seront obligatoirement dotés d'un harnais conforme à la norme EN 361 (intégré éventuellement à son costume). Ce harnais sera relié par des mousquetons et longes normalisés (marquage C.E.) à :

- D'une part, aux éléments nécessaires pour assurer le vol (treuils, perches, ...).
- D'autre part, à une structure fixe du bâtiment conçue, éprouvée et vérifiée pour cet usage doté d'un antichute normalisé (avec éventuellement un enrouleur).

Normes : EN 353-1 ; EN 353-2 ; EN 354 ; EN 358 ; EN 360 ; EN 362 ; EN 363 ; EN 365 ; EN 795.

Risque : Ecrasement contre un élément de décor.

Les déplacements verticaux ou horizontaux à une vitesse supérieure à 1,5 m/s ne pourront être réalisés que dans des zones exemptes de toutes structures (décor, passerelle, scène) y compris pour les espaces susceptibles d'être atteints par des balancements.

Les éléments utilisés pour assurer les mouvements (treuils, perches, ponctuels, ...) auront un niveau de fiabilité au moins équivalent à celui demandé pour le levage des charges au-dessus des personnes.

De plus, afin que les vitesses et espaces définis ci-dessus ne puissent pas être atteints même en cas de dysfonctionnement des éléments ou des opérateurs, mettre en place les moyens nécessaires :

- butée mécanique sur les déplacements,
- limiteur de vitesse. [...]

Vérification des décors et équipements

La classification a pour but, à partir d'une évaluation du risque inhérent à l'exploitation de chaque élément de décor d'une même production, de définir le niveau de contrôle de la construction (interne ou externe) et les documents afférents. Dans une même production chaque décor ou élément de décor peut avoir une classification particulière en fonction des critères définis ci après. [...]

Catégorie C

Sont compris dans cette catégorie tous les éléments de décors d'une complexité supérieure à celle de la catégorie B soit :

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

- [...] les équipements construits équipés au cintre de plus de 200 Kg,
- ainsi que tout élément assurant l'élévation de personnel (vol, apparition...) et les éléments construits en porte à faux [...]

Il est rappelé qu'il appartient au producteur d'évaluer les risques de toute situation de travail (voir Article L 230-2 du Code du Travail). En conséquence, pour tous les éléments ne figurant pas dans les catégories ci-dessus, il y a lieu après l'analyse des risques de déterminer le classement.

Modalité de contrôle

Elément de catégorie C

Le contrôle comprenant la vérification des notes de calculs sera effectué par une personne ayant au moins la compétence des organismes spécialisés dans le contrôle des structures.

Documents fournis : plans d'exécution au 20e et 50e, notes de calculs, plans de montage. Comme en catégorie B, le délai de fourniture de ces documents sera mentionné dans le contrat.

Il appartient au producteur de décider de l'intervention d'un bureau de contrôle, s'il a un doute sur la compétence des personnes chargées de ces missions.

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

III. Principes de redondance

La redondance des dispositifs utilisés pour lever des personnes ou lever des charges au-dessus des personnes est un principe général permettant de s'assurer que la défaillance d'un seul composant quelconque ne pourra pas entraîner de conséquence catastrophiques.

Bien que ce principe ne soit pas explicitement repris comme une obligation applicable aux machines de levage du secteur du spectacle, il constitue un critère essentiel permettant d'atteindre un niveau de sécurité équivalent à ceux requis par la réglementation pour des applications similaires.

Ce principe est notamment issu des textes suivants :

Directive européenne 2006-42 relative aux machines

« Lorsque des câbles ou des chaînes sont utilisés pour suspendre l'habitable, en règle générale, au moins deux câbles ou chaînes indépendants sont requis, chacun disposant de son propre ancrage. »

Directive européenne 2006-42 relative aux machines

« Lorsque des câbles ou des chaînes sont utilisés pour suspendre l'habitable, en règle générale, au moins deux câbles ou chaînes indépendants sont requis, chacun disposant de son propre ancrage. »

Code du Travail Art. R.233-13-37 - Travail sur cordes

« L'utilisation des techniques d'accès et de positionnement au moyen de cordes doit respecter les conditions suivantes : a) Le système doit comporter au moins deux cordes de travail semi-statiques, [...] Ces deux dispositifs sont ancrés séparément et les deux points d'ancrage doivent faire l'objet d'une note de calcul élaborée par le chef d'établissement ou une personne compétente ; »

Norme NF EN 14502-2 : Appareils de levage à charge suspendue. Équipements pour le levage de personnes

Partie 2 : Cabines élevables

5.8.3 Pare-chute de sécurité et régulateur de survitesse

5.8.3.1 Un pare-chute doit être installé sur la cabine élevable [...]

En variante, un système comportant deux moyens de supportage (câble, chaîne,...) peut être utilisé [...]

Lorsque deux câbles sont sur un tambour simple, les points suivants doivent être vérifiés :

a) les deux câbles doivent pouvoir supporter la charge avec les coefficients de sécurité appropriés tels que listés à l'Annexe A ;

Norme NF EN 280 : Plates-formes élévatrices mobiles de personnel. Calculs de conception — Critère de stabilité — Construction. Sécurité — Examen et essais

5 Prescriptions et/ou mesures de sécurité

5.5 Systèmes d'entraînement des structures extensibles

5.5.2 Systèmes d'entraînement par câbles

5.5.2.1 Les diamètres des câbles, tambours et poulies doivent être calculés selon l'annexe C (normative), avec l'hypothèse que la totalité de la charge est appliquée à un seul système à câble.

Les systèmes d'entraînement à câbles doivent comporter [...]

1) un second système d'entraînement à câbles conçu conformément au premier système, avec un dispositif d'égalisation approximative de la tension dans les deux systèmes, de façon à doubler le coefficient d'utilisation ; ou

2) un second système d'entraînement à câbles, conçu conformément au premier système, comportant un dispositif qui limite la tension dans ce système à une valeur inférieure à celle résultant de l'application de la moitié de la charge due aux conditions normales d'utilisation, et capable de retenir la plate-forme avec sa charge maximale d'utilisation en cas de défaillance du premier système

5.5.3 Systèmes d'entraînement par chaîne

5.5.3.1 Les systèmes d'entraînement à chaîne doivent comporter [...]

1) deux systèmes d'entraînement à chaînes, chaque système ayant un coefficient d'utilisation minimum de 4 (soit un total de 8 minimum) dont les tensions sont égalisées approximativement par un dispositif ; ou

2) deux systèmes d'entraînement à chaînes, le premier avec un coefficient d'utilisation d'au moins 5 sous pleine charge maximale d'utilisation et un second système avec un coefficient d'utilisation d'au moins 4 (soit un total de 9 minimum sous pleine charge) et comportant un dispositif qui limite la tension dans le deuxième système à une valeur inférieure à la moitié de la charge dans des conditions normales d'utilisation, chacun étant capable de retenir la plate-forme avec sa charge maximale d'utilisation en cas de défaillance d'un système.

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

IV. Coefficient d'Utilisation ? Design Factor ?

IV.1. Levage « classique » de charge

Europe : Directive 98/37 modifiée par les directives 95/16 et 2006/42 ; relative aux machines : Opérations de Levage

4. EXIGENCES ESSENTIELLES DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ COMPLÉMENTAIRES POUR PALLIER LES DANGERS DUS AUX OPÉRATIONS DE LEVAGE

4.1.1. Définitions

c) «Coefficient d'utilisation» : rapport arithmétique entre la charge qu'un composant peut retenir, garantie par le fabricant ou son mandataire, et la charge maximale d'utilisation indiquée sur le composant.

Coefficients d'utilisation

- | | |
|---|--|
| 4 | pour les chaînes et les accessoires métalliques , |
| 5 | pour câbles métalliques et leurs terminaisons, |
| 7 | pour les accessoires textiles , naturels et synthétiques. |

IV.2. Levage « humain » de personnes

Europe : Directive 98/37 modifiée par les directives 95/16 et 2006/42 ; relative aux machines : Opérations de Levage

6. EXIGENCES ESSENTIELLES DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ COMPLÉMENTAIRES POUR LES MACHINES PRÉSENTANT DES DANGERS PARTICULIERS DUS AU LEVAGE DE PERSONNES

6.1. GÉNÉRALITÉS

6.1.1. Résistance mécanique

[...] Les coefficients d'utilisation des composants figurant sections 4.1.2.4 et 4.1.2.5 ne sont pas suffisants pour les machines destinées au levage de personnes et doivent, en règle générale, être doublés.

[...] Lorsque des câbles ou des chaînes sont utilisés pour suspendre l'habitacle, en règle générale, au moins deux câbles ou chaînes indépendants sont requis, chacun disposant de son propre ancrage.

Coefficients d'utilisation

- | | |
|----|--|
| 8 | pour les chaînes et les accessoires métalliques , |
| 10 | pour câbles métalliques et leurs terminaisons, |
| 14 | pour les accessoires textiles , naturels et synthétiques. |

Norme NF EN 280 : Plates-formes élévatrices mobiles de personnel. Calculs de conception — Critère de stabilité — Construction. Sécurité — Examen et essais

5 Prescriptions et/ou mesures de sécurité : 5.5 Systèmes d'entraînement des structures extensibles

5.5.2 Systèmes d'entraînement par câbles

5.5.2.1 Les systèmes d'entraînement à câbles doivent comporter [...]

1) un second système d'entraînement à câbles conçu conformément au premier système, avec un dispositif d'égalisation approximative de la tension dans les deux systèmes, de façon à doubler le coefficient d'utilisation ; [...]

5.5.3 Systèmes d'entraînement par chaîne

5.5.3.1 Les systèmes d'entraînement à chaîne doivent comporter [...]

1) deux systèmes d'entraînement à chaînes, chaque système ayant un coefficient d'utilisation minimum de 4 (soit un total de 8 minimum) dont les tensions sont égalisées approximativement par un dispositif ; [...]

Amérique du Nord : Occupational Safety and Health Admin. Labor Pt. 1910

Subpart F—Powered Platforms, Manlifts, and Vehicle-Mounted, Work Platforms

§ 1910.66 Powered platforms for building maintenance.

(III) Single point suspended working platforms. (7) Suspension wire ropes and rope connections : (ii) Each suspension rope shall have a "Design Factor" of at least 10. The "Design Factor" is the ratio of the rated strength of the suspension wire rope to the rated working load, and shall be calculated

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

Références

I. Sources, Liens et Références

Voir notre page de liens : http://www.aerisc.com/AERISC_liens.html

I.1.1. Droit européen

www.eur-lex.europa.eu

I.1.2. Droit français

www.legifrance.gouv.fr

www.lexinter.net

ERP :

www.interieur.gouv.fr

www.interieur.gouv.fr/rubriques/c/c5_defense_secu_civil/c52_prevention/sec_incendie

www.batpi.fr

www.apsighe.com

www.synamap.fr

www.pc-securite.dpn.ch

www.ssiap.com

I.1.3. Droit belge

www.just.fgov.be

www.juridat.be

www.droitbelge.be

I.1.4. Prévention des Risques

www.inrs.fr

www.travail-solidarite.gouv.fr

www.risquesprofessionnels.ameli.fr

www.europe.osha.eu.int

www.hse.gov.uk

www.osha.gov

I.1.5. Normes

www.boutique.afnor.fr

www.ibn.be

www.bsi-global.com

www.ansi.org

I.1.6. Autres

www.esta.org

www.usitt.org

www.iatse-intl.org

www.plasa.org

www.safety-rocks.org

I.1.7. Formations

www.artek-formations.fr

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

Annexes : Lois et Normes étrangères

I. Grandes institutions internationales et nationales

Site web de référence : http://www.aerisc.com/FR/AERISC_liens.html

I.3. Recherche sur tous les pays

- Library of Congress USA - Liste des liens de toutes les réglementations nationales
- ILO NATLEX - Liste des liens de toutes les réglementations nationales
- GLIN - Recherche vers toutes les réglementations nationales

I.4. International

- ILO - Organisation internationale du travail (OIT)
- ISO - Organisation internationale de Normalisation - Normes
- IEC - Commission Électrotechnique Internationale - Normes
- UTE - Union Technique de l'Electricité – Normes
- ISSA - Association Internationale de la Sécurité Sociale (AISS)

I.5. Europe

- EUR-Lex - Lois européennes
- LEXINTER - Lois étrangères
- EC.Europa.eu - Liste des directives européennes
- CEN – Comité Européen de Normalisation – Normes
- OSHA.EU – *Occupational Safety and Health Administration* – Administration de la Prévention des Risques au Travail
- EuroGip - Prévention des Risques au travail
- EuroFound - Prévention des Risques au travail - Amélioration des Conditions de Travail

I.6. France

- LEGIFRANCE - Lois françaises - Site officiel
- Journal Officiel - Lois françaises - Site officiel
- DSC CCS – Direction de la Sécurité Civile – Commission Centrale de Sécurité
- AFNOR – Association Française de Normalisation – Normes
- INRS – Institut National de Recherche et de Sécurité - Prévention des Risques au travail
- CNAM.TS - Caisse Nationale de l'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés
- CRAMIF - Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile-de-France
- OPPBTP - Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics
- ANACT - Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail

I.7. Belgique

- JUSTICE.be - Lois belges - Site officiel
- Droit Belge - Lois belges
- CNAC - Comité National d'Action pour la Sécurité et l'Hygiène dans la Construction
- SIPPT - Service Interne pour la Protection et la Prévention au Travail
- SPFE - Service Public Fédéral de l'Emploi
- PREVENT - Prévention des Risques au Travail
- FAT - Fonds des Accidents du Travail

I.8. Suisse

- ADMIN.CH - Lois fédérales suisses - Site officiel
- SECO - Secrétariat d'état à l'Economie - Lois fédérales suisses - Site officiel
- VKF-AEAI-PPI - Prescriptions suisses de Protection Incendie
- CFST - Commission Fédérale de coordination pour la Sécurité au Travail

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

- SUVA - Entreprise de droit public d'assurance-accidents obligatoire de Suisse
- BST - Bureau pour la Sécurité au Travail de la SSE
- IZA - Illustrierte Zeitschrift für Arbeitssicherheit - Prévention des Risques au travail
- SSHT - Société Suisse d'Hygiène du Travail
- SSMT - Société Suisse de Médecine du Travail
- SSST - Société Suisse de Sécurité du Travail
- SGIG - Groupe d'étude pour la protection de la santé dans l'industrie, les arts et métiers
- ASIT - Association Suisse d'Inspection Technique

I.9. Canada

- Can LII - Lois canadiennes - Site officiel
- MSP QC - Ministère de la Sécurité Publique du Québec
- CSA - *Canadian Standards Association* – Association Canadienne de Normalisation
- SCC - *Standards Council of Canada* - Conseil canadien des Normes
- NFPA - Normes de Protection Incendie
- CSST - Commission de la Santé et de la Sécurité du Travail
- IRSST - Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en Sécurité du Travail
- CCHST - Centre Canadien d'Hygiène et de Sécurité au Travail
- CCOHS - Canada's National Centre for Occupational Health and Safety
- SANTE CANADA - Agence de la santé publique du Canada
- CSAO - Construction Safety Association of Ontario
- WorkSafe.BC - Workers' Compensation Board of British Columbia
- AQTIS - Alliance Québécoise des Techniciens de l'Image et du Son

I.10. USA

- USA.gov - Lois états-uniennes - Site officiel
- OSHA - *Occupational Safety and Health Administration* – Administration de la Prévention des Risques au Travail
- NIOSH - *National Institute for Occupational Safety and Health* – Institut National pour la Prévention de la Santé et de la Sécurité au Travail
- LNI.wa - *Washington Department of Labor and Industries*
- ETCP - *Entertainment Technician Certification Program* – Programme de Certification des Compétences des Techniciens du Spectacle
- IATSE - *International Alliance of Theatrical Stage Employees* – Syndicat international de Techniciens du Spectacle
- ANSI - *American National Standards Institute* – Institut National Américain de Normalisation

I.11. Allemagne

- HVBG – *Berufsgenossenschaften – Occupational safety and health protection* - Institut National pour la Prévention de la Santé et de la Sécurité au Travail
- BAUA – Startseite / Bundesanstalt für Arbeitsschutz und Arbeitsmedizin - Federal Institute for Occupational Safety and Health - Institut Fédéral pour la Prévention de la Santé et de la Sécurité au Travail

I.12. Angleterre

- HSE – Health Service Executive, health and safety at work – Service pour la Prévention de la Santé et de la Sécurité au Travail

Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.

II. European OSHA

L'**Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail**, *European Agency for Safety and Health at Work* (OSHA) est une agence communautaire créée le 18 juillet 1994 par un règlement du Conseil. Elle est basée à Bilbao, en Espagne.

« En vue de promouvoir l'amélioration, notamment du milieu de travail, pour protéger la sécurité et la santé des travailleurs, tel que prévu par le traité et par les programmes d'action successifs relatifs à la sécurité et à la santé sur le lieu de travail, l'Agence a pour objectif de fournir aux instances communautaires, aux États membres et aux milieux intéressés les informations techniques, scientifiques et économiques utiles dans le domaine de la sécurité et de la santé au travail. »

Description

Le nombre et la diversité des problèmes en matière de santé et de sécurité au travail (SST) auxquels l'Europe est confrontée sont trop importants pour qu'un seul État membre ou une unique institution puisse y faire face avec ses ressources et son expertise. L'amélioration continue de la santé et de la sécurité au travail est en outre un objectif clé de la politique européenne en matière sociale et dans le domaine de l'emploi. C'est la raison pour laquelle l'Agence européenne pour la sécurité et la santé a été fondée: rassembler et partager la somme considérable des connaissances et des informations engrangées à l'échelle européenne sur les questions de SST, en particulier en ce qui concerne les bonnes pratiques de prévention.

L'agence joue un rôle de catalyseur en ce qui concerne la production, l'analyse et la diffusion d'informations destinées à améliorer la santé et la sécurité au travail en Europe. En plus de mettre sur pied un réseau complet de sites dédiés à la sécurité et à la santé, l'agence déploie des campagnes et met en oeuvre un programme de publications diversifiées, allant des rapports d'information spécialisés aux fiches d'information, et concernant un vaste éventail de problèmes de SST.

Les points focaux nationaux, qui constituent l'organisation de faite en matière de SST dans leur pays, coordonnent et diffusent des informations de l'agence sur le plan national. De plus, l'agence coopère avec un large éventail de partenaires, notamment la Commission européenne, d'autres institutions européennes et les partenaires sociaux européens, ainsi qu'avec des organisations internationales et des organisations spécialisées en santé et sécurité du monde entier.

Rôle de l'Agence

- Rassembler et partager la somme des connaissances et des informations engrangées à l'échelle européenne sur les questions de SST, en particulier en ce qui concerne les bonnes pratiques de prévention ;
- Production, l'analyse et la diffusion d'informations destinées à améliorer la santé et la sécurité au travail en Europe.

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

Annexe 1 : Droit belge

I. Liste des textes de référence :

II.1. En matière de Sécurité du Travail

Site web de référence : <http://www.emploi.belgique.be/moduleHome.aspx?id=102>

- A.R. 28/3/2007 relatif à l'agrément des entreprises et employeurs qui effectuent des travaux de démolition ou d'enlèvement au cours desquels de grandes quantités d'amiante peuvent être libérées (54KB)
- Accord de coopération du 21 juin 1999 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses - consolidée (382KB)
- AM 29/5/1975 dérogeant aux prescriptions des art. 52.3.1.1.b, 52.3.3.3 et 52.5.12 du RGPT relatives au maintien en position ouverte des portes établies dans des murs et des cloisons ... (14KB)
- AM 6/1/1975 dérogeant, pour les portes palières d'ascenseurs, aux prescriptions de l'art. 52.1.2. du RGPT définissant le degré de résistance au feu des éléments de construction (80KB)
- AR 12.08.1993: Manutention manuelle de charges (58KB)
- AR 18/2/2003: informations relatives à une substance ou préparation lors de sa fourniture + fonctionnaires chargés de la surveillance de la loi 28/1/1999 et de ses arrêtés d'exécution (65KB)
- AR 27.03.1998: Services externes pour la prévention et la protection au travail (51KB)
- AR 28.08.2002 désignant les fonctionnaires chargés de surveiller le respect de la loi du 4/8/1996 sur le bien-être au travail et de ses arrêtés d'exécution (14KB)
- AR 3/5/1999: protection des jeunes au travail (39KB)
- AR 31.3.1992 : conditions d'agrément et critères d'équipement et de fonctionnement des laboratoires et services (34KB)
- AR 4/5/1999 concernant l'utilisation d'équipements de travail mobiles (86KB)
- AR 4/5/1999: utilisation d'équipements de travail servant au levage des charges (82KB)
- AR 8/3/2009 désignant les fonctionnaires chargés de surveiller le respect du chapitre 8, section 4, sous-section 2, de la loi du 4/8/1996 sur le bien-être au travail et de ses arrêtés d'exécution (8KB)
- AR 9/11/2003 fixant les conditions en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs auxquelles les substances et préparations doivent répondre lors de la fourniture (10KB)
- AR du 11.03.2002 relatif à la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs contre les risques liés à des agents chimiques sur le lieu de travail (304KB)
- AR du 12 août 1993 concernant l'utilisation des équipements de travail (96KB)
- AR du 13.06.2005 relatif à l'utilisation des équipements de protection individuelle (119KB)
- AR du 16.01.2006 relatif à la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs contre les risques liés au bruit sur le lieu de travail (55KB)
- AR du 16.03.2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à l'amiante (132KB)
- AR du 16.07.2004 relatif à certains aspects du travail de nuit et du travail posté liés au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail (78KB)
- AR du 17.06.1997 concernant la signalisation de sécurité et de santé au travail (159KB)
- AR du 19.02.1997 fixant des mesures relatives à la sécurité et la santé au travail des intérimaires (66KB)
- AR du 2.05.1995 concernant la protection de la maternité (87KB)
- AR du 2.12.1993 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents cancérigènes et mutagènes au travail (59KB)
- AR du 21.09.2004 relatif à la protection des stagiaires (20KB)

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

- AR du 23.12.2003 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés aux travaux en milieu hyperbare (62KB)
- AR du 23/10/2001 limitant la mise sur le marché et l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses (amiante) (363KB)
- AR du 25.04.1997 concernant la protection des travailleurs contre les risques résultant des rayonnements ionisants (103KB)
- AR du 26.03.2003 concernant le bien-être des travailleurs susceptibles d'être exposés aux risques présentés par les atmosphères explosives (99KB)
- AR du 27.08.1993 relatif au travail sur des équipements à écran de visualisation (70KB)
- AR du 27/3/1998 relatif à la politique du bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail (62KB)
- AR du 29.04.1999 concernant l'agrément de services externes pour les contrôles techniques sur le lieu de travail (42KB)
- AR du 31.08.2005 relatif à l'utilisation des équipements de travail pour des travaux temporaires en hauteur (44KB)
- AR du 4.08.1996 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents biologiques au travail (200KB)
- AR du 5.12.2003 relatif aux spécialisations des conseillers en prévention des services externes pour la prévention et la protection au travail (81KB)
- AR du 6.07.2004 relatif aux vêtements de travail (12KB)
- AR du 7.07.2005 relatif à la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs contre les risques liés à des vibrations mécaniques sur le lieu de travail (130KB)
- Arrêté royal du 13 mars 1998 relatif au stockage de liquides extrêmement inflammables, facilement inflammables, inflammables et combustibles (109KB)
- Arrêté royal du 17 mai 2007 relatif à la formation et au recyclage des conseillers en prévention des services internes et externes pour la prévention et la protection au travail (36KB)
- Arrêté royal du 17 mai 2007 relatif à la prévention de la charge psychosociale occasionnée par le travail dont la violence, le harcèlement moral ou sexuel au travail (65KB)
- Arrêté royal du 19 janvier 2005 relatif à la protection des travailleurs contre la fumée de tabac (M.B. 2.3.2005, ed. 1) (20KB)
- Arrêté royal du 2 juin 2008 concernant les prescriptions minimales de sécurité de certaines anciennes installations électriques sur les lieux de travail (43KB)
- Arrêté royal du 25 janvier 2001 concernant les chantiers temporaires ou mobiles (256KB)
- Arrêté royal du 27 avril 2004 relatif aux sièges de travail et aux sièges de repos (M.B. 24.6.2004) (62KB)
- Arrêté royal du 27 mars 1998 relatif au service interne pour la prévention et la protection au travail (104KB)
- Arrêté royal du 28 mai 2003 relatif à la surveillance de la santé des travailleurs (231KB)
- Arrêté royal du 4 septembre 2002 modifiant l'arrêté royal du 6 août 1991 fixant les modalités et la procédure de détermination des indices de danger de certaines activités industrielles et Circulaire (92KB)
- Circulaire ministérielle du 4/4/2006 relative à l'application de l'A.R. du 23/12/2003 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés aux travaux en milieu hyperbare (35KB)
- Convention collective de travail n° 72 du 30.03.1999 concernant la gestion de la prévention du stress occasionné par le travail (33KB)
- Cotisations forfaitaires minimales obligatoires dues pour les prestations des conseillers en prévention des services externes pour 2007 (19KB)
- Directive 96/82/CE du conseil du 9 décembre 1996 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses - consolidée (163KB)
- Loi du 20 décembre 2002 portant protection des conseillers en prévention (77KB)
- Loi du 28 janvier 1999 relative aux garanties que doivent présenter les substances et préparations en matière de sécurité et de santé des travailleurs en vue de leur bien-être (28KB)
- Loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail (261KB)
- Loi du 9 février 1994 relative à la sécurité des produits et des services

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

- Réglementation apparentée concernant la mise sur le marché des ascenseurs
- Réglementation apparentée concernant la mise sur le marché des équipements de protection individuelle
- Réglementation apparentée concernant la mise sur le marché des équipements sous pression
- Réglementation apparentée concernant la mise sur le marché des machines
- Réglementation apparentée : AR du 22.06.1999 concernant la mise sur le marché des appareils et des systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles (87KB)
- Réglementation apparentée: Loi du 28 janvier 2003 relative aux examens médicaux dans le cadre des relations de travail (19KB)

II.2. En matière de Sécurité Incendie

Site web de référence : [http://www.cstc.be belgian fire safety requirements](http://www.cstc.be....belgian_fire_safety_requirements)

Page web du texte principal : http://www.ejustice.just.fgov.be/mopdf/1997/12/30_A1.pdf

II.2.1. Présentation de la « Législation Incendie » belge

La législation sur la sécurité incendie est un ensemble complexe de réglementations et de normes, même si les directives européennes sont de plus en plus intégrées.

En Belgique, les compétences en matière de sécurité incendie sont partagées entre le Gouvernement fédéral, les Régions (Flandre, Wallonie, Bruxelles), les Communautés (flamande, française et germanophone), les provinces et le niveau local.

Premier niveau

Le premier niveau comprend le Gouvernement fédéral, les Communautés et les Régions.

Les Régions et les Communautés sont compétentes pour les affaires personnelles (comme la culture, l'enseignement, le bien-être,...) et les affaires locales (environnement, aménagement du territoire,...).

Elles sont ainsi « compétentes pour réglementer les aspects spécifiques liés à la sécurité », c'est-à-dire pour appliquer, compléter et adapter les normes de base nationales, sans les modifier fondamentalement. Outre la réglementation spécifique relative aux hôtels, maisons de repos et service flats, chambres et chambres d'étudiants, crèches, le VLAREM est l'une des plus importantes réglementations flamandes dans laquelle on peut retrouver beaucoup de choses qui concernent la sécurité incendie.

Outre les compétences des Régions et des Communautés, le Gouvernement fédéral est resté compétent pour un certain nombre de matières. Par exemple, le Service Public Fédéral Intérieur est 'compétent' pour établir des Normes de Base, c'est-à-dire des normes propres à une catégorie de constructions quelle que soit leur destination.

Deuxième niveau

Le deuxième niveau comprend les provinces – tout comme le bourgmestre et ses échevins, la Députation permanente a, dans le cadre des permis de construction et d'environnement, la possibilité de lier des conditions à ces permis pour améliorer la sécurité incendie.

Le Conseil provincial peut, en outre, promulguer des ordonnances en matière de police et de construction.

Troisième niveau

Le troisième niveau comprend le Bourgmestre, le Collège des Bourgmestre et Echevins et le Conseil communal. Les toutes premières réglementations en matière de prévention des incendies ont été des règlements communaux. Cette autonomie communale reste, aujourd'hui encore, l'un des piliers de la prévention de l'incendie. C'est ainsi que le Conseil communal peut promulguer des ordonnances en matière de police et de construction. La plupart des communes flamandes ont des ordonnances de police concernant la sécurité incendie (p.ex. locaux avec piste de danse, chambres d'étudiants, établissements accessibles au public, cafés,...)

En outre, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut lier des conditions aux permis de construction ou d'environnement pour l'amélioration de la sécurité incendie. Ces améliorations sont le plus souvent comprises dans le rapport de prévention de l'incendie qui est annexé au permis. Elles peuvent aller plus loin que ce qui est couvert par les normes de base.

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

Normes de base belges

Le terme “normes” est un peu trompeur, parce qu’il ne s’agit pas des règles de bonnes pratiques qui peuvent être obtenues auprès de l’IBN (Institut Belge de Normalisation) mais d’une réglementation obligatoire publiée dans le Moniteur belge.

http://www.ejustice.just.fgov.be/mopdf/1997/12/30_A1.pdf

Les normes de base fixent les exigences minimales auxquelles la conception, la construction et l’aménagement de bâtiments neufs doivent répondre pour :

- Prévenir la naissance, le développement et la propagation d’un incendie
- Garantir la sécurité des occupants
- Faciliter préventivement l’intervention des pompiers

La réglementation comporte actuellement un texte de base, avec notamment le champ d’application et les conditions de dérogation, ainsi que les spécifications techniques qui ont été reprises dans 5 annexes de l’AR.

- Annexe 1 – Terminologie
- Annexe 2 – Bâtiments bas
- Annexe 3 – Bâtiments de moyenne hauteur
- Annexe 4 – Bâtiments hauts
- Annexe 5 – Réaction en cas d’incendie des matériaux

Le niveau de sécurité, tel qu’il est fixé dans ces annexes, varie principalement en fonction de la hauteur du bâtiment.

Les exigences en matière de résistance au feu des constructions sont principalement fixées dans les annexes 2, 3 et 4 ;

Les « normes de base » doivent encore être adaptées à l’harmonisation européenne. La nouvelle classification de résistance au feu (REI) doit remplacer la classification belge (Rf). Selon l’AR du 13 juin 2007, les nouveaux documents de classification européens sont déjà acceptés à côté des anciens classements belges selon la norme NBN 713.020.

II.2.2. Évolution de la législation

4 avril 1982 publié le 22-12-1982 (abrogé en 1994)	A.R. fixant les conditions générales reprises dans la norme NBN 713-010 relative à la protection contre l’incendie dans les bâtiments élevés
7 juillet 1994 publié le 26-04-1995	A.R. fixant les normes de base en matière de prévention contre l’incendie et l’explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire
4 avril 1996 publié le 20-04-1996	A.R. modifiant l’arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l’incendie et l’explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire
18 décembre 1996 publié le 31-12-1996	A.R. modifiant l’arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l’incendie et l’explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire
19 décembre 1997 publié le 30-12-1997	A.R. modifiant l’arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l’incendie et l’explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire. <i>Modification des annexes 1 à 5. Suppression de l’article 6.</i> <i>Annexe 1 : terminologie</i> <i>Annexe 2 : bâtiments bas</i> <i>Annexe 3 : bâtiments moyens</i> <i>Annexe 4 : bâtiments élevés</i> <i>Annexe 5 : réaction au feu des matériaux</i>
4 avril 2003 publié le 5-05-2003	A.R. modifiant l’arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l’incendie et l’explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire. Modification à propos des exigences concernant les ascenseurs et les couvertures de toitures.
13 juin 2007 publié le 18-07-2007	A.R. modifiant l’arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l’incendie et l’explosion, auxquelles les bâtiments

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

nouveaux doivent satisfaire. Modification à propos des définitions relatives à la résistance au feu.

II.2.3. Les normes

Les normes belges sont publiées par le **NBN** ([Bureau voor Normalisatie– Bureau de Normalisation](#)). En vertu de l'AR (Arrêté Royal) du 30 juillet 1976, modifié par l'AR du 23 octobre 1986, on distingue les normes homologuées et les normes enregistrées.

- Les **normes homologuées** résultent de l'unanimité de la (sous-)commission compétente de NBN. Cette commission est composée de représentants des producteurs, des administrations publiques, des utilisateurs, des milieux universitaires, scientifiques, techniques et commerciaux intéressés par la norme à rédiger. Ce type de normes est d'abord élaboré sous la forme d'un projet de norme soumis à enquête publique. Après étude des avis émis au cours de l'enquête publique, la norme peut être homologuée par le Roi sous la signature du Ministre fédéral chargé des Affaires Economiques. Dans certains cas (exigence de l'Union Européenne), NBN peut faire homologuer des normes sans avis positif unanime de la (sous-)commission compétente. L'Arrêté Royal homologuant les normes (ou supprimant une homologation) est publié au Moniteur Belge. Les normes homologuées sont publiées en français et en néerlandais.
- Les **normes enregistrées** constituent l'autre alternative. Le NBN peut en effet également enregistrer des normes ou des publications d'instituts similaires étrangers ou d'organismes internationaux de normalisation (p. ex. ISO ou CEN). En principe, l'enregistrement se base sur l'accord consensuel de la commission compétente de NBN (composée comme pour l'homologation). Mais le NBN peut également procéder à l'enregistrement sans cette autorisation, si le non-enregistrement allait à l'encontre d'engagements souscrits. L'enregistrement (ou la radiation de l'enregistrement) de normes est publié au Moniteur Belge. Les normes enregistrées sont publiées par le NBN avec une feuille de garde bilingue, et reprennent le contenu technique initial du document en langue anglaise, française et/ou allemande selon les versions disponibles.

En principe, les normes n'ont pas un caractère obligatoire. Toutefois, les normes belges, homologuées ou enregistrées, sont considérées juridiquement comme des règles de l'art ou de bonne pratique. Leur respect suscite une présomption de qualité technique, alors que le fait d'y déroger implique la nécessité d'une justification technique sur base d'essais ou autres preuves à convenir entre le producteur et le client.

Les normes ont cependant un **caractère obligatoire** si elles sont citées comme référence dans des textes réglementaires comme les cahiers des charges ou équivalents, les adjudications publiques ou les conventions particulières. Dans ce cas, il suffit d'utiliser la référence du numéro de la norme et l'année.

Les normes suivantes concernant le feu sont d'application en Belgique. Il faut ajouter en plus les normes Eurocodes (voir 'Les Eurocodes').

Numéro de la norme	Spécifications
Protection contre l'incendie des bâtiments	
NBN S 21-201 (1980)	Protection contre l'incendie dans les bâtiments – Terminologie
NBN S 21-202 (1980)	Protection contre l'incendie dans les bâtiments - Bâtiments élevés et bâtiments moyens : conditions générales
NBN S 21-203 (1980)	Protection contre l'incendie dans les bâtiments – Réaction au feu des matériaux – Bâtiments élevés et bâtiments moyens
NBN S 21-204 (1982)	Protection au feu dans les bâtiments – Bâtiments scolaires – Conditions générales et réaction au feu
NBN S 21-205 (1992)	Protection contre l'incendie dans les bâtiments – Etablissements hôteliers et similaires – Conditions générales

Protections “passives” contre l'incendie (bâtiment)

Réaction au feu

- (Ancienne) norme belge: NBN S 21-203 (ci-dessus)

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

- La normalisation belge et européenne - Prévention 'passive' - Evaluation de la réaction au feu

Résistance au feu

- (Ancienne) norme belge : NBN 713-020 (1968) + A1 (1982) + A2 (1985) + A3 (1994) Protection contre l'incendie - Comportement au feu des matériaux et éléments de construction - Résistance au feu des éléments de construction
- La normalisation belge et européenne - Prévention 'passive' - Evaluation de la résistance au feu

Protections « actives » contre l'incendie (équipement du bâtiment)

Détection incendie

NBN EN 14604 (2005)	Dispositif d'alarme de fumée (détecteur de fumée domestique)
NBN EN 54-1 à -18	Systèmes de détection et d'alarme incendie
NBN S 21-100 (1982 – 1992 et 1996) prNBN S21-100 (Addenda – 2005)	Matériel de sauvetage et de lutte contre l'incendie - Conception des installations généralisées de détection automatique d'incendie par détecteur ponctuel

Systèmes d'extinction automatique

NBN EN 12845 (2004)	Installations fixes de lutte contre l'incendie - Systèmes d'extinction automatiques du type sprinkleur - Calcul, installation et maintenance
NBN 12259-1 à 5	Installations fixes de lutte contre l'incendie - Composants des systèmes d' extinction du type sprinkleur et à pulvérisation d'eau
NBN EN 12094-1 à 16	Installations fixes de lutte contre l'incendie - Eléments constitutifs pour installations d'extinction à gaz
NBN EN 12416-1 et -2	Installations fixes de lutte contre l'incendie - Systèmes d'extinction à poudre

Evacuation de chaleur et de fumée (EFC)

NBN S 21-208-1 (1996) <i>Révision en préparation (2007)</i>	Protection incendie dans les bâtiments - Conception et calcul des installations d'évacuation de fumées et de chaleur (EFC) - Partie 1 : Grands espaces intérieurs non cloisonnés s'étendant sur un niveau
NBN S 21-208-2 (2006)	Protection incendie dans les bâtiments - Conception des systèmes d'évacuation des fumées et de la chaleur (EFC) des bâtiments de parking intérieurs
NBN S 21-208-3 (2006)	Protection incendie dans les bâtiments - Baies de ventilation des cages d'escaliers intérieures
NBN EN 12101-1 (2005)	Systèmes pour le contrôle des fumées et de la chaleur - Partie 1 : Spécifications relatives aux écrans de cantonnement de fumée
NBN EN 12101-2 (2003) prNBN EN 12101-2:ANB (2004)	Systèmes pour le contrôle des fumées et de la chaleur - Partie 2 : Spécifications pour les dispositifs d'évacuation de fumées et de chaleur + Annexe nationale belge
NBN EN 12101-3 (2002) NBN EN 12101-3:ANB (2003)	Systèmes pour le contrôle des fumées et de la chaleur - Partie 3 : Spécifications pour les ventilateurs extracteurs de fumées et de chaleur
CEN/TR 12101-5 (2003)	Systèmes de contrôle de fumées et de chaleur - Partie 5 : Guide de recommandations fonctionnelles et de calcul pour les systèmes d'exutoires de fumées et de chaleur
NBN EN 12101-6 (2005)	Systèmes pour le contrôle des fumées et de la chaleur - Partie 6 : Spécifications pour les systèmes à différentiel de pression - Kits

mise à jour 15-03-2007

Liste non exhaustive des principales normes concernant la protection contre l'incendie des bâtiments. Notez qu'à ces normes belges s'ajoutent également en pratique les prescriptions des assureurs (règlements CEA www.assuralia.be ou www.cea.assur.org).

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

Annexe 2 : Droit canadien

I. Liste des Lois de référence :

II.3. Lois sur la Sécurité au Travail

Site web de référence : <http://www.canlii.org>

II.3.1. Présentation

En vigueur depuis le 2 août 2001, le nouveau Règlement sur la santé et la sécurité du travail (RSST) s'applique dorénavant à tout établissement, quel que soit son secteur d'activité économique. Il définit, pour l'ensemble des employeurs du Québec, de nouvelles règles adaptées au milieu de travail en vue d'assurer la santé, la sécurité et l'intégrité physique des travailleurs.

Le nouveau RSST résulte de la mise à jour et de la fusion du Règlement sur les établissements industriels et commerciaux (REIC - r.15) et du Règlement sur la qualité du milieu de travail (RQMT - r.9). C'est donc une étape importante de la démarche d'allègement réglementaire mise de l'avant par le Gouvernement qui permettra de réduire le nombre de règlements en SST et d'éliminer de nombreuses redondances et incohérences.

II.3.2. Textes

- **Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail**, DORS/86-304, (Code canadien du travail) Règlements codifiés du Canada — Canada (fédéral) Version courante : telle que diffusée entre le 7 juil. 2009 et le 12 nov. 2009
- **Règlement du Québec sur la santé et la sécurité du travail**, D. 885-2001, 2001 G.O. 2, 5020, (Santé et la sécurité du travail) Règlements du Québec — Québec - Version courante : telle que diffusée entre le 15 juil. 2008 et le 13 nov. 2009

II.3.3. Extraits

Règlement sur la santé et la sécurité du travail

Loi sur la santé et la sécurité du travail

SECTION II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

3. Objet : Le présent règlement a pour objet d'établir des normes concernant notamment la qualité de l'air, la température, l'humidité, les contraintes thermiques, l'éclairage, le bruit et d'autres contaminants, les installations sanitaires, la ventilation, l'hygiène, la salubrité et la propreté dans les établissements, l'aménagement des lieux, l'entreposage et la manutention des matières dangereuses, la sécurité des machines et des outils, certains travaux à risque particulier, les équipements de protection individuels et le transport des travailleurs en vue d'assurer la qualité du milieu de travail, de protéger la santé des travailleurs et d'assurer leur sécurité et leur intégrité physique.

4. Obligations de l'employeur : L'employeur doit respecter les normes prévues dans le présent règlement, à l'exception de celles de l'article 339.

5. État de fonctionnement des équipements : Tout équipement utilisé ou installé dans un établissement aux fins de prévenir l'émission de gaz, de fumées, de vapeurs, de poussières et de brouillards, d'assurer les conditions d'éclairage, de ventilation, de température, de salubrité et d'hygiène prescrites par le présent règlement ou d'assurer des conditions sonores ou thermiques conformes aux exigences du présent règlement doit toujours être en état de fonctionnement et doit fonctionner de façon optimale pendant les heures d'exploitation de l'établissement de manière à assurer le rendement pour lequel il a été conçu.

SECTION III - AMÉNAGEMENT DES LIEUX D'UN ÉTABLISSEMENT

9. Ouvertures horizontales : Les excavations, les puits ou les bassins présentant un danger de chute doivent être solidement recouverts ou protégés par des garde-corps sur tous les côtés exposés.

Il en est de même des cuves, des bacs, des réservoirs, des bassins et des autres récipients qui servent à l'entreposage ou au mélange de matières, qui sont ouverts et dont l'ouverture est à moins de 750 millimètres au-dessus du plancher ou de la plate-forme de travail.

Le présent article ne s'applique pas aux bassins utilisés à des fins de loisirs ou de pisciculture.

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

10. Ouvertures verticales : Toute ouverture pratiquée dans un mur qui présente un danger de chute pour un travailleur ou pour tout objet doit être pourvue d'un garde-corps ou d'un écran de protection.

11. Exceptions : Les articles 9 et 10 ne s'appliquent pas lorsque l'utilisation d'un couvercle, d'un garde-corps ou d'un écran de protection a pour effet d'empêcher l'accomplissement d'une tâche qui ne pourrait raisonnablement être exécutée autrement.

Dans un tel cas, le couvercle, le garde-corps ou l'écran de protection peut être retiré, mais uniquement pendant la durée des travaux. Le port d'un harnais de sécurité est alors obligatoire pour tout travailleur exposé à un danger de chute dans l'ouverture, sauf si le travailleur est protégé par un autre dispositif qui lui assure une sécurité équivalente ou par un filet de sécurité.

12. Garde-corps : Tout garde-corps incorporé à un bâtiment, à l'exception de celui dont est muni un équipement, doit être conforme au Code national du bâtiment tel qu'il se lit au moment de son installation. Les autres garde-corps doivent être conçus, construits et installés de façon à résister aux charges minimales suivantes :

1° une charge ponctuelle horizontale de 0,55 kilonewton appliquée en un point quelconque de la lisse supérieure ;

2° une charge verticale de 1,5 kilonewton, par mètre linéaire, appliquée à la lisse supérieure.

De plus, de tels garde-corps doivent posséder une lisse supérieure située entre 900 millimètres et 1 100 millimètres du plancher et au moins une lisse intermédiaire fixée à la mi-distance entre la lisse supérieure et le plancher. La lisse intermédiaire peut être remplacée par des balustres ou des panneaux.

13. Plinthe : Lorsqu'il y a danger de chute d'objets pouvant causer des blessures, les garde-corps doivent également posséder une plinthe au niveau du plancher d'au moins 100 millimètres de hauteur.

14. Plancher : Tout plancher doit :

- 1° être maintenu en bon état, propre et dégagé ;
- 2° être pourvu de voies de circulation conformes à l'article 15 ;
- 3° être pourvu de drains, s'ils sont nécessaires à son entretien et à l'évacuation des liquides ;
- 4° ne comporter aucune ouverture susceptible de causer un accident, à moins qu'elle ne soit ceinturée d'un garde-corps ou fermée par un couvercle résistant aux charges auxquelles il peut être exposé.

15. Voies de circulation : Les voies de circulation à l'intérieur d'un bâtiment doivent :

- 1° être tenues en bon état et dégagées ;
- 2° être entretenues de façon à ne pas être glissantes, même par usure ou humidité ;
- 3° être d'une largeur suffisante pour permettre la manipulation sécuritaire du matériel et d'au moins 600 millimètres ;
- 4° si elles servent d'accès direct à une issue, être d'une largeur d'au moins 1 100 millimètres ;
- 5° être délimitées par des lignes sur le plancher ou être autrement balisées à l'aide notamment d'installations, d'équipements, de murs ou de dépôts de matériaux ou de marchandises, de manière à permettre la circulation sécuritaire des personnes ;
- 6° comporter un espace libre d'au moins 2 mètres de hauteur au-dessus du plancher à moins que le danger ne soit annoncé au moyen d'un signal visuel ;
- 7° être munies de garde-corps aux endroits où il y a danger de chute.

20. Voies de guidage des machines : Les voies de guidage des machines, comme celles des convoyeurs, des ponts roulants ou des machines utilisées pour le transport des personnes ou des choses, ne peuvent être franchies que dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- 1° aux endroits protégés et désignés à cette fin ;
- 2° suivant une procédure qui assure la sécurité des travailleurs ;
- 3° à tout endroit où elles peuvent être franchies de façon sécuritaire, s'il s'agit d'un convoyeur à mouvement lent.

21. Accès au poste de travail : Les machines, les salles de machines ou les plates-formes de service de ces machines, qui constituent un poste de travail, doivent, si elles sont situées au-dessus ou en dessous d'un plancher et si elles ne sont pas desservies par un escalier, être accessibles par un escalier de service, une rampe d'accès ou une échelle fixe.

Toutefois, l'accès à un tel endroit au moyen d'une échelle fixe est interdit lorsqu'un travailleur ne peut utiliser ses deux mains pour se retenir aux montants ou aux échelons de l'échelle fixe.

Le présent article ne s'applique pas à un véhicule.

22. Escalier de service : Tout escalier de service doit :

- 1° avoir au moins 550 millimètres de largeur pour les escaliers construits ou modifiés à compter de la date de l'entrée en vigueur du présent règlement.

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

- 2° avoir une inclinaison d'au moins 20° et d'au plus 50° par rapport à l'horizontale, sauf pour les escaliers installés avant le 1er janvier 1973 pour lesquels l'inclinaison peut atteindre 60° ;
- 3° être muni de garde-corps le long des côtés libres ;
- 4° être composé de marches ayant :
 - a) une profondeur et une hauteur uniformes dans une même volée ;
 - b) une profondeur d'au moins 150 millimètres, sans compter le nez ;
 - c) une hauteur d'au plus 240 millimètres, sauf pour les escaliers construits avant le 1er janvier 1973 pour lesquels la hauteur des marches peut atteindre 280 millimètres ;
- 5° avoir un espace libre d'au moins 2 mètres au-dessus de chaque marche, mesuré à partir du nez ou de la partie avant de celle-ci.

La profondeur des marches d'un escalier de service hélicoïdal se mesure à 230 millimètres du poteau ou des supports de la main courante située du côté intérieur de l'escalier.

Le paragraphe 5° du premier alinéa ne s'applique qu'aux escaliers construits, installés ou modifiés à compter de la date de l'entrée en vigueur du présent règlement et dont la construction, l'installation ou la modification ne nécessite pas que la structure d'un bâtiment existant soit modifiée. Les escaliers qui n'ont pas à être conformes au paragraphe 5° doivent faire l'objet d'une signalisation adéquate.

23. Échelles fixes : Les échelles fixes utilisées pour remplacer les escaliers de service doivent :

- 1° être de construction sûre et être fixées assez solidement pour supporter une masse de 90 kilogrammes au centre des échelons avec un facteur de sécurité de 4 ;
- 2° s'il s'agit d'échelles de plus de 9 mètres, comporter des paliers de repos munis de garde-corps à tous les 6 mètres au moins ;
- 3° avoir un espace libre d'au moins 150 millimètres à l'arrière des échelons ;
- 4° avoir un espace libre d'au moins 800 millimètres à l'avant et d'au moins 375 millimètres de chaque côté, mesuré à partir du centre d'un échelon ;
- 5° dépasser le palier supérieur d'au moins 900 millimètres ;
- 6° être pourvues de garde-corps entourant l'ouverture du plancher avec une barrière amovible donnant accès à l'échelle ;
- 7° être pourvues de crinolines, de cages ou d'un dispositif antichute conforme à la norme Fall Arresters, Vertical Lifelines and Rails, CAN/CSA Z259.2.1-98, s'il y a danger de chute de plus de 6 mètres.

Les paragraphes 3° et 4° du premier alinéa ne s'appliquent qu'aux échelles fixes installées ou modifiées à compter du 2 août 2001.

24. Exception : Malgré le paragraphe 2° de l'article 23, les échelles permanentes desservant les tours élevées, les châteaux d'eau et les autres constructions élevées où les travailleurs n'ont accès qu'occasionnellement peuvent ne pas comporter de paliers de repos.

25. Echelles portatives et Escabeaux - Conformité à la norme : Toute échelle portative et tout escabeau utilisés sur un lieu de travail doivent être conformes à la norme Échelles portatives, CAN3-Z11-M81.

Toutefois, les échelles portatives et les escabeaux en usage le 2 août 2001 peuvent également être utilisés, s'ils sont en bon état et s'ils sont conformes à la norme Portable Ladders, ACNOR Z11-1969.

Le présent article ne s'applique pas aux escabeaux de verger à 3 montants.

26. échelle portative et tout escabeau - Conditions d'utilisation : Toute échelle portative doit :

- 1° reposer sur une base solide et prendre appui, au sommet, sur ses 2 montants ;
- 2° être maintenue fermement en position par une ou plusieurs personnes, si elle n'est pas fixée solidement et si sa longueur est égale ou supérieure à 9 mètres ;
- 3° être installée à l'abri de tout choc ou glissement qui risquerait de la déséquilibrer ;
- 4° lorsqu'elle n'est pas fixée solidement, être inclinée de façon telle que la distance horizontale entre le pied de l'échelle et le plan vertical de son support supérieur soit approximativement entre le quart et le tiers de la longueur de l'échelle entre ses supports ;
- 5° si elle est utilisée comme moyen d'accès :
 - a) être solidement fixée en place ;
 - b) dépasser le palier supérieur d'au moins 900 millimètres ;
 - c) avoir un espace libre d'au moins 150 millimètres à l'arrière des échelons ;
- 6° être placée de façon telle qu'il y ait un espace libre suffisant à sa base pour y permettre un accès sécuritaire ;
- 7° ne jamais servir comme support horizontal ;
- 8° ne pas être reliée à une autre, bout à bout, par enture ;
- 9° être en bois ou faite d'un autre matériau isolant lorsqu'elle est utilisée près de conducteurs électriques ;
- 10° être d'une longueur qui permet au travailleur d'accomplir son travail sans avoir à se placer sur les 2 derniers échelons ;

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

11° ne pas être placée sur un échafaudage, une plate-forme élévatrice, dans une nacelle aérienne ou un godet, sur des boîtes, des barils ou devant une porte s'ouvrant sur celle-ci.

27. Longueur maximale : La longueur d'une échelle portative à coulisse de 2 sections ou plus, mesurée le long des montants, ne peut excéder 15 mètres.

28. Escabeau : Tout escabeau utilisé sur un lieu de travail doit :

- 1° être en bois ou fait d'un autre matériau isolant lorsqu'il est utilisé près de conducteurs électriques ;
- 2° avoir ses montants complètement ouverts et son dispositif de retenue en position verrouillée.

29. Utilisation prohibée : La plate-forme et la tablette d'un escabeau portatif ne doivent jamais être utilisées comme échelon.

30. Mesure de sécurité : Le travailleur doit toujours faire face à l'échelle ou à l'escabeau en montant ou en descendant.

31. Passerelles et plates-formes fixes : Les passerelles et les plates-formes fixes doivent :

- 1° ne pas être soumises à des charges supérieures à celles spécifiées par le fabricant ou par un ingénieur ;
- 2° être munies de garde-corps conformes aux articles 12 et 13 sur les côtés exposés aux chutes, si leur hauteur au-dessus du sol ou du plancher est supérieure à 450 millimètres, sauf s'il s'agit d'un quai de débarquement ou d'une plate-forme de chargement ;
- 3° lorsqu'elles sont à claire-voie et situées à plus de 1,8 mètre au-dessus du plancher ou du sol, ne pas comporter d'ouverture telle qu'une sphère de 30 millimètres de diamètre puisse passer au travers ;
- 4° avoir au moins 600 millimètres de largeur pour les passerelles ou les plates-formes installées ou modifiées à compter du 2 août 2001 ;
- 5° avoir un espace libre d'au moins 2 mètres de hauteur au-dessus et en dessous, à moins que le danger ne soit signalé.

32. Installation d'échafaudage : Lorsque les travailleurs ne peuvent exécuter leurs travaux du sol ou d'une surface solide, des échafaudages ou des appareils conçus et construits pour le levage des personnes doivent être utilisés. Toutefois, l'utilisation d'une échelle ou d'un escabeau est permise pour des travaux de courte durée.

33. Conditions d'utilisation : Les échafaudages doivent toujours être conçus en fonction du travail à exécuter et des risques d'accidents. Ils doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- 1° ils sont conçus, construits, entretoisés, contreventés et entretenus de manière à supporter les charges et les efforts auxquels ils sont soumis et à résister à la poussée des vents ;
- 2° ils possèdent un facteur de sécurité d'au moins 4 pour chacun des éléments constitutifs ;
- 3° ils reposent sur des sols ou des assises solides ;
- 4° ils sont munis de garde-corps lorsque les travailleurs qui s'y trouvent sont exposés à un danger de chute de plus de 3 mètres.

Les garde-corps dont sont munis les échafaudages peuvent être temporairement enlevés, s'ils ont pour effet d'empêcher l'accomplissement d'une tâche qui ne pourrait raisonnablement être exécutée autrement. Dans ce cas, le port d'un harnais de sécurité est obligatoire pour le travailleur et l'aire de travail doit être délimitée de manière à empêcher l'accès aux personnes qui n'y travaillent pas.

SECTION XXIII - MANUTENTION ET TRANSPORT DU MATÉRIEL

§ 2. Appareils de levage

260. Interdiction : Sous réserve de l'article 261, il est interdit de lever un travailleur à l'aide d'un appareil de levage, sauf si celui-ci a été conçu à cette fin par le fabricant.

261. Levage d'un travailleur : Le levage d'un travailleur à l'aide d'une grue mobile est permis si les conditions prévues à l'article 3.10.7 du Code de sécurité pour les travaux de construction (c. S-2.1, r.6) tel qu'il se lit au moment où il s'applique, sont respectées.

Le levage d'un travailleur à l'aide d'un chariot élévateur doit s'effectuer conformément à la norme Norme de sécurité concernant les chariots élévateurs à petite levée et à grande levée, ASME B56.1 (1993-A.1995).

De plus, chaque travailleur doit porter un harnais de sécurité conforme aux articles 347 et 348.

3.10.7. Levage de travailleurs :

1. Un appareil de levage conçu pour lever des personnes doit être muni de manettes de contrôle du type «homme mort», d'un bouton d'arrêt d'urgence à la portée des travailleurs transportés et d'un dispositif qui empêche la retombée du poste de travail lors d'une défaillance de l'alimentation électrique ou hydraulique.
2. Le levage d'un travailleur à l'aide d'un appareil conçu exclusivement pour le levage de matériel est permis

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

pourvu que:

- a) l'appareil soit muni d'une plate-forme;
- b) il n'y ait pas plus de 5 travailleurs sur la plate-forme;
- c) chaque travailleur porte un harnais de sécurité et que le cordon d'assujettissement soit ancré à un élément de la plate-forme offrant une résistance à la rupture d'au moins 18 kilonewtons;
- d) la charge totale n'exécède pas 70 % de la charge nominale de l'appareil de levage;
- e) l'opérateur de l'appareil de levage utilise les stabilisateurs de l'appareil lorsqu'il en est muni;
- f) l'appareil de levage ne soit pas déplacé lorsqu'un travailleur est sur la plate-forme;
- g) il y ait communication sans intermédiaire entre un travailleur sur la plate-forme et le conducteur de l'appareil de levage;
- h) l'employeur soumette les plans, la description de l'appareil de levage et le procédé d'utilisation à la Commission, sauf s'il s'agit d'une grue mobile ou d'un chariot élévateur;
- i) l'on n'utilise pas d'échelle, d'escabeau, d'échafaudage ou d'autres accessoires de même nature sur la plate-forme.

3. La plate-forme exigée au paragraphe 2 doit :

- a) avoir un plancher antidérapant;
- b) être construite de façon à permettre une hauteur libre de 2 mètres au-dessus de tout point du plancher;
- c) être munie d'un garde-corps métallique sur les 4 côtés. La traverse intermédiaire peut être remplacée par un treillis métallique;
- d) avoir une largeur minimale de 500 millimètres;
- e) offrir un facteur de sécurité minimum de 4 pour les éléments de structure ;
- f) être conforme aux plans demandés au sous-paragraphe h du paragraphe 2 de l'article 2.4.1;
- g) si elle comporte des éléments soudés, être soudée par un soudeur détenant un certificat de classe «O» ou «V» du Bureau canadien de soudure ou un certificat du ministère du Travail; et
- h) comporter une plaque indiquant la charge nominale de la plate-forme, le poids total de la plate-forme (incluant la charge nominale), le nom du fabricant, la date de fabrication et une référence aux plans soumis. L'identification du soudeur doit apparaître pour toute plate-forme fabriquée après le 23 avril 1980.

4. Lors du levage d'un travailleur à l'aide d'une grue mobile:

- a) la grue doit être conforme à la norme Grues Mobiles ACNOR Z150-1974 et son supplément no. 1-1977;
 - b) la plate-forme doit être suspendue ou retenue de façon que:
 - i. l'inclinaison du plancher n'exécède pas une pente de 1/5 dans les conditions de chargement les plus défavorables; et
 - ii. les éléments de suspension flexibles de la plate-forme et l'attache de suspension ou le pivot de retenue aient un facteur de sécurité minimum de 10;
 - c) un lien supplémentaire doit relier l'attache de suspension de la plate-forme à un point situé au-dessus du crochet; et
 - d) la grue mobile doit être munie d'un limiteur de fin de course haute de crochet ou d'une flèche permettant de lever la plate-forme à au moins 3 mètres au-dessus du palier de travail le plus élevé.
5. Lors du levage d'un travailleur à l'aide d'un chariot élévateur:
- a) le chariot doit être conforme à la norme Low Lift and High Lift Trucks CSA B335.1-1977;
 - b) la plate-forme doit encadrer les fourches et être fixée au tablier du chariot;
 - c) la charge totale ne doit pas excéder 50 % de la charge nominale du chariot;
 - d) lorsque la plate-forme est munie d'un contrôle de levage, l'arrêt du chariot doit pouvoir être commandé de ce contrôle et avoir priorité sur tout autre contrôle; et
 - e) lorsque la plate-forme n'est pas munie d'un contrôle de levage, le conducteur du chariot doit demeurer au poste de commande pendant la durée du travail.

3.10.8. Engin élévateur à nacelle :

1. Un engin élévateur à nacelle fabriqué avant le 1er janvier 2000 doit satisfaire à l'une des exigences suivantes:
 - a) être conforme à la norme Vehicle-Mounted Aerial Devices CSA C225-1976;
 - b) être conforme à la norme Vehicle-Mounted Elevating and Rotating Aerial Devices ANSI A92.2-1979 et subir, avant le 1er janvier 2000, un examen non destructif des pièces portantes par un organisme certifié;
 - c) être conforme à la norme Vehicle-Mounted Elevating and Rotating Aerial Devices ANSI/SIA A92.2-1990;
2. un engin élévateur à nacelle fabriqué à compter du 1er janvier 2000 doit satisfaire à l'une des exigences suivantes:
 - a) être conforme à la norme Engins élévateurs à nacelles portés sur véhicule CSA C225-M88;
 - b) être conforme à la norme Vehicle-Mounted Elevating and Rotating Aerial Devices ANSI/SIA A92.2-1990 et avoir été fabriqué par une entreprise certifiée ISO 9001;
3. Tout travailleur qui prend place dans la nacelle doit porter un harnais de sécurité qui est conforme à la norme Harnais de sécurité CAN/CSA-Z259.10-M90 et qui est muni d'un cordon d'assujettissement fixé à un point d'ancrage indépendant de la nacelle;
4. les grues mobiles ne sont pas visées par le présent article;
5. dans le présent article, on entend par:
«examen non destructif»: un examen autre que visuel, effectué et interprété par un inspecteur certifié de niveau II par l'Office des normes générales du Canada en vertu d'une des normes d'accréditation du personnel affecté au contrôle non destructif des matériaux; [...]

262. Engin élévateur à nacelle : Tout engin élévateur à nacelle doit être conçu, fabriqué et monté sur un véhicule porteur conformément à la norme CSA C225 ou à la norme ANSI A92.2, applicable au moment de sa fabrication.

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

263. Engin élévateur à nacelle - conception et fabrication : Tout engin élévateur à nacelle conçu et fabriqué avant novembre 1976 doit :

- 1° être équipé d'un bouton d'arrêt d'urgence situé à portée de main du travailleur qui prend place dans la nacelle ;
- 2° être monté sur un véhicule porteur qui doit fournir un appui stable et structurellement adéquat lorsque la nacelle est utilisée.

263.1. Engin élévateur à nacelle - formation : Tout travailleur qui conduit un engin élévateur à nacelle doit recevoir une formation conformément aux articles 10.11 à 10.11.3 de la norme Engins élévateurs à nacelle portés sur véhicule, CSA C225-00, et plus particulièrement sur les méthodes d'utilisation reliées au fonctionnement en mouvement du véhicule porteur de l'engin élévateur à nacelle.

264. Protection contre les chutes : Le port d'un harnais de sécurité est obligatoire pour tout travailleur qui prend place dans la nacelle d'un engin élévateur, sauf si le travailleur est protégé par un autre dispositif lui assurant une sécurité équivalente.

Le harnais de sécurité doit être muni d'un absorbeur d'énergie et d'un lien de retenu ancré au point d'ancrage indiqué par le fabricant ou à tout autre point d'ancrage indépendant de la nacelle et qui offre une résistance à la rupture d'au moins 18 kilonewtons par travailleur qui y est ancré.

SECTION XXVIII - AUTRES TRAVAUX À RISQUE PARTICULIER

324. Travaux présentant un danger de chute : Les travaux de maintenance, de réparation ou de déblocage présentant un danger de chute doivent être effectués à l'aide d'échafaudages, de plates-formes de travail, de passerelles, d'échelles portatives, de harnais de sécurité ou d'un autre équipement approprié.

SECTION XXX - MOYENS ET ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELS OU COLLECTIFS

338. Obligations de l'employeur : L'employeur doit fournir gratuitement au travailleur les moyens et les équipements de protection individuels ou collectifs prévus à la présente section ainsi qu'au sous-paragraphe c du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 300 et à l'article 312 et s'assurer que le travailleur, à l'occasion de son travail, utilise ces moyens et ces équipements.

L'employeur doit également s'assurer que les travailleurs ont reçu l'information nécessaire sur l'usage de tels moyens et de tels équipements de protection.

339. Obligations du travailleur : Le travailleur doit porter ou utiliser, selon le cas, les moyens et les équipements de protection individuels ou collectifs prévus à la présente section ainsi qu'au sous-paragraphe c du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 300 et à l'article 312.

340. Mesures de sécurité : Aux endroits où il y a danger de contact avec des pièces en mouvement, tout travailleur doit respecter les normes suivantes :

- 1° ses vêtements doivent être bien ajustés et ne doivent comporter aucune partie flottante ;
- 2° le port de colliers, de bracelets et de bagues lui est interdit, à l'exception des bracelets médicaux ;
- 3° s'il a les cheveux longs, ceux-ci doivent être contenus dans un bonnet, un casque ou un filet.

341. Casque de sécurité contre l'impact vertical : Le port d'un casque de sécurité conforme à la norme Protective Headwear for Industrial Workers, ANSI Z89. 1-1986 est obligatoire pour tout travailleur exposé à être blessé à la tête par des impacts verticaux, par la pénétration d'objets qui tombent ou par un choc électrique.

342. Casque de sécurité contre les impacts verticaux et latéraux : Le port d'un casque de sécurité certifié selon la norme Casques de sécurité pour l'industrie, CAN/CSA Z94.1-92 est obligatoire pour tout travailleur exposé à être blessé à la tête par des impacts verticaux, par la pénétration d'objets qui tombent, par des chocs latéraux ou par un choc électrique.

343. Protecteurs oculaires et faciaux : Le port soit de protecteurs oculaires, soit d'un protecteur facial, conformes à la norme Protecteurs oculaires et faciaux pour l'industrie, CAN/CSA Z94.3-92 est obligatoire pour tout travailleur qui est exposé à un danger pouvant occasionner une lésion aux yeux ou à la figure causée notamment par :

- 1° des particules ou des objets ;
- 2° des matières dangereuses ou des métaux en fusion ;
- 3° des rayonnements intenses.

344. Chaussures de protection : Le port de chaussures de protection conformes à la norme Chaussures de protection, CAN/CSA-Z195-02 est obligatoire pour tout travailleur exposé à se blesser les pieds dans les

Il ne peut être ni exploité ni diffusé.

cas suivants :

- 1° par perforation ;
- 2° par un choc électrique ;
- 3° par l'accumulation de charges électrostatiques ;
- 4° à la suite de la chute d'objets lourds, brûlants ou tranchants ;
- 5° par contact avec du métal en fusion ;
- 6° par contact avec des matières dangereuses qui sont sous forme liquide et à des températures intenses ;
- 7° par contact avec des matières dangereuses qui sont corrosives ;
- 8° lors d'autres travaux dangereux.

345. Protecteurs pour les autres parties du corps : Le port d'un équipement de protection approprié à la nature de son travail, tel qu'une cagoule, un tablier, des jambières, des manchettes et des gants, est obligatoire pour tout travailleur exposé à des objets brûlants, tranchants ou qui présentent des arêtes vives ou des saillies dangereuses, à des éclaboussures de métal en fusion, ou au contact de matières dangereuses.

346. Dispositifs de protection contre les chutes : Le port d'un harnais de sécurité est obligatoire pour tout travailleur exposé à une chute de plus de 3 mètres de sa position de travail, sauf si le travailleur est protégé par un autre dispositif lui assurant une sécurité équivalente ou par un filet de sécurité, ou lorsqu'il ne fait qu'utiliser un moyen d'accès ou de sortie.

347. Harnais de sécurité : Un harnais de sécurité doit être conforme à la norme Harnais de sécurité, CAN/CSA Z259.10-M90 et être utilisé avec l'un des systèmes suivants :

1° un absorbeur d'énergie auquel est relié un cordon d'assujettissement ne permettant pas une chute libre de plus de 1,2 mètre ;

2° un enrouleur-dérouleur qui inclut un absorbeur d'énergie ou qui y est relié.

L'absorbeur d'énergie doit être conforme à la norme Absorbeurs d'énergie pour dispositifs antichutes, CAN/CSA Z259.11-M92.

Le cordon d'assujettissement doit être conforme à la norme Ceintures de sécurité et cordons d'assujettissement, CAN/CSA-Z259.1-95.

L'enrouleur-dérouleur doit être conforme à la norme Dispositifs antichutes, descendeurs et cordes d'assurance, ACNOR Z259.2-M1979.

2.10.12. Harnais de sécurité :

1° Un harnais de sécurité doit être conforme à la norme Harnais de sécurité CAN/CSA Z259.10-M90 et être utilisé avec l'un des systèmes suivants :

a) un absorbeur d'énergie auquel est relié un cordon d'assujettissement ne permettant pas une chute libre de plus de 1,2 mètre ;

b) un enrouleur-dérouleur qui inclut un absorbeur d'énergie ou qui y est relié.

L'absorbeur d'énergie doit être conforme à la norme Absorbeurs d'énergie pour dispositifs antichutes CAN/CSA Z259.11-M92.

Le cordon d'assujettissement doit être conforme à la norme Ceintures de sécurité et cordons d'assujettissement CAN/CSA-Z259.1-95.

L'enrouleur-dérouleur doit être conforme à la norme Dispositifs antichutes, descendeurs et cordes d'assurance ACNOR Z259.2-M1979.

2° Le point d'attache de l'enrouleur-dérouleur doit être ancré à un élément ayant une résistance à la rupture d'au moins 18 kilonewtons.

3° Le point d'attache du cordon d'assujettissement doit être fixé de l'une ou l'autre des façons suivantes :

a) ancré à un élément ayant une résistance à la rupture d'au moins 18 kilonewtons ;

b) attaché à un coulisseau conforme à la norme Dispositifs antichutes, descendeurs et cordes d'assurance ACNOR Z259.2-M1979, relié à une corde d'assurance verticale ou ancré à un élément ayant une résistance à la rupture d'au moins 18 kilonewtons ;

c) attaché à un système de corde d'assurance horizontale et d'ancrages conçu par un ingénieur, ainsi qu'en fait foi un plan ou une attestation disponible sur les lieux mêmes du chantier de construction ;

d) attaché à une corde d'assurance horizontale conforme aux normes minimales suivantes :

i. ce câble est un câble d'acier d'un diamètre minimum de 12 mm relâché selon un angle minimum de 1 vertical pour 12 horizontal, soit 5° par rapport à l'horizontal ;

ii. sa portée entre les ancrages ne peut être supérieure à 12 m ;

iii. il est fixé à des ancrages ayant une résistance à la rupture d'au moins 90 kilonewtons ;

iv. il ne peut être utilisé par plus de deux travailleurs à la fois.

Toutefois, lorsque le travailleur utilise un échafaudage volant suspendu à 4 câbles de levage, le point d'attache du cordon d'assujettissement doit être :

a) soit ancré à un élément de la plate-forme ayant une résistance à la rupture d'au moins 18 kilonewtons ;

b) soit relié à un câble métallique d'au moins 8 millimètres de diamètre, fixé aux extrémités et au centre de la plate-forme.

4° Lorsque le cordon d'assujettissement comporte à son extrémité un mousqueton à bec de canard, celui-ci doit

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

être muni d'un cran de sûreté auto-verrouillant. Un tel cran de sûreté n'est toutefois pas obligatoire dans le cas des travailleurs affectés à l'assemblage du treillis de barres d'armature qui supporte un mur ou une colonne, si ces travailleurs utilisent un équipement de positionnement. Dans un tel cas, au moins une des mesures prévues aux paragraphes 3° et 4° du deuxième alinéa de l'article 2.9.1 doit également être prise.

Dans le présent article, on entend par « équipement de positionnement », un cordon d'assujettissement constitué d'anneaux métalliques ayant une longueur inférieure à 400 millimètres et muni, à une extrémité, d'un mousqueton à bec de canard et relié, à l'autre extrémité, à une ceinture de sécurité ou au harnais de sécurité porté par le travailleur.

5° Une corde d'assurance verticale doit être conforme à la norme Dispositifs antichutes, descendeurs et cordes d'assurance ACNOR Z 259.2-M1979 et doit :

- a) être utilisée par une seule personne ;
- b) avoir une longueur inférieure à 90 mètres ;
- c) être fixée à un ancrage individuel ayant une résistance à la rupture d'au moins 18 kilonewtons ou être attachée à une corde d'assurance horizontale conformément aux sous-paragraphes c ou d du paragraphe 3 ;
- d) ne jamais être en contact avec une arête vive.

6° Dans le cas où un travailleur affecté au montage ou à la vérification de pylônes utilise un harnais de sécurité, ce harnais doit être conforme à la norme Harnais de sécurité CAN/CSA-Z259.10-M90 et être utilisé avec l'un des systèmes suivants :

- a) un absorbeur d'énergie auquel sont reliés deux cordons d'assujettissement, dont un doit être constamment attaché ;
- b) un absorbeur d'énergie auquel est relié un cordon d'assujettissement attaché par un coulisseau à une corde d'assurance verticale ;
- c) un enrouleur-dérouleur qui inclut un absorbeur d'énergie ou qui y est relié.

L'absorbeur d'énergie, le cordon d'assujettissement et l'enrouleur-dérouleur sont conformes à la norme prévue au paragraphe 1, qui lui est applicable.

Lorsqu'il déplace la corde d'assurance ou la sangle de l'enrouleur-dérouleur au moyen d'une perche munie d'un crochet d'ancrage, le travailleur s'attache au pylône seulement au moyen de sa courroie de positionnement, qu'il fixe à une membrure métallique située au-dessus de lui.

348. Point d'attache : Le point d'attache du cordon d'assujettissement d'un harnais de sécurité doit être fixé de l'une ou l'autre des façons suivantes :

- 1° ancré à un élément ayant une résistance à la rupture d'au moins 18 kilonewtons ;
- 2° attaché à un coulisseau conforme à la norme Dispositifs antichutes, descendeurs et cordes d'assurance, ACNOR Z259.2-M1979 ;
- 3° attaché à un système de corde d'assurance horizontale et d'ancrages, conçu par un ingénieur, ainsi qu'en fait foi un plan ou une attestation disponible sur les lieux mêmes du travail.

349. Corde d'assurance verticale : Une corde d'assurance verticale doit :

- 1° être conforme à la norme Dispositifs antichutes, descendeurs et cordes d'assurance, ACNOR Z259.2-M1979 ;
- 2° être utilisée par une seule personne ;
- 3° avoir une longueur inférieure à 90 mètres ;
- 4° être fixée à un ancrage individuel ayant une résistance à la rupture d'au moins 18 kilonewtons ;
- 5° être protégée de manière à ne pas entrer en contact avec une arête vive ;
- 6° être exempte de noeuds, d'épissures, sauf aux extrémités de la corde, et d'imperfections.

Aux fins de l'application du paragraphe 6, on entend par « épissures », des fils d'une corde qui sont entrelacés pour former une boucle à l'extrémité de la corde.

350. Ceinture de sécurité : Lorsqu'une ceinture de sécurité est mise à la disposition d'un travailleur, celle-ci ne peut être utilisée que pour limiter le déplacement du travailleur ou pour le maintenir dans sa position de travail. Une telle ceinture doit être conforme à la norme Ceintures de sécurité et cordons d'assujettissement, CAN/CSA-Z259.1-95.

Une ceinture de sécurité ne peut être utilisée comme équipement de protection individuel servant à arrêter la chute d'un travailleur.

351. Échafaudage volant : Lorsque le travailleur utilise un échafaudage volant suspendu à 4 câbles de levage, le point d'attache du cordon d'assujettissement doit être fixé de l'une des façons suivantes :

- 1° en l'ancrant à un élément de plate-forme ayant une résistance à la rupture d'au moins 18 kilonewtons ;
- 2° en le reliant à un câble métallique d'au moins 8 millimètres de diamètre, fixé aux extrémités et au centre de la plate-forme.

352. Mousqueton et cran de sûreté : Lorsque le cordon d'assujettissement comporte à son extrémité un mousqueton à bec de canard, ce mousqueton doit être muni d'un cran de sûreté autoverrouillant.

353. Filet de sécurité : Un filet de sécurité doit être utilisé dans les cas suivants :

- 1° lorsque le port d'un harnais de sécurité gêne le travailleur ou présente un danger pour sa sécurité ;
 - 2° lorsque la protection offerte par le harnais de sécurité et le système de positionnement individuel n'est pas suffisante.
- Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

suffisante en raison de la nature du travail.

354. Utilisation du filet de sécurité : Le filet de sécurité doit :

- 1° être placé de façon à empêcher une personne de tomber de plus de 6 mètres de hauteur en chute libre ;
- 2° être d'une surface suffisante pour intercepter une personne en cas de chute ;
- 3° pouvoir supporter une masse de 115 kilogrammes tombant de la hauteur maximale de 6 mètres avec un facteur de sécurité de 3 ;
- 4° être assez souple pour « faire poche » et retenir une personne en cas de chute ;
- 5° résister à l'action des agents atmosphériques ;
- 6° être libre de tout débris ;
- 7° être fait de mailles d'environ 150 millimètres sur 150 millimètres ;
- 8° être installé de telle manière que, lors de son utilisation, la personne qui y chute ne pourra heurter un obstacle situé au-dessus ou en dessous du filet ou être heurtée par un quelconque objet.

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

II.4. Lois sur la Sécurité au Incendie

Site web de référence : <http://www.msp.gouv.qc.ca>

II.4.1. Présentation

En vigueur depuis le 2 août 2001, le nouveau Règlement sur la santé et la sécurité du travail (RSST) s'applique dorénavant à tout établissement, quel que soit son secteur d'activité économique. Il définit, pour l'ensemble des employeurs du Québec, de nouvelles règles adaptées au milieu de travail en vue d'assurer

La Loi sur la sécurité incendie a pour objet la protection des personnes et des biens contre les incendies de toute nature. À cette fin, elle fixe donc les paramètres de la sécurité incendie dans ses principaux aspects que sont la prévention, l'organisation des secours, l'intervention, la formation du personnel des services de sécurité incendie ainsi que la recherche du point d'origine, des causes probables et des circonstances des incendies.

La Loi sur la sécurité incendie remplace les trois principales lois qui encadraient ce secteur d'activité depuis les années 1960 : La Loi sur la prévention des incendies, la Loi sur l'entraide municipale contre les incendies et la Loi concernant les enquêtes sur les incendies.

Du simple citoyen jusqu'au gouvernement du Québec, en passant par les générateurs de risques, les pompiers, les municipalités et les assureurs de dommages, la Loi sur la sécurité incendie définit pour chacun son niveau de responsabilité face à l'incendie. Elle précise les actions que chacun devrait prendre en conséquence afin de contribuer à l'amélioration de la situation à ce chapitre.

Ainsi, la loi prévoit pour toute personne des obligations générales de prévention et de déclaration de risques. Cela s'applique également aux entreprises et aux établissements.

Au chapitre des responsabilités municipales, la loi attribue des responsabilités et des pouvoirs distincts aux autorités régionales (les municipalités régionales de comté et les communautés urbaines) et aux autorités locales. Elle propose, au palier régional, l'établissement de schémas de couverture de risques destinés à déterminer des objectifs de protection contre les incendies et les actions requises, de la part des administrations municipales, pour atteindre ces objectifs. Elle précise aussi les pouvoirs et responsabilités des services municipaux de sécurité incendie et de leur personnel.

Afin de répondre aux besoins de formation des pompiers et du personnel travaillant en sécurité incendie, la loi institue l'école nationale des pompiers du Québec qui aura pour mission de veiller à la pertinence, à la qualité et à la cohérence de leur formation.

En ce qui concerne la recherche du point d'origine, des causes probables et des circonstances des incendies, la Loi sur la sécurité incendie précise les rôles respectifs du commissaire-enquêteur aux incendies, des pompiers et des policiers. Les investigations et les enquêtes du commissaire-enquêteur ne se feront plus dans une perspective essentiellement judiciaire, mais elles seront davantage axées sur la recherche de solutions pour améliorer la protection des personnes et des biens contre les incendies.

Enfin, la loi précise les responsabilités du ministre de la Sécurité publique et du gouvernement du Québec en matière de sécurité incendie.

II.4.2. Texte intégral

La consultation du texte intégral est notamment disponible sur le site :

www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca

Dont le dernier lien actif à ce jour est :

http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/S_3_4/S3_4.htm

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

III. Liste des Normes de référence :

III.1. CSA - ACNOR : Identité et Missions

Canadian Standards Association (CSA)

Association canadienne de normalisation (ACNOR)

L'Association canadienne de normalisation est un organisme sans but lucratif constitué de membres dont les activités visent à répondre aux besoins du milieu des affaires, de l'industrie, du gouvernement et des consommateurs du Canada et du monde entier.

III.2. Normes sur la santé et sécurité au travail

Site web de référence : <http://www.shopcsa.ca/onlinestore/GetCatalogDrillDown.asp?Parent=3671>

III.2.1. Gestion des risques

- CAN/CSA Z1000 Occupational Health and Safety Management

III.2.2. Lieux de travail

- CAN/CSA Pre-Start Health & Safety Review Assessment Tool
- CAN/CSA Z11 Portable Ladders
- CAN/CSA Z142 Code for Power Press Operation: Health, Safety, and Guarding Requirements
- CAN/CSA Z462 Workplace electrical safety

III.2.3. Équipements et Machineries générales et industrielles

- CAN/CSA Z107.58 Noise Emission Declarations for Machinery
- CAN/CSA Z431 Basic and Safety Principles for Man-Machine Interface, Marking
- CAN/CSA Z432 Safeguarding of Machinery
- CAN/CSA Z434 Industrial Robots and Robot Systems-General Safety Requirements
- CAN/CSA Z460 Control of Hazardous Energy - Lockout and Other Methods

III.2.4. Levage et Élingage

- CAN/CSA B167 Overhead travelling cranes-Design, inspection, testing, maintenance, and...
- CAN/CSA B335 Safety Standard for Lift Trucks
- CAN/CSA B354.1 Portable Elevating Work Platforms
- CAN/CSA B354.2 Self-Propelled Elevating Work Platforms
- CAN/CSA B354.4 Self-Propelled Boom-Supported Elevating Work Platforms
- CAN/CSA B354.5 Mast-Climbing Work Platforms
- CAN/CSA C225 Vehicle-Mounted Aerial Devices
- CAN/CSA Z11 Portable Ladders
- CAN/CSA Z150 Safety Code on Mobile Cranes
- CAN/CSA Z151 Concrete pumps and placing booms
- CAN/CSA Z248 Code for Tower Cranes
- CAN/CSA Z271 Safety Code for Suspended Elevating Platforms

III.2.5. EPI Travaux en Hauteur

- CAN/CSA PLUS 1156 Fall-Arrest Systems - Practical Essentials
- CAN/CSA Z259.1 Body Belts and Saddles for Work Positioning and Travel Restraint
- CAN/CSA Z259.2.1 Fall Arresters, Vertical Lifelines and Rails
- CAN/CSA Z259.2.2 Self-Retracting Devices for Personal Fall-Arrest Systems
- CAN/CSA Z259.2.3 Descent Control Devices
- CAN/CSA Z259.10 Full Body Harnesses
- CAN/CSA Z259.11 Energy Absorbers and Lanyards
- CAN/CSA Z259.12 Connecting Components for Personal Fall Arrest Systems (PFAS)
- CAN/CSA Z259.13 Flexible Horizontal Lifeline Systems
- CAN/CSA Z259.14 Fall Restrict Equipment for Wood Pole Climbing
- CAN/CSA Z259.16 Design of Active Fall-Protection Systems

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

III.2.6. EPI de protection corporelle

- CAN/CSA Z94.1 Industrial Protective Headwear-Performance, Selection, Care, and Use
- CAN/CSA Z94.2 Hearing Protection Devices-Performance, Selection, Care, and Use
- CAN/CSA Z94.3 Eye and Face Protectors
- CAN/CSA Z94.3.1 Selection, use, and care of protective eyewear
- CAN/CSA Z94.4 SMART CD Selection, Use, and Care of Respirators on Smart CD-Rom
- CAN/CSA Z94.4 Selection, Use, and Care of Respirators
- CAN/CSA Z96 High-visibility safety apparel
- CAN/CSA Z96.1 Guideline on Selection, Use, and Care of High-Visibility Safety Apparel
- CAN/CSA Z180.1 Compressed Breathing Air and Systems
- CAN/CSA Z195 Protective Footwear
- CAN/CSA Z195.1 Guideline on Selection, Care, and Use of Protective Footwear
- CAN/CSA Z611 Riot Helmets and Faceshield Protection
- CAN/CSA Z617 Personal Protective Equipment (PPE) for Blunt Trauma

III.3. Normes sur la sécurité incendie

Site web de référence : http://www.nfpa.org/aboutthecodes/list_of_codes_and_standards.asp

- **NFPA 1 Fire Code**
- NFPA 3 Standard on Commissioning and Integrated Testing of Fire Protection and Life Safety Systems
- NFPA 10 Standard for Portable Fire Extinguishers
- NFPA 51B Standard for Fire Prevention During Welding, Cutting, and Other Hot Work
- **NFPA 70 National Electrical Code®**
- NFPA 70A National Electrical Code® Requirements for One- and Two-Family Dwellings
- NFPA 70B Recommended Practice for Electrical Equipment Maintenance
- NFPA 70E Standard for Electrical Safety in the Workplace®
- NFPA 72 National Fire Alarm and Signaling Code
- NFPA 73 Electrical Inspection Code for Existing Dwellings
- **NFPA 79 Electrical Standard for Industrial Machinery**
- NFPA 80 Standard for Fire Doors and Other Opening Protectives
- NFPA 80A Recommended Practice for Protection of Buildings from Exterior Fire Exposures
- NFPA 86 Standard for Ovens and Furnaces
- **NFPA 101 Life Safety Code®**
- NFPA 101A Guide on Alternative Approaches to Life Safety
- NFPA 101B Code for Means of Egress for Buildings and Structures
- **NFPA 102 Standard for Grandstands, Folding and Telescopic Seating, Tents, and Membrane Structures**
- NFPA 105 Standard for the Installation of Smoke Door Assemblies and Other Opening Protectives
- **NFPA 115 Standard for Laser Fire Protection**
- **NFPA 160 Standard for the Use of Flame Effects Before an Audience**
- NFPA 170 Standard for Fire Safety and Emergency Symbols
- NFPA 220 Standard on Types of Building Construction
- NFPA 221 Standard for High Challenge Fire Walls, Fire Walls, and Fire Barrier Walls
- NFPA 230 Standard for the Fire Protection of Storage
- **NFPA 231 Standard for General Storage**
- NFPA 231C Standard for Rack Storage of Materials
- **NFPA 251 Standard Methods of Tests of Fire Resistance of Building Construction and Materials**
- NFPA 252 Standard Methods of Fire Tests of Door Assemblies
- NFPA 255 Standard Method of Test of Surface Burning Characteristics of Building Materials
- NFPA 260 Standard Methods of Tests and Classification System for Cigarette Ignition Resistance of Components of Upholstered Furniture
- NFPA 261 Standard Method of Test for Determining Resistance of Mock-Up Upholstered Furniture Material Assemblies to Ignition by Smoldering Cigarettes

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

- **NFPA 400 Hazardous Materials Code**
- **NFPA 495 Explosive Materials Code**
- NFPA 1000 Standard for Fire Service Professional Qualifications Accreditation and Certification Systems
- NFPA 1001 Standard for Fire Fighter Professional Qualifications
- NFPA 1006 Standard for Technical Rescuer Professional Qualifications
- **NFPA 1123 Code for Fireworks Display**
- **NFPA 1124 Code for the Manufacture, Transportation, Storage, and Retail Sales of Fireworks and Pyrotechnic Articles**
- NFPA 1125 Code for the Manufacture of Model Rocket and High Power Rocket Motors
- **NFPA 1126 Standard for the Use of Pyrotechnics Before a Proximate Audience**
- NFPA 1127 Code for High Power Rocketry
- NFPA 1192 Standard on Recreational Vehicles
- NFPA 1194 Standard for Recreational Vehicle Parks and Campgrounds
- **NFPA 1201 Standard for Providing Emergency Services to the Public**
- NFPA 1936 Standard on Powered Rescue Tools
- NFPA 1951 Standard on Protective Ensembles for Technical Rescue Incidents
- **NFPA 1983 Standard on Life Safety Rope and Equipment for Emergency Services**
- NFPA 5000 Building Construction and Safety Code

III.4. NFPA : Identité et Missions

National Fire Protection Association (NFPA), Association Nationale de Protection Incendie

La mission de la NFPA, association internationale à but non lucratif fondé en 1896, est de réduire l'impact mondial des incendies et autres dangers sur la qualité de vie en fournissant et en préconisant des codes et des normes, et en faisant la promotion des recherches, formations et programmes éducatifs.

Principal ambassadeur mondial de la prévention des incendies et source faisant autorité sur la sécurité publique, NFPA développe, édite et diffuse plus de 300 codes et normes visant à minimiser la possibilité et les effets du feu et autres risques.

NFPA développe, édite et diffuse plus de 300 codes et normes visant à minimiser la possibilité et les effets du feu et autres risques. Pratiquement tous les bâtiments, processus, services, la conception et l'installation sont concernés par des documents NFPA.

La NFPA totalise plus de 75.000 personnes à travers le monde et plus de 80 institutions nationales et des organisations professionnelles.

Les textes de la NFPA sont notamment d'application aux **USA** et au **Canada** et au **Mexique**.

III.5. Normes NFPA disponibles en français

NFPA aux Publications du Québec : www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca

- NFPA 1932 : Utilisation, entretien et essais de fonctionnement des échelles portatives en usage dans les services d'incendie Nouveau
- NFPA 1620 : Pratique recommandée pour la préparation d'un plan d'intervention - édition 1998
- NFPA 1500 : Norme relative au programme de santé et de sécurité du travail dans les services d'incendie - édition 1997
- NFPA 1221 : Installation, entretien et utilisation des systèmes de communication destinés aux services d'urgence - édition 2002
- NFPA 1142 : Approvisionnement en eau pour la lutte contre l'incendie en milieux semi-urbain et rural - édition 2001
- NFPA 1141 : Norme sur la protection contre l'incendie des développements d'ensemble - édition 1998
- NFPA 600 : Norme sur les brigades d'incendie industrielles - édition 2005
- NFPA 471 : Pratique recommandée d'intervention en cas d'incident concernant des matières dangereuses - édition 1997
- NFPA 68 : Guide sur la décharge des déflagrations - édition 1998

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

- NFPA 33 : Norme sur la pulvérisation de matières inflammables ou combustibles - édition 1995
- NFPA 30 : Code des liquides inflammables et combustibles - édition 1996
- NFPA 13 E : Pratique recommandée pour les opérations des services d'incendie sur les propriétés protégées par des systèmes de gicleurs et de colonnes montantes - édition 2000
- NFPA 10 : Norme concernant les extincteurs d'incendie portatifs - édition 1998

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

Annexe 3 : Droit USA

IV. Liste des Lois de référence :

IV.1. Lois sur la Sécurité au Travail

Site web de référence OSHA : <http://www.osha.gov>

Site web de référence CFR : <http://www.access.gpo.gov/nara/cfr/cfr-table-search.html>

IV.1.1. OSHA : Identité et missions

L'**Occupational Safety and Health Administration** (OSHA) est une organisation gouvernementale des États-Unis dont la mission est la prévention des blessures, maladies et décès dans le cadre du travail.

Pour ce faire, elle émet des règlements pour la sécurité et la santé au travail.

Son équivalent européen est L'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail, *European Agency for Safety and Health at Work*, agence communautaire créée le 18 juillet 1994 par un règlement du Conseil. Elle est basée à Bilbao, en Espagne. En vue de promouvoir l'amélioration, notamment du milieu de travail, pour protéger la sécurité et la santé des travailleurs. (voir ci-dessus)

IV.1.2. Textes OSHA, ANSI, CFR et NFPA classés par type de risque

ENTERTAINMENT INDUSTRY HAZARDS

IV.1.2.1. FALLS :

- 29 CFR 1910.30 - Fall protection systems. (Proposed/Revised)
- 29 CFR 1910.66 Appendix C -Personal fall arrest system (Section I - Mandatory; Sections II and III - Non-Mandatory)
- 29 CFR 1926.502 Fall Protection.
- 29 CFR 1910.22 Walking-Working Surfaces
- ANSI A10.14-1991- Belt and Lanyards.
- ANSI Z359.1-1992 - Safety Requirements for Personal Fall Arrest Systems.
- NFPA 101 - A30-2.2 1994 Use of Controlled Descent Devices.

IV.1.2.2. TOXIC MATERIALS :

- Solvents
- Paints
- Adhesives
- Fumes (foam cutting, etc.)
- Atmospheric Effects (Smoke and Fog, etc.)
- 29 CFR 1910.1200 - Hazrd Communication (HAZCOM)
- 29 CFR 1910.120 - Hazardous waste operations and emergency response.
- 29 CFR 1910.132 - Personal protective equipment.
- 29 CFR 1910.134 - Respirators.
- 29 CFR 1910 SubPart Z Toxix and Hazrdous Substances
- 29 CFR 1910.1000 - Air Contaminants
- 29 CFR 1910.1001 - Asbestos
- ANSI Z88.2-1992 -Practices for Respiratory Protection.
- ANSI Z358.1-1990 - Emergency Eyewash and Shower Equipment.
- ANSI Z400.1-1993 - Material Safety Data Sheet Format.

IV.1.2.3. BURNS :

- Hot lighting instruments
- Glue guns

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

- Foam cutting etc.
- 29 CFR 1910.132 - Personal Protective Equipment.
- 29 CFR 1910.138 - Hand Protection.
- ASTM F1461? - Hand Protection Program.

IV.1.2.4. FALLING TOOLS AND OTHER OBJECTS :

- 29 CFR 1910.66
- 29 CFR 1910.23
- Z89.1-1986 - Protective Headwear for Industrial Workers.

IV.1.2.5. ELECTRIC SHOCK :

- 29 CFR 1910 Subpart S - Electrical
- 29 CFR 1910.147 - The control of hazardous energy sources. (Lockout/Tagout)
- NFPA 70 - National Electrical Code.

IV.1.2.6. FIRES :

- 29 CFR 1910.38 - Employee emergency response and fire response plans.
- 29 CFR 1910.157 - Portable fire extinguishers.
- NFPA 1 - Fire Prevention Code.
- NFPA 10 - Portable Fire Extinguishers
- NFPA 701 - Methods of Fire Tests for Flame-Resistant Textiles and Films.

IV.1.2.7. POOR FACILITY AND EQUIPMENT MAINTENANCE :

- Poorly maintained work surfaces - catwalks, floors, etc.
- Poorly maintained stairs, ladders (fixed or portable)
- 29 CFR 1910 Subpart D
- ANSI A14.1-1990 - Portable Wooden Ladders.
- ANSI A14.3 - Fixed ladders.
- Poorly or improperly maintained or modified :
 - Aerial lifts
 - 29CFR 1910.67 - Vehicle-mounted elevating and rotating work platforms.
 - 29CFR 1910.68 - Manlifts
 - ANSI A92.6-1990 - Self-Propelled Elevating Work Platforms.
 - Forklifts
 - 29CFR 1910.178 - Powered industrial trucks (Fork Lifts)
 - ANSI B56.1-1993 - Low Lift and High Lift Trucks
 - Hand tools
 - 29 CFR 1910 Subpart P - Hand and Portable Tools and Other Hand-Held Equipment
 - 29 CFR 1910 Subpart O - Machinery and Machine Guarding
 - Rigging materials (spansets, shackles, slings, etc.)
 - 29CFR 1910.184 - Slings.
 - ANSI B30.9-1990 - Slings.
 - ANSI B30.16-1992 - Overhead Hoists (Underhung).

IV.1.2.8. IMPROPERLY DESIGNED, INSTALLED OR MAINTAINED :

- Electrical systems
- NFPA 70 - National Electrical Code.
- 29 CFR 1910 Subpart S - Electrical
- Rigging equipment and systems
- 29CFR 1910.184 - Slings.
- ANSI B30.9-1990 - Slings.
- ANSI B30.16-1992 - Overhead Hoists (Underhung).

IV.1.2.9. COMPRESSED GASSES (INCLUDING AIR) :

- 29CFR 1019.101, 102, 103, 104, 105 - Compressed Gasses.

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

IV.1.2.10. POORLY DESIGNED, INSTALLED AND MAINTAINED OR IMPROPER SCAFFOLDS :

- 29 CFR 1910.28 Safety Requirements for Scaffolds

IV.1.2.11. WORK LOCATIONS WITH POOR OR NONEXISTENT ACCESS :

- 29 CFR 1910 Subpart E - Means of Egress
- NFPA 101 - Life Safety Code.

IV.1.2.12. EQUIPMENT BEING USED FOR A PURPOSE FOR WHICH IT WAS NOT INTENDED OR DESIGNED :

- Many Codes, Standards, and Regulations prohibit use of some types of equipment for specific uses.

IV.1.2.13. IMPROPER USE OF TOOLS AND EQUIPMENT :

- 29 CFR 1910 Subpart P - Hand and Portable Tools and Other Hand-Held Equipment
- Go to top of page

IV.1.2.14. LACK OF PROPER EQUIPMENT TO PERFORM THE TASK AT HAND (I.E. NOT HAVING A LADDER OF SUFFICIENT HEIGHT) :

- OSHA General Duty Clause

IV.1.2.15. PYROTECHNICS :

- 29 CFR 1910.109
- NFPA 1126 - Use of Pyrotechnics Before a Proximate Audience.
- NFPA 101 - Life Safety Code.

IV.1.2.16. LASERS :

- 21CFR1002, 21CFR1010, and 21CFR1040.10 Laser Safety (FDA)
- ANSI Z136.1-1993 - Safe Use of Lasers.

IV.1.2.17. WEATHER :

- Thunderstorms
- Lighting
- Snow
- Rain
- Wind
- Wet conditions
- Common Sense - OSHA General Duty Clause
- 29 CFR 1910.22 Walking-Working Surfaces

IV.1.2.18. DRIVING/ROAD HAZARDS :

- 29CFR 1910 Subpart T - Commercial Driving Operations
- 29 CFR 1910.109(d) and (g)
- DOT Regulations

IV.1.2.19. LOUD NOISE :

- 29CFR 1910.95 - Occupational noise exposure.

IV.1.2.20. INCOMPLETE OR NO TRAINING ON THE TASK BEING PERFORMED OR ON THE EQUIPMENT BEING USED :

- Aerial lifts :
 - 29CFR 1910.67 - Vehicle-mounted elevating and rotating work platforms.
 - ANSI A92.6-1990 - Self-Propelled Elevating Work Platforms.
- Forklifts :
 - 29CFR 1910.178 - Powered industrial trucks (Fork Lifts)
 - ANSI B56.1-1993 - Low Lift and High Lift Trucks
- Hand tools :
 - 29 CFR 1910 Subpart P - Hand and Portable Tools and Other Hand-Held Equipment
- Rigging :

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

- 29CFR 1910.184 - Slings.
- Ladders :
- 29CFR 1910.25 - Portable wood ladders.
- 29CFR 1910.26 - Portable metal ladders.

IV.1.2.21. OSHA SAFETY TRAINING MANDATES :

- General Industry - Partial List
- 1910.38 Employee Emergency Plans
- 1910.66 Work Platforms/.66(e)(v)(9) Personal Fall Arrest Sysyem
- 1910.95 Hearing Protection
- 1910.66 Vehicle-mounted elevating and rotating work platforms
- 29 CFR 1910.109(d) and (g) Explosive and Blasting agents.
- 29 CFR 1910.120 HAZWOPER
- 29 CFR 1910.134 Respiratory Protection
- 29 CFR 1910.145 Accident Prevention Signs and Tags
- 29 CFR 1910.147 Lockout/Tagout
- 29 CFR 1910.157 Portable Fire Extinguishers
- 29 CFR 1910.160 Fixed (Fire) Extinguishing Systems
- 29 CFR 1910.178 Powered Industrial Trucks (Forklifts)
- 29 CFR 1910.1200 Hazard Communications

IV.1.2.22. OSHA ANNUAL SAFETY TRAINING MANDATES :

- General Industry - Partial List
- 29 CFR 1910.20(g)(1) - Access to Employee Exposure and Medical Records
- 29 CFR 1910.1030(e)(2)(ii)(M), - Bloodborne pathogens (g)(2)(ii)(C)
- 29 CFR 1910.120(e)(8), -HAZWOPER (p)(7)(i) & (ii), (p)(8)(iii)(C), (q)(5), (q)(8)(i),
- Appendix C.2 (Training)
- 29 CFR 1910.156(c)(2), Fire Brigades Paragraph 5 of Appendix A
- 29 CFR 1910.169(b)(10) Fire Extinguishing Systems
- 29 CFR 1910.217(h)(13)(i) Mechanical Power Presses
- 29 CFR 1910.95(k)(2) Occupational Noise
- 29 CFR 1910.157(g)(2) & (4) Portable Fire Extinguishers
- 29 CFR 1910.134 (proposed) Respiratory Protection
- 25 of 27 chemical specific regulations require annual retraining. Only coal tar pitch and 1,2-dibromo-3-chloropropane do not.

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut etre ni exploité ni diffusé.*

IV.1.3. Code of Federal Regulations (CFR)

Site web de référence : <http://www.access.gpo.gov/nara/cfr/cfr-table-search.html>

- Title 1 General Provisions
- Title 2 [Reserved]
- Title 3 The President
- Title 4 Accounts
- Title 5 Administrative Personnel
- Title 6 Homeland Security
- Title 7 Agriculture
- Title 8 Aliens and Nationality
- Title 9 Animals and Animal Products
- **Title 10 Energy**
- Title 11 Federal Elections
- Title 12 Banks and Banking
- Title 13 Business Credit and Assistance
- Title 14 Aeronautics and Space
- Title 15 Commerce and Foreign Trade
- Title 16 Commercial Practices
- Title 17 Commodity and Securities Exchanges
- Title 18 Conservation of Power and Water Resources
- Title 19 Customs Duties
- Title 20 Employees' Benefits
- Title 21 Food and Drugs
- Title 22 Foreign Relations
- Title 23 Highways
- Title 24 Housing and Urban Development
- Title 25 Indians
- Title 26 Internal Revenue
- Title 27 Alcohol, Tobacco Products and Firearms
- Title 28 Judicial Administration
- **Title 29 Labor**
- Title 30 Mineral Resources
- Title 31 Money and Finance: Treasury
- Title 32 National Defense
- Title 33 Navigation and Navigable Waters
- Title 34 Education
- Title 35 Panama Canal
- Title 36 Parks, Forests, and Public Property
- Title 37 Patents, Trademarks, and Copyrights
- Title 38 Pensions, Bonuses, and Veterans' Relief
- Title 39 Postal Service
- Title 40 Protection of Environment
- Title 41 Public Contracts and Property Management
- **Title 42 Public Health**
- Title 43 Public Lands: Interior
- **Title 44 Emergency Management and Assistance**
- Title 45 Public Welfare
- Title 46 Shipping
- Title 47 Telecommunication
- Title 48 Federal Acquisition Regulations System
- Title 49 Transportation
- Title 50 Wildlife and Fisheries

IV.1.4. Code of Federal Regulations (CFR) – Détails du **Titre 29 « Travail »**

Site web de référence : <http://www.law.cornell.edu/cfr/cfr.php?title=29&type=title&value=29>

IV.1.4.1. *Partie A - Office of the Secretary of Labor*

- 0 Ethics and conduct of Department of Labor employees
- 1 Procedures for predetermination of wage rates
- 2 General regulations
- [...]

IV.1.4.2. *Partie B - Regulations Relating to Labor*

- I NATIONAL LABOR RELATIONS BOARD
- II OFFICE OF LABOR-MANAGEMENT STANDARDS, DEPARTMENT OF LABOR
- III NATIONAL RAILROAD ADJUSTMENT BOARD
- IV OFFICE OF LABOR-MANAGEMENT STANDARDS, DEPARTMENT OF LABOR
- V WAGE AND HOUR DIVISION, DEPARTMENT OF LABOR
- IX CONSTRUCTION INDUSTRY COLLECTIVE BARGAINING COMMISSION
- X NATIONAL MEDIATION BOARD
- XII FEDERAL MEDIATION AND CONCILIATION SERVICE
- XIV EQUAL EMPLOYMENT OPPORTUNITY COMMISSION
- XVII OCCUPATIONAL SAFETY AND HEALTH ADMINISTRATION, DEPARTMENT OF LABOR
 - 1902 State plans for the development and enforcement of State standards

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

- 1903 Inspections, citations and proposed penalties
- 1904 Recording and reporting occupational injuries and illnesses
- 1905 Rules of practice for variances, limitations, variations, tolerances, and exemptions under the Williams-Steiger Occupational Safety and Health Act of 1970
- 1908 Consultation agreements
- 1910 Occupational safety and health standards
 - **Subpart A -- General**
 - 1910.1 Purpose and scope.
 - 1910.2 Definitions.
 - 1910.3 Petitions for the issuance, amendment, or repeal of a standard.
 - 1910.4 Amendments to this part.
 - 1910.5 Applicability of standards.
 - 1910.6 Incorporation by reference.
 - 1910.7 Definition and requirements for a nationally recognized testing laboratory.
 - 1910.8 OMB control numbers under the Paperwork Reduction Act.
 - **Subpart B -- Adoption and Extension of Established Federal Standards**
 - 1910.11 Scope and purpose
 - 1910.12 Construction work.
 - 1910.15 Shipyard employment.
 - 1910.16 Longshoring and marine terminals.
 - 1910.17 Effective dates.
 - 1910.18 Changes in established Federal standards.
 - 1910.19 Special provisions for air contaminants.
 - **Subpart C -- [Removed and Reserved]**
 - 1910.20 [Redesignated as 1910.1020]
 - **Subpart D -- Walking - Working Surfaces**
 - 1910.21 Definitions.
 - 1910.22 General requirements.
 - 1910.23 Guarding floor and wall openings and holes.
 - 1910.24 Fixed industrial stairs.
 - 1910.25 Portable wood ladders.
 - 1910.26 Portable metal ladders.
 - 1910.27 Fixed ladders.
 - 1910.28 Safety requirements for scaffolding.
 - 1910.29 Manually propelled mobile ladder stands and scaffolds (towers).
 - 1910.30 Other working surfaces.
 - **Subpart E -- Means of Egress**
 - 1910.35 Definitions.
 - 1910.36 General requirements.
 - 1910.37 Means of egress, general.
 - 1910.38 Employee emergency plans and fire prevention plans.
 - APPENDIX TO SUBPART E -- MEANS OF EGRESS
 - **Subpart F -- Powered Platforms, Manlifts, and Vehicle - Mounted Work Platforms**
 - 1910.66 Powered platforms for building maintenance.
 - 1910.67 Vehicle-mounted elevating and rotating work platforms.
 - 1910.68 Manlifts.
 - **Subpart G -- Occupational Health and Environmental Control**
 - 1910.94 Ventilation.
 - 1910.95 Occupational noise exposure.
 - 1910.96 [Redesignated as 1910.1096]
 - 1910.97 Nonionizing radiation.
 - 1910.98 Effective dates.
 - **Subpart H -- Hazardous Materials**

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

- 1910.101 Compressed gases (general requirements).
- 1910.102 Acetylene.
- 1910.103 Hydrogen.
- 1910.104 Oxygen.
- 1910.105 Nitrous oxide.
- 1910.106 Flammable and combustible liquids.
- 1910.107 Spray finishing using flammable and combustible materials.
- 1910.108 Dip tanks containing flammable or combustible liquids.
- 1910.109 Explosives and blasting agents.
- 1910.110 Storage and handling of liquified petroleum gases.
- 1910.111 Storage and handling of anhydrous ammonia.
- 1910.112 [Reserved]
- 1910.113 [Reserved]
- 1910.119 Process safety management of highly hazardous chemicals.
- 1910.120 Hazardous waste operations and emergency response.
- 1910.121 [Reserved]
- 1910.122 Table of contents.
- 1910.123 Dipping and coating operations: Coverage and Definitions.
- 1910.124 General requirements for dipping and coating operations.
- 1910.125 Additional requirements for dipping and coating operations that use flammable or combustible liquids.
- 1910.126 Additional requirements for special dipping and coating applications.
- **Subpart I -- Personal Protective Equipment**
 - 1910.132 General requirements.
 - 1910.133 Eye and face protection.
 - 1910.134 Respiratory protection.
 - 1910.135 Head protection.
 - 1910.136 Foot protection.
 - 1910.137 Electrical protective devices.
 - 1910.138 Hand Protection.
- **Subpart J -- General Environmental Controls**
 - 1910.141 Sanitation.
 - 1910.142 Temporary labor camps.
 - 1910.143 Nonwater carriage disposal systems. [Reserved]
 - 1910.144 Safety color code for marking physical hazards.
 - 1910.145 Specifications for accident prevention signs and tags.
 - 1910.146 Permit-required confined spaces.
 - 1910.147 The control of hazardous energy (lockout/tagout).
- **Subpart K -- Medical and First Aid**
 - 1910.151 Medical services and first aid.
 - 1910.152 [Reserved]
- **Subpart L -- Fire Protection**
 - 1910.155 Scope, application and definitions applicable to this subpart.
 - 1910.156 Fire brigades.
 - **PORTABLE FIRE SUPPRESSION EQUIPMENT**
 - 1910.157 Portable fire extinguishers.
 - 1910.158 Standpipe and hose systems.
 - **FIXED FIRE SUPPRESSION EQUIPMENT**
 - 1910.159 Automatic sprinkler systems.
 - 1910.160 Fixed extinguishing systems, general.
 - 1910.161 Fixed extinguishing systems, dry chemical.
 - 1910.162 Fixed extinguishing systems, gaseous agent.
 - 1910.163 Fixed extinguishing systems, water spray and foam.

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

- OTHER FIRE PROTECTIVE SYSTEMS
- 1910.164 Fire detection systems.
- 1910.165 Employee alarm systems.
- APPENDICES TO SUBPART L
- APPENDIX A TO SUBPART L -- FIRE PROTECTION
- APPENDIX B TO SUBPART L -- NATIONAL CONSENSUS STANDARDS
- APPENDIX C TO SUBPART L -- FIRE PROTECTION REFERENCES FOR FURTHER INFORMATION
- APPENDIX D TO SUBPART L -- AVAILABILITY OF PUBLICATIONS INCORPORATED BY REFERENCE IN SECTION 1910.156 FIRE BRIGADES
- APPENDIX E TO SUBPART L -- TEST METHODS FOR PROTECTIVE CLOTHING
- **Subpart M -- Compressed Gas and Compressed Air Equipment**
 - 1910.166 [Reserved]
 - 1910.167 [Reserved]
 - 1910.168 [Reserved]
 - 1910.169 Air receivers.
- **Subpart N -- Materials Handling and Storage**
 - 1910.176 Handling material - general.
 - 1910.177 Servicing multi-piece and single piece rim wheels.
 - 1910.178 Powered industrial trucks.
 - 1910.179 Overhead and gantry cranes.
 - 1910.180 Crawler locomotive and truck cranes.
 - 1910.181 Derricks.
 - 1910.183 Helicopters.
 - 1910.184 Slings.
 - APPENDIX A to 1910.178 -- Stability of Powered Industrial Trucks (non-mandatory Appendix to Paragraph (I) of this section.
- **Subpart O -- Machinery and Machine Guarding**
 - 1910.211 Definitions.
 - 1910.212 General requirements for all machines.
 - 1910.213 Woodworking machinery requirements.
 - 1910.214 Cooperage machinery.
 - 1910.215 Abrasive wheel machinery.
 - 1910.216 Mills and calenders in the rubber and plastics industries.
 - 1910.217 Mechanical power presses.
 - 1910.218 Forging machines.
 - 1910.219 Mechanical power-transmission apparatus.
- **Subpart P -- Hand and Portable Powered Tools and Other Hand - Held Equipment.**
 - 1910.241 Definitions.
 - 1910.242 Hand and portable powered tools and equipment, general.
 - 1910.243 Guarding of portable powered tools.
 - 1910.244 Other portable tools and equipment.
- **Subpart Q -- Welding, Cutting, and Brazing.**
 - 1910.251 Definitions.
 - 1910.252 General requirements.
 - 1910.253 Oxygen-fuel gas welding and cutting.
 - 1910.254 Arc welding and cutting.
 - 1910.255 Resistance welding.
- **Subpart R -- Special Industries**
 - 1910.261 Pulp, paper, and paperboard mills.
 - 1910.262 Textiles.
 - 1910.263 Bakery equipment.
 - 1910.264 Laundry machinery and operations.

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

- 1910.265 Sawmills.
- 1910.266 Logging operations.
- 1910.267 [Reserved]
- 1910.268 Telecommunications.
- 1910.269 Electric power generation, transmission, and distribution.
- 1910.272 Grain handling facilities.
- **Subpart S -- Electrical**
 - **GENERAL**
 - 1910.301 Introduction.
 - **DESIGN SAFETY STANDARDS FOR ELECTRICAL SYSTEMS**
 - 1910.302 Electric utilization systems.
 - 1910.303 General requirements.
 - 1910.304 Wiring design and protection.
 - 1910.305 Wiring methods, components, and equipment for general use.
 - 1910.306 Specific purpose equipment and installations.
 - 1910.307 Hazardous (classified) locations.
 - 1910.308 Special systems.
 - 1910.309 - 1910.330 [Reserved]
 - **SAFETY-RELATED WORK PRACTICES**
 - 1910.331 Scope.
 - 1910.332 Training.
 - 1910.333 Selection and use of work practices.
 - 1910.334 Use of equipment.
 - 1910.335 Safeguards for personnel protection.
 - 1910.336 - 1910.360 [Reserved]
 - **SAFETY-RELATED MAINTENANCE REQUIREMENTS**
 - 1910.361 - 1910.380 [Reserved]
 - **SAFETY REQUIREMENTS FOR SPECIAL EQUIPMENT**
 - 1910.381 - 1910.398 [Reserved]
 - **DEFINITIONS**
 - 1910.399 Definitions applicable to this subpart.
 - **APPENDIX A TO SUBPART S -- REFERENCE DOCUMENTS**
 - **APPENDIX B TO SUBPART S -- EXPLANATORY DATA [RESERVED]**
 - **APPENDIX C TO SUBPART S -- TABLES, NOTES, AND CHARTS [RESERVED]**
- **Subpart T -- Commercial Diving Operations**
 - **GENERAL**
 - 1910.401 Scope and application.
 - 1910.402 Definitions.
 - **PERSONNEL REQUIREMENTS**
 - 1910.410 Qualifications of dive team.
 - **GENERAL OPERATIONS PROCEDURES**
 - 1910.420 Safe practices manual.
 - 1910.421 Pre-dive procedures.
 - 1910.422 Procedures during dive.
 - 1910.423 Post-dive procedures.
 - **SPECIFIC OPERATIONS PROCEDURES**
 - 1910.424 SCUBA diving.
 - 1910.425 Surface-supplied air diving.
 - 1910.426 Mixed-gas diving.
 - 1910.427 Liveboating.
 - **EQUIPMENT PROCEDURES AND REQUIREMENTS**
 - 1910.430 Equipment.
 - **RECORDKEEPING** *Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

- 1910.440 Recordkeeping requirements.
- 1910.441 Effective date.
- APPENDIX A TO SUBPART T -- EXAMPLES OF CONDITIONS WHICH MAY RESTRICT OR LIMIT EXPOSURE TO HYPERBARIC CONDITIONS
- APPENDIX B TO SUBPART T -- GUIDELINES FOR SCIENTIFIC DIVING
- **Subparts U -- Y [Reserved]**
 - 1910.442 - 1910.999 [Reserved]
- **Subpart Z -- Toxic and Hazardous Substances**
 - 1910.1000 Air contaminants.
 - 1910.1001 Asbestos.
 - 1910.1002 Coal tar pitch volatiles; interpretation of term.
 - 1910.1003 13 Carcinogens (4-Nitrobiphenyl, etc.).
 - 1910.1004 alpha-Naphthylamine.
 - 1910.1005 [Reserved]
 - 1910.1006 Methyl chloromethyl ether.
 - 1910.1007 3,3'-Dichlorobenzidine (and its salts).
 - 1910.1008 bis-Chloromethyl ether.
 - 1910.1009 beta-Naphthylamine.
 - 1910.1010 Benzidine.
 - 1910.1011 4-Aminodiphenyl.
 - 1910.1012 Ethyleneimine.
 - 1910.1013 beta-Propiolactone.
 - 1910.1014 2-Acetylaminofluorene.
 - 1910.1015 4-Dimethylaminoazobenzene.
 - 1910.1016 N-Nitrosodimethylamine.
 - 1910.1017 Vinyl chloride.
 - 1910.1018 Inorganic arsenic.
 - 1910.1020 Access to employee exposure and medical records.
 - 1910.1025 Lead.
 - 1910.1026 Chromium (VI).
 - 1910.1027 Cadmium.
 - 1910.1028 Benzene.
 - 1910.1029 Coke oven emissions.
 - 1910.1030 Bloodborne pathogens.
 - 1910.1043 Cotton dust.
 - 1910.1044 1,2-dibromo-3-chloropropane.
 - 1910.1045 Acrylonitrile.
 - 1910.1047 Ethylene oxide.
 - 1910.1048 Formaldehyde.
 - 1910.1050 Methylenedianiline.
 - 1910.1051 1,3-Butadiene.
 - 1910.1052 Methylene Chloride.
 - 1910.1096 Ionizing radiation.
 - 1910.1200 Hazard communication.
 - 1910.1201 Retention of DOT markings, placards and labels.
 - 1910.1450 Occupational exposure to hazardous chemicals in laboratories.
 - SUBJECT INDEX FOR 29 CFR 1910 -- OCCUPATIONAL SAFETY AND HEALTH STANDARDS
- 1911 Rules of procedure for promulgating, modifying, or revoking occupational safety or health standards
- 1912 Advisory committees on standards
- 1912a National Advisory Committee on Occupational Safety and Health

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

- 1913 Rules of agency practice and procedure concerning OSHA access to employee medical records
- 1915 Occupational safety and health standards for shipyard employment
- 1917 Marine terminals
- 1918 Safety and health regulations for longshoring
- **1919 Gear certification (Marine terminals)**
 - 1919 - Table of Contents/Authority for 1919
 - 1919.1 - Purpose and scope.
 - 1919.2 - Definition of terms.
 - 1919.50 - Eligibility for accreditation to certificate shore-based material handling devices covered by 1917.50 of this chapter, safety and health regulations for marine terminals.
 - 1919.51 - Provisions respecting application for accreditation, action upon the application, and related matters.
 - 1919.60 - General duties, exemptions.
 - 1919.70 - General provisions.
 - 1919.71 - Unit proof test and examination of cranes.
 - 1919.72 - Annual examination of cranes.
 - 1919.73 - Unit proof test and examination of derricks.
 - 1919.74 - Annual examination of derricks.
 - 1919.75 - Determination of crane or derrick safe working loads and limitations in absence of manufacturer's data.
 - 1919.76 - Safe working load reduction.
 - 1919.77 - Safe working load increase.
 - 1919.78 - Nondestructive examination.
 - 1919.79 - Wire rope.
 - 1919.80 - Heat treatment.
 - 1919.81 - Examination of bulk cargo loading or discharging spouts or suckers.
 - 1919.90 - Documentation.
- 1920 Procedure for variations from safety and health regulations under the Longshoremen's and Harbor Workers' Compensation Act
- 1921 Rules of practice in enforcement proceedings under section 41 of the Longshoremen's and Harbor Workers' Compensation Act
- 1922 Investigational hearings under section 41 of the Longshoremen's and Harbor Workers' Compensation Act
- 1924 Safety standards applicable to workshops and rehabilitation facilities assisted by grants
- 1925 Safety and health standards for Federal service contracts
- **1926 Safety and health regulations for construction**
 - **Subpart A -- General**
 - 1926.1 Purpose and scope.
 - 1926.2 Variances from safety and health standards.
 - 1926.3 Inspections - right of entry.
 - 1926.4 Rules of practice for administrative adjudications for enforcement of safety and health standards.
 - 1926.5 OMB control numbers under the Paperwork Reduction Act.
 - **Subpart B -- General Interpretations**
 - 1926.10 Scope of subpart.
 - 1926.11 Coverage under section 103 of the act distinguished.
 - 1926.12 Reorganization Plan No. 14 of 1950.
 - 1926.13 Interpretation of statutory terms.
 - 1926.14 Federal contracts for "mixed" types of performance.
 - 1926.15 Relationship to the Service Contract Act; Walsh-Healey Public Contracts Act.
 - 1926.16 Rules of construction.

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

- **Subpart C -- General Safety and Health Provisions**
 - 1926.20 General safety and health provisions.
 - 1926.21 Safety training and education.
 - 1926.22 Recording and reporting of injuries. [Reserved]
 - 1926.23 First aid and medical attention.
 - 1926.24 Fire protection and prevention.
 - 1926.25 Housekeeping.
 - 1926.26 Illumination.
 - 1926.27 Sanitation.
 - 1926.28 Personal protective equipment.
 - 1926.29 Acceptable certifications.
 - 1926.30 Shipbuilding and ship repairing.
 - 1926.31 Incorporation by reference.
 - 1926.32 Definitions.
 - 1926.33 Access to employee exposure and medical records.
 - 1926.34 Means of egress.
 - 1926.35 Employee emergency action plans.
- **Subpart D -- Occupational Health and Environmental Controls**
 - 1926.50 Medical services and first aid.
 - 1926.51 Sanitation.
 - 1926.52 Occupational noise exposure.
 - 1926.53 Ionizing radiation.
 - 1926.54 Nonionizing radiation.
 - 1926.55 Gases, vapors, fumes, dusts, and mists.
 - 1926.56 Illumination.
 - 1926.57 Ventilation.
 - 1926.58 [Reserved]
 - 1926.59 Hazard communication.
 - 1926.60 Methylenedianiline.
 - 1926.61 Retention of DOT markings, placards and labels.
 - 1926.62 Lead.
 - 1926.64 Process safety management of highly hazardous chemicals.
 - 1926.65 Hazardous waste operations and emergency response.
 - 1926.66 Criteria for design and construction for spray booths.
- **Subpart E -- Personal Protective and Life Saving Equipment**
 - 1926.95 Criteria for personal protective equipment.
 - 1926.96 Occupational foot protection.
 - 1926.97 [Reserved]
 - 1926.98 [Reserved]
 - 1926.99 [Reserved]
 - 1926.100 Head protection.
 - 1926.101 Hearing protection.
 - 1926.102 Eye and face protection.
 - 1926.103 Respiratory protection.
 - 1926.104 Safety belts, lifelines, and lanyards
 - 1926.105 Safety nets
 - 1926.106 Working over or near water.
 - 1926.107 Definitions applicable to this subpart.
- **Subpart F -- Fire Protection and Prevention**
 - 1926.150 Fire protection.
 - 1926.151 Fire prevention.
 - 1926.152 Flammable and combustible liquids.
 - 1926.153 Liquefied petroleum gas (LP-Gas)

Il ne peut être ni exploité ni diffusé.

- 1926.154 Temporary heating devices.
- 1926.155 Definitions applicable to this subpart.
- 1926.156 Fixed extinguishing systems, general.
- 1926.157 Fixed extinguishing systems, gaseous agent.
- 1926.158 Fire detection systems.
- 1926.159 Employee alarm systems.
- **Subpart G -- Signs, Signals, and Barricades**
 - 1926.200 Accident prevention signs and tags.
 - 1926.201 Signaling.
 - 1926.202 Barricades.
 - 1926.203 Definitions applicable to this subpart.
- **Subpart H -- Materials Handling, Storage, Use, and Disposal**
 - 1926.250 General requirements for storage.
 - 1926.251 Rigging equipment for material handling.
 - 1926.252 Disposal of waste materials.
- **Subpart I -- Tools -- Hand and Power**
 - 1926.300 General requirements.
 - 1926.301 Hand tools.
 - 1926.302 Power operated hand tools.
 - 1926.303 Abrasive wheels and tools.
 - 1926.304 Woodworking tools.
 - 1926.305 Jacks - lever and ratchet, screw and hydraulic.
 - 1926.306 Air Receivers.
 - 1926.307 Mechanical power-transmission apparatus.
- **Subpart J -- Welding and Cutting**
 - 1926.350 Gas welding and cutting.
 - 1926.351 Arc welding and cutting.
 - 1926.352 Fire prevention.
 - 1926.353 Ventilation and protection in welding, cutting, and heating.
 - 1926.354 Welding, cutting and heating in way of preservative coatings.
- **Subpart K -- Electrical**
 - GENERAL
 - 1926.400 Introduction.
 - 1926.401 [Reserved]
 - INSTALLATION SAFETY REQUIREMENTS
 - 1926.402 Applicability.
 - 1926.403 General requirements.
 - 1926.404 Wiring design and protection.
 - 1926.405 Wiring methods, components, and equipment for general use.
 - 1926.406 Specific purpose equipment and installations.
 - 1926.407 Hazardous (classified) locations.
 - 1926.408 Special systems.
 - 1926.409-1926.415 [Reserved]
 - SAFETY-RELATED WORK PRACTICES
 - 1926.416 General requirements.
 - 1926.417 Lockout and tagging of circuits.
 - 1926.418-1926.430 [Reserved]
 - SAFETY-RELATED MAINTENANCE AND ENVIRONMENTAL CONSIDERATIONS
 - 1926.431 Maintenance of equipment.
 - 1926.432 Environmental deterioration of equipment.
 - 1926.433-1926.440 [Reserved]
 - SAFETY REQUIREMENTS FOR SPECIAL EQUIPMENT
 - 1926.441 Battery locations and battery charging

Chargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.

- 1926.442-1926.448 [Reserved]
- DEFINITIONS
- 1926.449 Definitions applicable to this subpart.
- **Subpart L -- Scaffolds**
 - 1926.450 Scope, application and definitions applicable to this subpart.
 - 1926.451 General requirements.
 - 1926.452 Additional requirements applicable to specific types of scaffolds.
 - 1926.453 Aerial lifts
 - 1926.454 Training requirements.
 - APPENDIX A TO SUBPART L -- Scaffolds
 - APPENDIX B TO SUBPART L -- Scaffolds
 - APPENDIX C TO SUBPART L -- Scaffolds
 - APPENDIX D TO SUBPART L -- Scaffolds
 - APPENDIX E TO SUBPART L -- Scaffolds
- **Subpart M -- Fall Protection**
 - 1926.500 Scope, application, and definitions applicable to this subpart.
 - 1926.501 Duty to have fall protection.
 - 1926.502 Fall protection systems criteria and practices.
 - 1926.503 Training requirements.
 - APPENDIX A TO SUBPART M -- DETERMINING ROOF WIDTHS
 - APPENDIX B TO SUBPART M -- GUARDRAIL SYSTEMS
 - APPENDIX C TO SUBPART M -- PERSONAL FALL ARREST SYSTEMS
 - APPENDIX D TO SUBPART M -- POSITIONING DEVICE SYSTEMS
 - APPENDIX E TO SUBPART M -- SAMPLE FALL PROTECTION PLANS
- **Subpart N -- Cranes, Derricks, Hoists, Elevators, and Conveyors**
 - 1926.550 Cranes and derricks.
 - 1926.551 Helicopters.
 - 1926.552 Material hoists, personnel hoists and elevators.
 - 1926.553 Base-mounted drum hoists.
 - 1926.554 Overhead hoists.
 - 1926.555 Conveyors.
 - 1926.556 [Removed].
- **Subpart O -- Motor Vehicles, Mechanized Equipment, and Marine Operations**
 - 1926.600 Equipment.
 - 1926.601 Motor vehicles.
 - 1926.602 Material handling equipment.
 - 1926.603 Pile driving equipment.
 - 1926.604 Site clearing.
 - 1926.605 Marine operations and equipment.
 - 1926.606 Definitions applicable to this subpart.
- **Subpart P -- Excavations**
 - 1926.650 Scope, application, and definitions applicable to this subpart.
 - 1926.651 Specific Excavation Requirements.
 - 1926.652 Requirements for protective systems.
 - APPENDIX A TO SUBPART P -- SOIL CLASSIFICATION
 - APPENDIX B TO SUBPART P -- SLOPING AND BENCHING
 - APPENDIX C TO SUBPART P -- TIMBER SHORING FOR TRENCHES
 - APPENDIX D TO SUBPART P -- ALUMINUM HYDRAULIC SHORING FOR TRENCHES
 - APPENDIX E TO SUBPART P -- ALTERNATIVES TO TIMBER SHORING
 - APPENDIX F TO SUBPART P -- SELECTION OF PROTECTIVE SYSTEMS
- **Subpart Q -- Concrete and Masonry Construction**
 - 1926.700 Scope, application, and definitions applicable to this subpart.

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

- 1926.701 General requirements.
- 1926.702 Requirements for equipment and tools.
- 1926.703 Requirements for cast-in-place concrete.
- 1926.704 Requirements for precast concrete.
- 1926.705 Requirements for lift-slab construction operations.
- 1926.706 Requirements of masonry construction.
- APPENDIX TO SUBPART Q -- REFERENCES TO SUBPART Q OF PART 1926
- **Subpart R -- Steel Erection**
 - 1926.750 Scope.
 - 1926.751 Definitions.
 - 1926.752 Site layout, site-specific erection plan and construction sequence.
 - 1926.753 Hoisting and rigging.
 - 1926.754 Structural steel assembly.
 - 1926.755 Column anchorage.
 - 1926.756 Beams and columns.
 - 1926.757 Open web steel joists.
 - 1926.758 Systems-engineered metal buildings.
 - 1926.759 Falling object protection.
 - 1926.760 Fall protection.
 - 1926.761 Training.
 - APPENDIX A TO SUBPART R -- GUIDELINES FOR ESTABLISHING THE COMPONENTS OF A SITE-SPECIFIC ERECTION PLAN: NON-MANDATORY GUIDELINES FOR COMPLYING WITH § 1926.752(e)
 - APPENDIX B TO SUBPART R -- [RESERVED]
 - APPENDIX C TO SUBPART R -- ILLUSTRATIONS OF BRIDGING TERMINUS POINTS: NON-MANDATORY GUIDELINES FOR COMPLYING WITH § 1926.757(a)(10) and § 1926.757(c)(5)
 - APPENDIX D TO SUBPART R -- ILLUSTRATION OF THE USE OF CONTROL LINES TO DEMARCATÉ CONTROLLED DECKING ZONES (CDZs): NON-MANDATORY GUIDELINES FOR COMPLYING WITH § 1926.760(c)(3)
 - APPENDIX E TO SUBPART R -- TRAINING: NON-MANDATORY GUIDELINES FOR COMPLYING WITH § 1926.761
 - APPENDIX F TO SUBPART R -- PERIMETER COLUMNS: NON-MANDATORY GUIDELINES FOR COMPLYING WITH § 1926.756(e) TO PROTECT THE UNPROTECTED SIDE OR EDGE OF A WALKING/WORKING SURFACE
 - APPENDIX G TO SUBPART R -- FALL PROTECTION SYSTEMS CRITERIA AND PRACTICES FROM § 1926.502: NON-MANDATORY GUIDELINES FOR COMPLYING WITH § 1926.760(d)
 - APPENDIX H TO SUBPART R -- DOUBLE CONNECTIONS: ILLUSTRATION OF A CLIPPED END CONNECTION AND A STAGGERED CONNECTION: NON-MANDATORY GUIDELINES FOR COMPLYING WITH § 1926.756(c)(1)
- **Subpart S -- Tunnels and Shafts, Caissons, Cofferdams, and Compressed Air**
 - 1926.800 Underground construction.
 - 1926.801 Caissons.
 - 1926.802 Cofferdams.
 - 1926.803 Compressed air.
 - 1926.804 Definitions applicable to this subpart.
 - APPENDIX A TO SUBPART S -- DECOMPRESSION TABLES
- **Subpart T -- Demolition**
 - 1926.850 Preparatory operations.
 - 1926.851 Stairs, passageways, and ladders.
 - 1926.852 Chutes.
 - 1926.853 Removal of materials through floor openings.
 - 1926.854 Removal of walls, masonry sections, and chimneys.
 - 1926.855 Manual removal of floors.
 - 1926.856 Removal of walls, floors and material with equipment.

*Os document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

- 1926.857 Storage.
- 1926.858 Removal of steel construction.
- 1926.859 Mechanical demolition.
- 1926.860 Selective demolition by explosives.
- **Subpart U -- Blasting and Use of Explosives**
 - 1926.900 General provisions.
 - 1926.901 Blaster qualifications.
 - 1926.902 Surface transportation of explosives.
 - 1926.903 Underground transportation of explosives.
 - 1926.904 Storage of explosives and blasting agents.
 - 1926.905 Loading of explosives or blasting agents.
 - 1926.906 Initiation of explosive charges - electric blasting.
 - 1926.907 Use of safety fuse.
 - 1926.908 Use of detonating cord.
 - 1926.909 Firing the blast.
 - 1926.910 Inspection after blasting.
 - 1926.911 Misfires.
 - 1926.912 Underwater blasting.
 - 1926.913 Blasting in excavation work under compressed air.
 - 1926.914 Definitions applicable to this subpart.
- **Subpart V -- Power Transmission and Distribution**
 - 1926.950 General requirements.
 - 1926.951 Tools and protective equipment.
 - 1926.952 Mechanical equipment.
 - 1926.953 Material handling.
 - 1926.954 Grounding for protection of employees.
 - 1926.955 Overhead lines.
 - 1926.956 Underground lines.
 - 1926.957 Construction in energized substations.
 - 1926.958 External load helicopters.
 - 1926.959 Lineman's body belts, safety straps, and lanyards.
 - 1926.960 Definitions applicable to this subpart.
- **Subpart W -- Rollover Protective Structures; Overhead Protection**
 - 1926.1000 Rollover protective structures (ROPS) for material handling equipment.
 - 1926.1001 Minimum performance criteria for rollover protective structures for designated scrapers, loaders, dozers, graders, and crawler tractors.
 - 1926.1002 Protective frames (roll-over protective structures, known as ROPS) for wheel-type agricultural and industrial tractors used in construction.
 - 1926.1003 Overhead protection for operators of agricultural and industrial tractors.
 - APPENDIX A TO SUBPART W -- Figures W-14 through W-28
- **Subpart X -- Stairways and Ladders**
 - 1926.1050 Scope, application, and definitions applicable to this subpart.
 - 1926.1051 General Requirements.
 - 1926.1052 Stairways.
 - 1926.1053 Ladders.
 - 1926.1054-1926.1059 [Reserved]
 - 1926.1060 Training Requirements
 - APPENDIX A TO SUBPART X -- Ladders
- **Subpart Y -- Commercial Diving Operations**
 - GENERAL
 - 1926.1071 Scope and application.
 - 1926.1072 Definitions.
 - PERSONNEL REQUIREMENTS

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

- 1926.1076 Qualifications of dive team.
- GENERAL OPERATIONS PROCEDURES
- 1926.1080 Safe practices manual.
- 1926.1081 Pre-dive procedures.
- 1926.1082 Procedures during dive.
- 1926.1083 Post-dive procedures.
- SPECIFIC OPERATIONS PROCEDURES
- 1926.1084 SCUBA diving.
- 1926.1085 Surface-supplied air diving.
- 1926.1086 Mixed-gas diving.
- 1926.1087 Liveboating.
- EQUIPMENT PROCEDURES AND REQUIREMENTS
- 1926.1090 Equipment
- RECORDKEEPING
- 1926.1091 Recordkeeping requirements.
- 1926.1092 [Removed]
- APPENDIX A TO SUBPART Y -- EXAMPLES OF CONDITIONS WHICH MAY RESTRICT OR LIMIT EXPOSURE TO HYPERBARIC CONDITIONS
- APPENDIX B TO SUBPART Y -- GUIDELINES FOR SCIENTIFIC DIVING
- **Subpart Z -- Toxic and Hazardous Substances**
 - 1926.1100 [Reserved]
 - 1926.1101 Asbestos
 - 1926.1102 Coal tar pitch volatiles; interpretation of term.
 - 1926.1103 13 Carcinogens (4-Nitrobiphenyl, etc.).
 - 1926.1104 alpha-Naphthylamine.
 - 1926.1105 [Reserved]
 - 1926.1106 Methyl chloromethyl ether.
 - 1926.1107 3,3'-Dichlorobenzidine (and its salts).
 - 1926.1108 bis-Chloromethyl ether.
 - 1926.1109 beta-Naphthylamine.
 - 1926.1110 Benzidine.
 - 1926.1111 4-Aminodiphenyl.
 - 1926.1112 Ethyleneimine.
 - 1926.1113 beta-Propiolactone.
 - 1926.1114 2-Acetylaminofluorene.
 - 1926.1115 4-Dimethylaminoazobenzene.
 - 1926.1116 N-Nitrosodimethylamine.
 - 1926.1117 Vinyl chloride.
 - 1926.1118 Inorganic arsenic.
 - 1926.1127 Cadmium.
 - 1926.1128 Benzene.
 - 1926.1129 Coke oven emissions.
 - 1926.1144 1,2-dibromo-3-chloropropane.
 - 1926.1145 Acrylonitrile.
 - 1926.1147 Ethylene oxide.
 - 1926.1148 Formaldehyde.
 - 1926.1152 Methylene Chloride.
 - APPENDIX A TO PART 1926 -- DESIGNATIONS FOR GENERAL INDUSTRY STANDARDS INCORPORATED INTO BODY OF CONSTRUCTION STANDARDS.
 - SUBJECT INDEX FOR PART 1926 -- SAFETY AND HEALTH REGULATIONS FOR CONSTRUCTION.
- 1928 Occupational safety and health standards for agriculture

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

- 1949 Office of Training and Education, Occupational Safety and Health Administration
 - 1952 Approved State plans for enforcement of State standards
 - 1953 Changes to State plans
 - 1954 Procedures for the evaluation and monitoring of approved State plans
 - 1955 Procedures for withdrawal of approval of State plans
 - 1956 State plans for the development and enforcement of State standards applicable to State and local government employees in States without approved private employee plans
 - 1960 Basic program elements for Federal employee occupational safety and health programs and related matters
 - 1975 Coverage of employers under the Williams-Steiger Occupational Safety and Health Act of 1970
 - 1977 Discrimination against employees exercising rights under the Williams-Steiger Occupational Safety and Health Act of 1970
 - 1978 Rules for implementing section 405 of the Surface Transportation Assistance Act of 1982 (STAA)
 - 1979 Procedures for the handling of discrimination complaints under section 519 of the Wendell H. Ford Aviation Investment and Reform Act for the 21st Century
 - 1980 Procedures for the handling of discrimination complaints under section 806 of the Corporate and Criminal Fraud Accountability Act of 2002, Title VIII of the Sarbanes-Oxley Act of 2002
 - 1981 Procedures for the handling of discrimination complaints under section 6 of the Pipeline Safety Improvement Act of 2002
 - 1990 Identification, classification, and regulation of potential occupational carcinogens
- XX OCCUPATIONAL SAFETY AND HEALTH REVIEW COMMISSION
 - XXV EMPLOYEE BENEFITS SECURITY ADMINISTRATION, DEPARTMENT OF LABOR
 - XXVII FEDERAL MINE SAFETY AND HEALTH REVIEW COMMISSION
 - XL PENSION BENEFIT GUARANTY CORPORATION

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

IV.2. Lois sur la Sécurité Incendie

Site web de référence : <http://www.nfpa.org>

IV.2.1. Présentation

La distinction entre le niveau des *Lois* et le niveau des *Normes Techniques* en matière d'incendie et de panique est généralement un peu floue. Ceci provient de l'extrême technicité des dispositions à mettre en oeuvre dans ces domaines et qui ne trouvent pas naturellement leurs place dans un texte de loi. De plus, aux Etats Unis, la distinction entre le niveau national fédéral, les agences nationales et le niveau des états de l'union n'est pas évidente.

On peut néanmoins citer quelques institutions de référence :

IV.2.2. NFPA

National Fire Protection Association, Association Nationale de Protection Incendie (USA)

La NFPA totalise plus de 75.000 personnes à travers le monde et plus de 80 institutions nationales et des organisations professionnelles. www.nfpa.org

NFPA développe, édite et diffuse plus de 300 codes et normes visant à minimiser la possibilité et les effets du feu et autres risques. Pratiquement tous les bâtiments, processus, services, la conception et l'installation sont concernés par des documents NFPA.

IV.2.3. Textes NFPA

(Voir le sous-chapitre « Droit Canadien »)

IV.2.4. USFA

U.S. Fire Administration, www.usfa.dhs.gov

Voir également l'excellent document « Amercia Burning » :

<http://www.usfa.dhs.gov/downloads/pdf/publications/fa-264.pdf>

IV.2.5. Niveau Législatif Fédéral

- The Reciprocal Fire Protection Act of 1955 (69 Stat. 66; 42 U.S.C. 1856), as amended by the Wildfire Suppression Assistance Act of 1989 (102 Stat. 1615), provides authority for Federal agencies to enter into mutual assistance.
- The Federal Fire Prevention and Control Act of 1974 (88 Stat. 1535; 15 U.S.C. 2201 et seq.), as amended, authorizes reimbursement to State and local fire services for costs incurred in firefighting on Federal property.
- The Disaster Relief Act of 1974 (88 Stat. 143; 42 U.S.C. 5121 et seq.), as amended, provides authority for Federal agencies to assist State and local governments during Presidentially declared emergencies.
- Policies for fire control and management are found in the Departmental Manual, Part 910, Chapter 1, Wildland Fire Suppression and Management (March 29, 1990)

IV.2.6. Code of Federal Regulations (CFR) – Titre 29 « Travail »

La réglementation sur la santé et sécurité au travail reprend une série de mesures liées directement ou indirectement à la sécurité incendie. (Voir ci-dessus le sous-chapitre « Lois sur la Sécurité au Travail »)

IV.2.7. Code of Federal Regulations (CFR) – Autres Titres

- [2009] 10CFR50-- PART 50_DOMESTIC LICENSING OF PRODUCTION AND UTILIZATION FACILITIES--Table of content
 - ◆ [2009] 10CFR50.48-- Sec. 50.48 Fire protection.
- [2008] 44CFR -- Title 44--Emergency Management and Assistance
 - ◆ [2008] 44CFR204-- Subpart A_General
 - ◆ [2008] 44CFR152.2-- Sec. 152.2 Definitions
- [2008] 41CFR102-- PART 102-80_SAFETY AND ENVIRONMENTAL MANAGEMENT--Table of Contents
 - ◆ [2008] 41CFR102-- Subpart C_Accident and Fire Prevention

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

V. Liste des Normes de référence :

V.1. Normes sur la Sécurité au Travail

Site web de référence : <http://www.ansi.org>
<http://www.esta.org/tsp/about/solutions.html>

V.1.1. ANSI : identité et missions

American National Standards Institute

L'American National Standards Institute (ANSI) est un organisme privé à but non-lucratif qui supervise le développement de normes pour les produits, les services, les procédés, les systèmes et les employés des États-Unis. Ces normes sont proposées à partir d'une démarche volontaire et consensuelle. L'organisation coordonne également la définition des normes américaines avec les normes internationales afin que les produits américains puissent être utilisés à l'étranger.

L'ANSI est le représentant des États-Unis à l'ISO (Organisation internationale de normalisation). L'ANSI valide des normes développées par les représentants des organisations normalisantes telles qu'organismes gouvernementaux, associations de consommateurs, sociétés et autres. L'ANSI accrédite également les organismes qui délivrent des certifications sur les normes internationales pour des produits ou des personnes.

V.1.2. Normes ANSI

V.1.2.1. Control Protocols

- ANSI E1.3, Lighting Control Systems - 0 to 10V Analog Control Specification (Free download)
- Application Guide for ANSI E1.3 - 2001, Lighting Control Systems 0 to 10V Analog Control Specifications
- ANSI E1.11, USITT DMX512-A - Asynchronous Serial Digital Data Transmission Standard for Controlling Lighting Equipment and Accessories
- ANSI E1.17, Architecture for Control Networks
- ANSI E1.20, Remote Device Management over USITT DMX512
- ANSI E1.27-1, Standard for Portable Control Cables for Use with USITT DMX512/1990 and E1.11 (DMX512-A) Products
- ESTA CP 96-1057 r1 Recommended Practice for Ethernet Cabling Systems in Entertainment Lighting Applications and the Supplement to the Recommended Practice for Ethernet Cabling Systems in Entertainment Lighting Applications and the recommended Practice for Ethernet Cabling Systems in Entertainment Lighting Applications

V.1.2.2. Electrical Power

- ANSI E1.16, Configuration Standard for Metal Halide Ballast Power Cable
- ANSI E1.24, Dimensional Requirements for Stage Pin Connectors
- BS 7909:2008 Code of practice for temporary electrical systems for entertainment and related purposes

V.1.2.3. Floors

- ANSI E1.26, Recommended Testing Methods and Values for Shock Absorption of Floors Used in Live Performance Venues

V.1.2.4. Fog and Smoke

- ANSI E1.5, Theatrical Fog Made with Aqueous Solutions of Di- and Trihydric Alcohols
- ANSI E1.14, Recommendations for Inclusions in Fog Equipment Manuals
- ANSI E1.23, Design and Execution of Theatrical Fog Effects
- ANSI Document, Introduction to Modern Atmospheric Effects, 4th edition

V.1.2.5. Photometrics & Light

- ANSI E1.9, Reporting Photometric Performance Data for Luminaires Used in Entertainment Lighting

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

- ANSI E1.25, Recommended Basic Conditions for Measuring the Photometric Output of Stage and Studio Luminaires by Measuring Illumination Levels Produced on a Planar Surface
- ANSI E1.35, Standard for Lens Quality Measurements for Pattern Projecting Luminaires Intended for Entertainment Use
- ANSI E1.36, Model Procedure for Permitting the Use of Tungsten-Halogen Incandescent Lamps and Stage and Studio Luminaires in Vendor Exhibit Booths in Convention and Trade Show Exhibition Halls
- ANSI / IESNA LM-73-04 Photometric Testing of Entertainment Lighting Luminaires Using Incandescent Filament Lamps or High Intensity Discharge Lamps
- BS 3944-1:1992 Colour and diffusion filter material for theatre, television and similar entertainment purposes. Specification for flammability and dimensional stability

V.1.2.6. Rigging

- ANSI E1.1, Construction and Use of Wire Rope Ladders
- ANSI E1.2, Design, Manufacture and Use of Aluminum Trusses and Towers
- ANSI E1.8, Loudspeaker Enclosures Intended for Overhead Suspension--Classification, Manufacture and Structural Testing
- ANSI E1.15, Recommended Practices and Guidelines for the Assembly and Use of Theatrical Boom & Base Assemblies
- ANSI E1.21, Temporary Ground-Supported Overhead Structures Used To Cover Stage Areas and Support Equipment in the Production of Outdoor Entertainment Events

V.1.2.7. Fireworks

- BS EN 14035-1:2003 Fireworks. Terminology

V.1.2.8. Audio & Sound

- MIL-A-17053E not 1 audio entertainment system equipment, shipboard (s/s by a-a-50601)
- MIL-L-17080C(4) not 1 loudspeakers, permanent magnet for shipboard entertainment systems (s/s by a-a-50621)
- QPL-17080-15 not 1 loudspeakers, permanent magnet, for shipboard entertainment systems (no s/s document)
- BS EN 352-8:2008 Hearing protectors. Safety requirements and testing. Entertainment audio ear-muffs

V.1.3. ESTA – ETCP : identité et missions

Entertainment Services & Technology Association

ESTA est l'union syndicale des industries du spectacle et du divertissement en Amérique du Nord. Les membres de l'ESTA incluent les entreprises et organismes qui offrent des produits et services dans le monde du show business.

Présentation du TSP : Programme de travail sur les Normes Techniques

L'ESTA Technical Standards Program (TSP) a été créé en 1994 en réponse au nombre croissant de membres de l'ESTA, qui se heurtent à des situations où le manque de normes, ou l'imposition de normes élaborées en dehors de l'industrie du divertissement, rendaient de plus en plus difficile la réalisation des opérations de façon sécuritaire, efficace et rentable. En tant qu'association professionnelle dans une industrie basée sur la technologie, il est du devoir évident de l'ESTA de servir ses membres en établissant un programme pour traiter des questions de technologie et de normes.

V.1.4. Groupes de Travail ESTA

Draft American National Standards :

- BSR E1.22, Fire Safety Curtain Systems
The standard to be developed will cover the materials, fabrication, installation, operation, and maintenance of fire curtain systems used for proscenium opening protection and designed to restrict the passage of heat, hot gases, and smoke from the stage to the audience area.
- BSR E1. 6-4, Control Systems for Electric Chain Hoists
- BSR E1.6-3, Safe Use of Serial Manufactured Electric Chain Hoists in the Entertainment Industry

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

This is part of the larger E1.6 project, which is to establish safety requirements for the design, manufacture, installation, and use of powered flying systems. These systems include those used for the movement or positioning of scenery, lighting, audio and other stage equipment in theaters, theme parks, studios, and other places of public assembly and performance. This project does not address manually powered or operated systems or equipment used in the construction of these spaces.

➤ **BSR E1.6-2, Purpose Designed Serially Manufactured Electric Chain Hoists in the Entertainment Industry**

This is part of the larger E1.6 project, which is to establish safety requirements for the design, manufacture, installation, and use of powered flying systems. These systems include those used for the movement or positioning of scenery, lighting, audio and other stage equipment in theaters, theme parks, studios, and other places of public assembly and performance. This project does not address manually powered or operated systems or equipment used in the construction of these spaces.

➤ **BSR E1.6-1, Powered Winch Hoist Systems**

The project is to establish safety requirements for the design, manufacture, installation, and use of powered flying systems. These systems include those used for the movement or positioning of scenery, lighting, audio and other stage equipment in theaters, theme parks, studios, and other places of public assembly and performance. This project does not address manually powered or operated systems or equipment used in the construction of these spaces.

➤ **BSR E1.4, Manual Counterweight Rigging Systems**

This project is to develop a standard to describe the construction and proper installation of manually powered counterweight flying systems, used in theaters to raise and lower scenery, properties, lighting equipment, and similar loads over the stage. This standard will not apply to raising or lowering people, or to any motorized rigging systems.

V.1.5. ASTM : identité et missions

Site web de référence : www.astm.org

American Society for Testing and Materials

ASTM International (ASTM) is an international standards organization that develops and publishes voluntary consensus technical standards for a wide range of materials, products, systems, and services.

ASTM predates other standards organizations such as BSI (1901), DIN (1917) and AFNOR (1926), but differs from these in that it is not a national standards body, that role being taken in the USA by ANSI. However, ASTM has a dominant role among standards developers in the USA, and claims to be the world's largest developer of standards.

ASTM Standards :

- ASTM E2505-07 : Standard Practice for Industrial Rope Access

V.1.6. Cordage Institute : identité et missions

Site web de référence : www.ropecord.com

CI - The Cordage Institute

The Cordage Institute is an association of rope, twine, and related manufacturers, their suppliers, and affiliated industries. Its mission is to create value for its members by educating product users, the standards writing community, government agencies, and other entities on the proper use of industry products through the dissemination of standards.

V.2. Normes sur la Sécurité Incendie

Site web de référence : <http://www.ansi.org>

V.2.1. ANSI : identité et missions

American National Standards Institute

(Voir ci-dessus)

V.2.2. Textes ANSI sur la Sécurité Incendie

De manière générale, les textes et normes techniques relatifs à la sécurité incendie ne sont pas codés sous forme de normes ANSI mais sous forme de documents NFPA.

(Voir ci-dessus le sous-chapitre « Droit Canadien » - « NFPA »)

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*

Annexe 4 : Droit... autres pays

VI. Liste des Lois de référence :

VI.1. Lois sur la Sécurité au Travail

Site web de référence : [xxx](#)

VI.1.1. Présentation

Xxx

xxx

VI.2. Lois sur la Sécurité Incendie

Site web de référence : [xxx](#)

VI.2.1. Présentation

Xxx

xxx

VII. Liste des Normes de référence :

VII.1. Normes sur la Sécurité au Travail

Site web de référence : [xxx](#)

VII.1.1. Présentation

Xxx

xxx

VII.2. Normes sur la Sécurité Incendie

Site web de référence : [xxx](#)

VII.2.1. Présentation

Xxx

xxx

*Ce document a été téléchargé sur www.AERISC.com.
Il ne peut être ni exploité ni diffusé.*